MACIF

LA SOLIDARITE EST UNE FORCE

Rapport financier semestriel

30 juin 2014

Sommaire général

1. RAPPORT D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2014 3

2. COMPTES CONSOLIDES EN NORMES IFRS 23

3. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 111

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 113

1. Rapport d'Activité

Au 30 juin 2014

1.1. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT 6

1.1.1. EVOLUTION DU CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER 6

1.1.2. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ASSURANTIEL 7

1.2. FAITS MARQUANTS 9

1.2.1. EVOLUTION DES PARTENARIATS, DES ALLIANCES ET DES PARTICIPATIONS DU GROUPE 9

1.2.2. ELEMENTS FINANCIERS 9

1.3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE 10

1.3.1. CESSION DE MACIF PORTUGAL 10

1.3.2. EVENEMENTS CLIMATIQUES 10

1.4. GESTION DES RISQUES ET PARTIES LIEES 11

1.4.1. EVOLUTION PREVISIBLE 11

1.4.2. PRINCIPAUX RISQUES 11

1.4.3. PARTIES LIEES 11

1.5. ANALYSE DES COMPTES SEMESTRIELS 12

1.5.1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION 12

1.5.2. ACTIVITE 14

1.5.3. RESULTATS 16

1.5.4. ELEMENTS FINANCIERS 20

1.5.5. SOLVABILITE 22

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés au 30 juin 2014 sont établis en conformité avec la norme IAS 34.

1.1. Evolution de l'environnement

1.1.1. EVOLUTION DU CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

D'une manière générale, la croissance de l'économie mondiale se révèle décevante. Dans son rapport paru en juin dernier, la Banque Mondiale a réajusté sa prévision de croissance mondiale de 3,2 % à 2,8 % en raison de la morosité observée au premier trimestre, en particulier aux États-Unis, et des perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents.

Aux Etats-Unis, l'excédent des stocks à la fin de 2013 a dépassé les prévisions et a donc nécessité une plus forte correction. La rigueur de l'hiver a également affecté tous les secteurs de l'économie américaine, hormis les dépenses de consommation qui se sont bien comportées, de sorte que le PIB américain a reculé de 2,1% au premier trimestre. Ces résultats moroses ont été ravivés par un second trimestre prometteur puisque les premières estimations du département du Commerce indiquent une progression de 4% en rythme annualisé d'avril à juin.

La croissance japonaise, mesurée en rythme trimestriel, a atteint +1,6% au premier trimestre 2014, dopée de façon anormale par de robustes dépenses des ménages avant une hausse de la TVA. Le passage de celle-ci de 5 % à 8 % en avril a bouleversé le précaire équilibre de l'économie nippone. Le PIB japonais a chuté de 6,8% au deuxième trimestre en glissement annuel (-1,7 %, par rapport au trimestre précédent), soit la plus forte contraction constatée depuis le premier trimestre de 2011 (-6,9%) lorsque le séisme et le tsunami du 11 mars ont mis l'archipel à l'arrêt.

L'activité a nettement ralenti en Russie, en raison des tensions géopolitiques qui ont sensiblement affecté la demande.

En Chine, le fléchissement de la demande intérieure a été plus marqué que prévu, en raison des efforts déployés par les autorités de Pékin pour maîtriser l'expansion du crédit et pour juguler le marché immobilier. Dans son rapport de juin, la Banque Mondiale a prévu une croissance du PIB chinois de 7,6% en 2014.

Dans les autres pays émergents, la croissance a été plus faible que prévu, à la fois en raison du repli de la demande extérieure, des Etats-Unis et de la Chine notamment, et dans un certain nombre de cas, du tassement de la demande intérieure et de la moindre croissance de l'investissement.

Quant à la zone euro, elle a conservé un peu de tonus au premier trimestre 2014, avec une activité en progression de +0,2 %, après +0,3 % au quatrième trimestre 2013. L'activité a accéléré en Allemagne, notamment du fait de la douceur de l'hiver (+0,8 % après +0,4 %), et en Espagne (+0,4 % après +0,2 %). En revanche, elle est restée atone dans le reste de la zone euro, notamment en France (0,0 %) et en Italie (-0,1 %). Les résultats du second trimestre auront par contre eu raison du faible dynamisme de la zone euro avec des premières prévisions qui tablent sur une croissance zéro. Trimestre après trimestre, l'Europe ne parvient pas à retrouver son niveau de production économique de début 2008, quand la crise des subprimes a dégénéré en crise financière mondiale.

Parmi les économies en difficulté, la France s'enlise dans une croissance atone pour le second trimestre consécutif, de sorte que le PIB français stagne sur cette première partie de l'année, et ce dans un contexte d'inflation faible : +0,5% à fin juin sur douze mois. Hormis la consommation, tous les indicateurs d'activité traduisent une économie en panne, rendant délicat l'objectif de réduction de la dette publique pour satisfaire aux exigences européennes.

C'est dans cet environnement maussade que la Banque Centrale Européenne (BCE) a annoncé l'adoption le 5 juin d'une batterie de mesures pour dynamiser le crédit aux entreprises et éviter la déflation. Le taux directeur principal a été abaissé à 0,15% et le taux de dépôt est devenu négatif à -0,1%. Par ailleurs, de nouveaux prêts de liquidités bancaires à long terme, ciblés sur la relance du crédit (TLTRO) vont être mis en place. Enfin, des travaux préparatoires au rachat de crédits titrisés par la Banque Centrale sont lancés. Dans la foulée de ces décisions, les taux courts européens ont nettement baissé, l'Eonia cotant 0,03% fin juin.

Dans ce contexte d'assouplissement monétaire de la part de la BCE, de faible inflation et de reprise modérée, les taux longs européens ont poursuivi leur déclin. Le taux de l'OAT française a reculé sur le semestre de - 79 pbs, à 1,6%, soit un niveau historiquement bas. La baisse des taux sur les pays périphériques a été d'une ampleur encore plus forte (-152 pbs sur l'Espagne,-138 pbs sur l'Italie, -237 pbs sur le Portugal et -109 pbs sur l'Irlande).

Sur les marchés d'actions, la hausse s'est poursuivie à un rythme modéré dans un marché animé par le retour des opérations de fusions acquisitions : le S&P 500 a poursuivi sa hausse en juin, gagnant 6% depuis le début de l'année. De son côté, l'indice européen DJ Stoxx 600 a progressé de 5% sur le

semestre. Le CAC 40 n'a progressé que de 3%, reflétant sans doute en partie les difficultés de l'économie française.
Les nouvelles mesures adoptées par la BCE n'ont fait baisser l'euro que légèrement, vers 1,37$ contre 1,39$ à son point haut récent de début mai.

De son côté, considérant que l'économie américaine reste solide malgré le coup de frein du début d'année, la Réserve Fédérale maintient le cap et poursuit la réduction prudente de ses rachats de titres. Au rythme actuel des réductions, ces achats pourraient prendre fin en octobre prochain.

1.1.2. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ASSURANTIEL

EN DOMMAGES

La conjoncture économique, qui continue de peser sur la matière assurable, et une concurrence de plus en plus vive freinent la croissance du marché des assurances de biens et de responsabilité.
Les cotisations ont augmenté de +1,5 % sur les six premiers mois de 2014, un niveau en baisse sensible par rapport à 2013 sur la même période (+2,5 %). Ce constat affecte tous les segments en dehors des flottes d'entreprise. Pour l'automobile et l'assurance des professionnels, la variation est réduite de moitié, à +1%. Avec une croissance de +4 % (contre +4,5 % sur les 6 premiers mois de 2013), l'habitation demeure le marché le plus dynamique. Pour la RC générale et la construction, le différentiel est nettement plus sensible, de sorte que l'encaissement sur le domaine de la construction s'est contracté de -4,5%.

La progression des cotisations est une nouvelle fois portée par les hausses tarifaires appliquées par les assureurs. Cette année, les majorations tarifaires ont été comprises entre 0 et 3% en automobile et sont allées jusqu'à 5 % en habitation.

Les préoccupations se tournent surtout vers la sinistralité. Depuis le début de l'année, les aléas climatiques s'enchaînent : tempêtes, crues, inondations sur le premier bimestre, forte activité orageuse accompagnée parfois de grêle en juin (l'un des mois de juin les plus actifs des 20 dernières années). Cette accumulation d'événements impacte directement la sinistralité. Comparé au premier semestre 2013 marqué par une pluviométrie importante et quelques inondations dans le Sud-ouest, la charge sinistre devrait être supérieure. D'autant plus que le coût moyen des sinistres est directement impacté par la hausse de la TVA au 1er janvier 2014 qui entraîne une augmentation du coût des prestations des réparateurs automobiles et des travaux de rénovation dans le bâtiment.

Le retournement de tendance observé depuis le début d'année en matière de sécurité routière conduit à une forte évolution des sinistres corporels dont la fréquence a augmenté de +7% en automobile par rapport à 2013.

EN EPARGNE & FINANCE

Après deux années successives de baisse (2011 et 2012), la collecte en assurance vie a renoué avec la croissance en 2013 (+7 % sur les 6 premiers mois). Bien que moins soutenue, la tendance reste la même au cours des six premiers mois de 2014 puisque l'encaissement est en progression de +3 % par rapport au premier semestre de l'année précédente, et ce malgré la stabilité des cotisations sur les supports en euros. Ce sont les contrats en unités de compte, dont la part ne cesse de progresser, qui portent cette croissance avec une évolution de +20 % sur le semestre.

Toutefois, malgré cette amélioration, la branche reste éloignée des niveaux atteints lors des années antérieures à 2012. La collecte nette s'élève ainsi à 10,3 milliards d'euros sur le premier semestre 2014, soit presque autant que pour l'ensemble de l'exercice 2013 et en hausse de +29 % par rapport à la même période de 2012.

Le contraste entre les principaux livrets d'épargne réglementée est frappant. Alors que les épargnants ont retiré leur argent du livret A et du LDD en mai et juin, l'assurance vie a enregistré un sixième mois consécutif de collecte nette positive. Sur le premier semestre de l'année, les deux livrets n'ont, en effet, enregistré qu'une mince collecte (3,8 Md€).

Les voyants semblent au vert pour l'assurance vie. Le cadre fiscal du placement préféré des français ne devrait pas subir de modifications alors que le taux de rémunération du livret A connaîtra une nouvelle baisse à 1 % le 1er août 2014. L'avantage compétitif de l'assurance vie (2,8 % de rémunération moyenne pour les fonds euros en 2013) n'est donc pas prêt de s'estomper.

EN SANTE & PREVOYANCE

Alors que l'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) devrait, de nouveau, être respecté en 2014, le gouvernement prévoit un nouveau plan d'économies de 50 milliards d'euros d'ici 2017. Les dépenses de santé ne devraient donc pas augmenter de plus de +2 % par an en moyenne entre 2015 et 2017.

Dans ce contexte, l'encaissement en assurance de soins de santé a pourtant progressé de +4 % sur le premier semestre 2014, identique à la même période de 2013. Les relèvements tarifaires pratiqués par la branche pour faire face aux désengagements de l'assurance maladie sur la prise en charge de certaines prestations en expliquent une large part.

En prévoyance (incapacité, invalidité, dépendance, décès accidentel), les cotisations progressent de +3 % dans la continuité de l'année 2013.

Attendue depuis la loi de sécurisation de l'emploi transposant l'ANI du 11 janvier 2013, le gouvernement a dévoilé les contours de la réforme de la complémentaire santé. Celle-ci se décomposera en cinq décrets définissant les contrats responsables, l'aide à la complémentaire santé et la généralisation de la complémentaire santé à tous les salariés. Leur publication interviendra en août et septembre 2014, ce qui devrait entraîner des impacts sensibles sur le marché de l'assurance santé.

1.2. Faits marquants

1.2.1. EVOLUTION DES PARTENARIATS, DES ALLIANCES ET DES PARTICIPATIONS DU GROUPE

ENTREE DE LA MUTUELLE NATIONALE DES PERSONNELS AIR FRANCE DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION

La Mutuelle Nationale des Personnels Air France (MNPAF) entre dans le périmètre de consolidation du groupe Macif à compter du 1er janvier 2014. Cette entrée fait suite à l'approbation par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution de l'affiliation de la MNPAF à Macif Sgam le 23 janvier 2014.

OFFRE IARD POUR LES PROFESSIONNELS AVEC MATMUT - IME

Macif et Matmut ont confirmé leur alliance en assurance responsabilité civile et dommages aux biens sur le marché des professionnels par l'entrée de la Macif, à hauteur de 40%, dans le capital de Matmut Entreprises, devenue Inter Mutuelles Entreprises (IME), le 6 mai 2014. Cette entité entre dans le périmètre de consolidation du groupe Macif . Elle est consolidée par mise en équivalence.

EVOLUTION DU GROUPE OFI

L'assemblée générale d'OFI Holding du 26 juin a approuvé l'apport par la Macif des titres détenus dans Macif Gestion ainsi que l'apport par Ofivalmo Partenaires des titres détenus dans OFI Mandats, au profit d'OFI Holding.

Par ailleurs, les assemblées générales de Macif Gestion, OFI Mandats et OFI Asset Management du 27 juin ont approuvé les opérations de fusion absorption respectivement de Macif Gestion et OFI Mandats par OFI Asset Management.

A l'issue de ces opérations, le groupe Macif a le contrôle exclusif du groupe OFI qui devient consolidé par intégration globale à compter du 30 juin 2014.

EVOLUTION DE LA SGAM SFEREN

En juin 2014, les deux groupes Macif et Matmut membres de Sferen, ont signé une lettre d'intention qui confirme leur volonté commune de réunir leurs forces pour constituer un pôle mutualiste référent sur le marché de l'assurance et des services financiers.

Les deux Groupes sont dans une phase de travail préparatoire qui précisera, sous l'égide de leurs conseils d'administration, la gouvernance, les structures et les projets stratégiques qui constitueront cette nouvelle étape de Sferen.

Par ailleurs, Jean-Marc RABY (Directeur général de la Macif), devient le Directeur général de Sferen depuis le 30 juin 2014, Daniel HAVIS (Président Directeur général de la Matmut) demeurant le Président de la Sgam.

1.2.2. ELEMENTS FINANCIERS

EVENEMENTS CLIMATIQUES

Le premier semestre 2014 est caractérisé par des évènements climatiques très importants (tempête Petra, inondations en Bretagne, épisodes de grêle de début juin…). Le coût global de ces événements est évalué pour le groupe Macif à près de 176 millions d'euros avant réassurance, et 27 millions d'euros après réassurance. Après impôt, l'impact sur le Résultat net – Part du Groupe s'élève à -18 millions d'euros.

RENFORCEMENT DES PROVISIONS MATHEMATIQUES DE RENTES

Suite à la baisse du taux moyen des emprunts d'Etat (TME), le taux de référence servant à la détermination du taux d'actualisation des provisions mathématiques de rentes a été ramené de 2,42 % fin 2013 à 2,10 % fin juin 2014. La baisse des taux d'actualisation a conduit à un rechargement des provisions mathématiques de rentes pour un montant de 39 millions d'euros. Après impôt, cette charge impacte le Résultat net - Part du Groupe à hauteur de 24 millions d'euros.

MISE EN JUSTE VALEUR

Au 30 juin 2014, le portefeuille de placements financiers des entreprises d'assurance s'élève à 27 344 millions d'euros en valeur au bilan. Cette valorisation inclut l'impact de la mise en juste valeur pour un montant de 3 207 millions d'euros contre 2 235 millions d'euros au 31 décembre 2013. Après impôts, les variations de juste valeur des actifs financiers impactent le Résultat net- Part du Groupe à hauteur de +7 millions d'euros.

1.3. Evénements postérieurs à la clôture

1.3.1. CESSION DE MACIF PORTUGAL

Le 17 juillet 2014, Macif a signé avec une société de droit portugais active dans le secteur de l'assurance un protocole de cession sous conditions suspensives portant sur la totalité des actions que la Macif détient au sein de sa filiale d'assurance non vie implantée au Portugal : Macif Portugal. Cette cession reste notamment soumise à l'autorisation des autorités de contrôle portugaises.

1.3.2. EVENEMENTS CLIMATIQUES

Quelques intempéries sont survenues au cours des mois de juillet et août 2014 pour un coût net estimé à environ 15 millions d'euros. La Macif est protégée par un traité en excédent de pertes annuelles couvrant les garanties climatiques et catastrophes naturelles (hors sécheresse), ce qui lui permet de plafonner à 85 M€ la rétention annuelle sur ces garanties.

1.4. Gestion des risques et parties liées

1.4.1. EVOLUTION PREVISIBLE

En Dommages, la tendance est à une augmentation de la charge des sinistres corporels liée à une aggravation conjointe de la fréquence (+9,3 %) et du coût moyen ainsi qu'au transfert aux sociétés d'assurance, depuis le 1er Janvier 2013, de la revalorisation des rentes versées aux accidentés. Les intempéries survenues ce premier semestre devraient également affecter défavorablement les résultats de l'exercice. Enfin, les incertitudes demeurent quant à l'ampleur de l'impact de la loi Hamon sur la hausse des résiliations des portefeuilles d'assurance Automobile et Habitation.
Par ailleurs, si les innovations technologiques à venir, telles le e-constat (application gratuite permettant aux assurés de remplir leur constat amiable à partir d'un smartphone), amélioreront le service rendu aux assurés et apporteront plus d'efficacité dans les activités d'assurance, le développement du numérique s'accompagnera de nouveaux risques : e-réputation, perte ou vol de données, cybercriminalité.

En Finance/Épargne, suite aux travaux du rapport Berger-Lefebvre, le Contrat Euro-croissance a été officialisé par ordonnance le 26 juin 2014. Les décrets d'application restent à paraître pour ce contrat dont l'objectif est d'augmenter la part de l'assurance-vie dans le financement plus direct de l'économie.

Ces fonds « Euro-Croissance » – accessibles aux contrats multi-supports – visent à offrir aux épargnants un nouvel outil pour pallier à la baisse de rendement sans perdre l'antériorité fiscale en cas de transfert. Au vu des différentes analyses menées dans le secteur et compte tenu de l'impact de sa complexité sur le devoir de conseil, ce nouveau contrat ciblera « de facto » les épargnants les plus fortunés.

En Santé/Prévoyance, l'accord sur la généralisation de la complémentaire santé va modifier en profondeur le paysage de la complémentaire santé. Cette évolution va générer un déport important des assurés du marché individuel vers le marché collectif. Le contexte est déjà très concurrentiel et devrait se renforcer avec l'entrée en vigueur de l'accord. L'incertitude demeure sur la vitesse de ce mouvement de marché.

1.4.2. PRINCIPAUX RISQUES

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté sont décrits dans la Section 2.9 « Dispositif de maîtrise des risques et facteurs de risques » du rapport financier annuel 2013, ainsi que dans le chapitre 8 de l'annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2013 « Gestion des risques », déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Cette description des principaux risques reste valable à la date de publication du présent rapport pour l'appréciation des risques et incertitudes majeurs pouvant affecter le Groupe sur la fin de l'exercice en cours.

1.4.3. PARTIES LIEES

Au cours du 1er semestre 2014, il n'y a pas eu d'évolution majeure concernant les opérations avec les parties liées telles que décrites au paragraphe 5.10.2. du rapport financier annuel 2013, ni de nouvelles opérations avec des parties liées ayant un impact important sur la situation financière ou la performance du groupe Macif sur cette période.

1.5. Analyse des comptes semestriels

1.5.1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2014, le périmètre de consolidation rassemble 127 structures réparties sur 4 secteurs d'activité :

- Dommages,
- Finance/Épargne,
- Santé/Prévoyance,
- Gestion d'actifs.

	30 juin 2014	31 déc. 2013	Var°
Structures contrôlées	120	117	3
Structures sous influence notable	7	7	-
TOTAL	**127**	**124**	**3**

Au cours du 1er semestre 2014, quatre entités sont entrées dans le périmètre de consolidation :

- Mutuelle Nationale des Personnels Air France : La Mutuelle Nationale des Personnels Air France (MNPAF) est une mutuelle professionnelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la Mutualité. Elle intervient dans le domaine de la couverture Santé/Prévoyance avec des contrats collectifs auprès des entreprises adhérentes et des contrats individuels pour les adhérents volontaires. Elle rassemble plus de 166 000 membres bénéficiaires au total. Elle entre dans le périmètre de consolidation à compter du 1er janvier 2014. Au sein des comptes sectoriels, elle est présentée dans le secteur « Santé/Prévoyance »,
- Inter Mutuelles Entreprises : La société Inter Mutuelles Entreprises (IME) est une structure commune avec Matmut destinée à apporter une offre complète en responsabilité civile et dommages aux biens sur le marché des professionnels et des entreprises. Cette société entre dans le périmètre de consolidation et est consolidée par mise en équivalence à compter du 6 mai 2014. Elle est présentée dans le secteur « Dommages ». L'entrée dans le périmètre de consolidation a généré un écart d'acquisition de 27 millions d'euros,
- OMP1 : Ce fonds de fonds alternatifs multi-stratégie est investi exclusivement en Organismes de Placement Collectif (OPC) et fonds d'investissements de la gamme de comptes gérés de la plateforme Man Group. Il est rattaché au secteur « Dommages »,
- OFI EUROPA IV : Ce fonds a pour objet la constitution puis la gestion d'un portefeuille de titres financiers émis principalement par des fonds de capital investissement, eux mêmes investis dans des entreprises non cotées. Il est rattaché au secteur « Finance/Épargne ».

L'OPCVM MMF Taux 1 sort du périmètre de consolidation au cours du 1er semestre 2014, suite à la cession des titres concernés.

Au cours du mois de juin 2014, le groupe Macif a pris le contrôle du Groupe OFI, auparavant consolidé par mise en équivalence. Cette prise de contrôle résulte d'une succession d'opérations juridiques (évolution de la gouvernance, apport des titres Macif Gestion, fusion des sociétés de gestion Macif Gestion / OFI Mandats / OFI Asset Management). La prise de contrôle, comptabilisée conformément à IFRS 3 révisée, a généré un écart d'acquisition de 96 millions d'euros. Les entités OFI Holding et OFI Asset Management sont consolidées par intégration globale à compter du 30 juin 2014. Le résultat du 1er semestre a fait l'objet d'un retraitement pour distinguer :

- Le résultat semestriel lié à l'exploitation courante, présenté sur la ligne « Quote-part de résultat dans les entreprises associées »

- Le résultat de restructuration, présenté en résultat financier.

Les entités OFI Holding et OFI Asset management sont rattachées au secteur « Gestion d'actifs ».

Les autres mouvements se limitent à des variations de pourcentage d'intérêt sans impact significatif sur les comptes.

L'impact des variations de périmètre au 30 juin 2014 est détaillé dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Cotisations acquises brutes	Résultat opérationnel courant	Résultat net Groupe	Réserves Groupe	Capitaux propres Groupe
MNPAF	54 467	2 522	2 100	71 627	73 727
IME	-	-	1 624	-	1 624
OFI AM	-	43 003	43 003	-17 890	25 113
OFI Holding	-	-14 640	-14 640	28 243	13 603
Autres	-	-	-	2 262	2 262
TOTAL	**54 467**	**30 885**	**32 087**	**84 242**	**116 329**

1.5.2. ACTIVITE

Au 30 juin 2014, les cotisations acquises du groupe Macif s'élèvent à 2 868 millions d'euros contre 2 793 millions d'euros au 30 juin 2013. Elles sont en progression de 2,7%.

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013		Variation	%
		Publié	Retraité		
Dommages	**1 509 370**	**1 490 802**	**1 490 802**	**18 568**	**1,2%**
- Auto	*862 075*	*945 764*	*852 676*	*9 399*	*1,1%*
- Habitation	*366 986*	*335 886*	*353 429*	*13 557*	*3,8%*
- Autres	*280 309*	*209 153*	*284 697*	*-4 388*	*-1,5%*
Finance/Épargne	**976 560**	**982 679**	**982 679**	**-6 119**	**-0,6%**
- Contrats en €	*973 107*	*980 374*	*980 374*	*-7 267*	*-0,7%*
- Contrats en UC	*3 453*	*2 305*	*2 305*	*1 147*	*49,8%*
Santé/Prévoyance	**381 704**	**319 500**	**319 500**	**62 204**	**19,5%**
- Santé	*330 010*	*254 536*	*272 004*	*58 006*	*21,3%*
- Prévoyance	*51 694*	*64 964*	*47 496*	*4 198*	*8,8%*
TOTAL	**2 867 634**	**2 792 981**	**2 792 981**	**74 653**	**2,7%**

L'exercice 2013 s'est caractérisé par une restructuration de l'information de gestion (modification des secteurs d'activité et évolution des regroupements de contrats au sein de la catégorie Dommages). Le détail de ces évolutions est décrit en partie 6.2. « Comparabilité des comptes ». Pour faciliter la lecture, l'analyse des cotisations acquises propose une colonne « 30 juin 2013 retraité » détaillant les cotisations acquises au 30 juin 2013 selon les mêmes regroupements que ceux pratiqués au 30 juin 2014. La colonne « Variation » est calculée par différence entre les données au 30 juin 2014 et celles au 30 juin 2013 retraité.

En Dommages, les cotisations acquises s'élèvent à 1 509 millions d'euros en progression de 1,2%. En Auto, la croissance des cotisations acquises s'élève à 1,1%. Ce résultat fortement influencé par celui de la Macif masque des situations contrastées entre les différentes entités de ce secteur : nette évolution des cotisations acquises perçues par Macifilia (+22 %), recul de l'encaissement pour Macif Portugal et Thémis (respectivement -3,5 % et -1,9 %). Ces variations négatives sont fortement induites par la contraction des portefeuilles, tandis que celle de Macifilia, et dans une moindre mesure de Macif, reposent principalement sur des ajustements tarifaires. Le poids du segment Auto dans le chiffre d'affaires du Groupe représente 30,1 %, en recul de 0,5 point par rapport à juin 2013. En Habitation, l'évolution du chiffre d'affaires (+3,8 %) résulte essentiellement des mesures tarifaires appliquées pour 2014.

En Finance/Épargne, la collecte du groupe Macif ressort à 977 millions d'euros quasiment stable par rapport au 30 juin 2013. Le semestre est marqué par une bonne dynamique des supports en unités de compte. La collecte nette ressort à 267 millions d'euros contre 238 millions d'euros au 30 juin 2013. Cette progression s'appuie sur une diminution des retraits des épargnants.

En Santé/Prévoyance, les cotisations atteignent 382 millions d'euros en progression de 19,5% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette évolution s'explique essentiellement par l'entrée dans le périmètre de consolidation de la MNPAF, dont les cotisations acquises s'élèvent à 54 millions d'euros au 30 juin 2014. A périmètre constant, les cotisations progressent de 2,4%. En Santé, la progression est soutenue par les contrats individuels. En Prévoyance, les cotisations acquises sont en forte progression (+9%).

Le détail des cotisations acquises du groupe Macif se répartit comme suit par secteur et entité juridique :

(en milliers d'euros)	30 juin 2014		30 juin 2013		Variation	
	K€	%	K€	%	K€	%
Macif	1 498 494		1 479 608		18 886	
Macifilia	261		214		47	
Thémis	941		959		-18	
Macif Portugal	9 674		10 021		-347	
Dommages	**1 509 370**	**53%**	**1 490 802**	**53%**	**18 568**	**1,2%**
Mutavie	976 560		982 679		-6 119	
Finance/Épargne	**976 560**	**34%**	**982 679**	**35%**	**-6 119**	**-0,6%**
Macif-Mutualité	256 174		249 890		6 284	
Smip	30 782		30 843		-61	
AMP	6 622		5 724		898	
MNFCT	12 899		12 524		375	
MPIBM	20 760		20 519		241	
MNPAF	54 467		-		54 467	
Santé/Prévoyance	**381 704**	**13%**	**319 500**	**12%**	**62 204**	**19,5%**
TOTAL	**2 867 634**	**100%**	**2 792 981**	**100%**	**74 653**	**2,7%**

1.5.3. RESULTATS

Le groupe Macif enregistre un Résultat net – Part du Groupe de 140 millions d'euros contre 80 millions d'euros au 30 juin 2013. Le compte de résultat peut être résumé comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	Var°	%
Cotisations acquises	**2 867 634**	**2 792 981**	**74 653**	**3%**
Charges des prestations (hors Participation aux bénéfices différée sur juste valeur)	-2 943 019	-2 848 794	-94 225	
Marge brute	**-75 385**	**-55 813**	**-19 572**	
Charges/produits nets des cessions en réass.	76 947	-16 821	93 768	
Marge nette	**1 562**	**-72 634**	**74 196**	
Frais d'acquisition et d'administration des contrats	-250 032	-249 435	-597	
Autres charges et produits opérationnels courants	-73 921	-85 997	12 076	
Marge technique	**-322 391**	**-408 066**	**85 675**	**21%**
Produits des placements nets de charges - Hors mise en juste valeur	516 255	520 601	-4 346	
Produits des placements nets de charges - Mise en juste valeur	31 627	23 721	7 906	
Participation aux bénéfices différée sur juste valeur	-21 800	-14 962	-6 838	
Marge financière	**526 082**	**529 360**	**-3 278**	**-1%**
Autres produits et charges opérationnels	-6 089	-5 592	-497	
RESULTAT OPERATIONNEL	**197 602**	**115 702**	**81 900**	**71%**
Charge de financement	-19 691	-9 386	-10 305	
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	15 256	8 964	6 292	
Impôts sur les résultats	-51 216	-33 186	-18 030	
RESULTAT NET CONSOLIDE	**141 951**	**82 094**	**59 857**	**73%**
Intérêts minoritaires	1 600	2 059	-459	
RESULTAT NET (Part du Groupe)	**140 351**	**80 035**	**60 316**	**75%**

La marge technique : La marge technique ressort à -322 millions d'euros contre -408 millions d'euros au 30 juin 2013. Cette progression s'appuie principalement sur une bonne maîtrise de la sinistralité courante et des frais généraux. La sinistralité exceptionnelle, particulièrement significative au cours du 1er semestre 2014, est absorbée par le solde de réassurance dont le solde ressort excédentaire à hauteur de 77 millions d'euros.

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	Var°	%
Cotisations acquises	**2 867 634**	**2 792 981**	**74 653**	**3%**
Charges des prestations (hors Participation aux bénéfices différée sur juste valeur)	-2 943 019	-2 848 794	-94 225	
Charges/produits nets des cessions en réassurance	76 947	-16 821	93 768	
Frais d'acquisition et d'administration des contrats	-250 032	-249 435	-597	
Autres charges et produits opérationnels courants	-73 921	-85 997	12 076	
MARGE TECHNIQUE	**-322 391**	**-408 066**	**85 675**	**21%**

La marge financière : La marge financière retrouve à 526 millions d'euros un solde proche de celui constaté au 30 juin 2013, mais cette stabilité masque des évolutions significatives. Les produits de placements sont en hausse de 48 millions d'euros sous l'effet du placement de la collecte et des impacts de la restructuration du groupe OFI (28 millions d'euros). La variation des dépréciations financières est également en hausse avec un solde net positif à +1 millions d'euros (contre -6 M€ au 30 juin 2013). Enfin, l'impact de la mise en juste valeur des placements reste stable à un niveau favorable (+10 millions d'euros après participation aux bénéfices différée). Tous ces facteurs favorables sont compensés par la forte baisse des plus et moins values nettes, le 1er semestre 2013 ayant été marqué par d'importants mouvements de cessions d'OPCVM de capitalisation.

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	Var°	%
Produits des placements	440 537	392 712	47 825	
Charges des placements	-14 091	-18 395	4 304	
Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciations et d'amortissements	88 461	152 095	-63 634	
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	31 627	23 721	7 906	
Variation des dépréciations sur placements	1 348	-5 811	7 159	
PRODUITS FINANCIERS NETS DE CHARGES	**547 882**	**544 322**	**3 560**	**1%**
Participation aux bénéfices différée sur mise en juste valeur	-21 800	-14 962	-6 838	
MARGE FINANCIERE	**526 082**	**529 360**	**-3 278**	**-1%**

Le résultat opérationnel : Le résultat opérationnel du 1er semestre 2014 s'élève à 198 millions d'euros en progression de près de 82 millions d'euros. Cette progression s'explique prioritairement par la croissance de la marge technique (+ 86 millions d'euros).

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	Var°	%
Marge technique	-322 391	-408 066	85 675	
Marge financière	526 082	529 360	-3 278	
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	**203 691**	**121 294**	**82 397**	**68%**
Autres produits et charges opérationnels	-6 089	-5 592	-497	
RESULTAT OPERATIONNEL	**197 602**	**115 702**	**81 900**	**71%**

La quote-part dans les résultats des entreprises associées : La contribution des entités consolidées par mise en équivalence ressort à 15 millions d'euros, en hausse de 6 millions d'euros par rapport au 30 juin 2013. Cette progression s'appuie principalement sur celle des résultats de BPCE Assurances (+2 millions d'euros) et du groupe OFI (+4 millions d'euros). Elle bénéficie également de l'apport de résultat de Inter Mutuelle Entreprises (IME), entité nouvellement consolidée au 30 juin 2014. Le détail par entité se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	Var°	%
Groupe IMA	1 148	996	152	
ALTIMA	-2 648	-624	-2 024	
BPCE Assurances	8 838	6 903	1 935	
SOCRAM Banque	2 031	1 849	182	
Sci Galvani	296	-316	612	
Axe France	751	1 123	-372	
Groupe OFI Holding	3 216	-967	4 183	
IME	1 624	NA	1 624	
QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIEES	**15 256**	**8 964**	**6 292**	**70%**

NA : Non Applicable

L'impôt sur les résultats : La charge d'impôt constatée au 30 juin 2014 s'élève à -51 millions d'euros contre -33 millions d'euros au 30 juin 2013. La charge d'impôt exigible progresse fortement en raison de la progression des résultats taxables et de la fin du régime de faveur des entreprises mutuelles relevant du Code de la Mutualité. En revanche, la charge d'impôt différée ressort à -16 millions d'euros Cette charge traduit notamment la fiscalisation de la mise en juste valeur par résultat des placements financiers et le retraitement des frais d'acquisition reportés du secteur Finance/Épargne.

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	Var°	%
Impôts exigibles	-35 386	-10 245	-25 141	
Impôts différés	-15 830	-22 941	7 111	
TOTAL	**-51 216**	**-33 186**	**-18 030**	**54%**

Le **Résultat net - Part du Groupe** s'établit à 140 millions d'euros au 30 juin 2014, contre 80 millions d'euros au 30 juin 2013.

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	Var°	%
Résultat net de l'ensemble consolidé	141 951	82 094	59 857	
Intérêts minoritaires	1 600	2 059	-459	
Résultat net - Part du Groupe	**140 351**	**80 035**	**60 316**	**75%**

La contribution de chaque secteur d'activité au **Résultat net – Part du Groupe** est la suivante :

(en milliers d'euros)	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	TOTAL
Cotisations acquises	**1 509 370**	**976 560**	**381 704**	**-**	**2 867 634**
Charges des prestations (hors PB* sur juste valeur)	-1 372 102	-1 268 783	-302 134	-	-2 943 019
Marge brute	**137 268**	**-292 223**	**79 570**	**-**	**-75 385**
Charges/produits nets des cessions en réassurance	76 408	-236	775	-	76 947
Marge nette	**213 676**	**-292 459**	**80 345**	**-**	**1 562**
Frais d'acquisition et d'administration des contrats	-172 987	-32 853	-44 192	-	-250 032
Autres charges et produits opérationnels courants	-51 383	-7 458	-19 823	4 743	-73 921
Marge technique	**-10 694**	**-332 770**	**16 330**	**4 743**	**-322 391**
Produits des placements nets de charges - Hors juste valeur	103 310	364 218	19 933	28 794	516 255
Produits des placements nets de charges - Juste valeur	7 007	23 816	817	-13	31 627
Participation aux bénéfices différée sur juste valeur	-	-21 800	-	-	-21 800
Marge financière	**110 317**	**366 234**	**20 750**	**28 781**	**526 082**
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	**99 623**	**33 464**	**37 080**	**33 524**	**203 691**
Autres produits et charges opérationnels	-2 449	778	-3 661	-757	-6 089
RESULTAT OPERATIONNEL	**97 174**	**34 242**	**33 419**	**32 767**	**197 602**
Charge de financement	-14 765	-4 586	-318	-22	-19 691
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	9 259	2 780	-	3 217	15 256
Impôts sur les résultats	-27 961	-9 302	-12 303	-1 650	-51 216
RESULTAT NET CONSOLIDE	**63 707**	**23 134**	**20 798**	**34 312**	**141 951**
Intérêts minoritaires	39	600	223	738	1 600
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	**63 668**	**22 534**	**20 575**	**33 574**	**140 351**

** PB = Participation aux bénéfices*

En Dommages, la contribution au Résultat net – Part du Groupe ressort à 64 millions d'euros contre 53 millions d'euros au 30 juin 2013. La marge technique s'élève à -11 millions d'euros contre -46 millions d'euros au 30 juin 2013. Cette progression s'appuie sur une amélioration de la sinistralité courante et une progression maîtrisée des frais généraux. La sinistralité exceptionnelle, particulièrement significative lors du 1er semestre 2014, est prise en charge par la réassurance qui affiche un solde positif à +76 millions d'euros Le ratio combiné net passe de 103,1% à 100,6% au 30 juin 2014. La marge financière s'établit à 110 millions d'euros en baisse de 3 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent. Enfin, les autres charges et produits opérationnels demeurent à un niveau proche de l'équilibre à -2 millions d'euros Le Résultat opérationnel s'établit à 97 millions d'euros contre 65 millions d'euros au 30 juin 2013.

En Finance/Épargne, la contribution au Résultat net - Part du Groupe s'élève à +23 millions d'euros contre +25 millions d'euros au 30 juin 2013. Le 1er semestre 2014 se caractérise par une progression de la collecte nette et des frais généraux. Au final, le résultat opérationnel s'établit à 34 millions d'euros contre 37 millions d'euros au 30 juin 2013.

En Santé/Prévoyance, la contribution au Résultat net - Part du Groupe est de +21 millions d'euros contre 2 millions d'euros au 30 juin 2013. Cette forte progression s'appuie sur la maîtrise des charges de prestations et une diminution des frais généraux (notamment de la charge informatique). Le ratio combiné net passe de 102,3% à 95,7%. La marge financière bénéficie de plus values de cessions sur OPCVM actions et s'élève à 21 millions d'euros (+16 millions d'euros au 30 juin 2013). Le résultat opérationnel s'élève à 33 millions d'euros contre 7 millions d'euros au 30 juin 2013.

Pour le secteur **Gestion d'actifs**, la contribution au Résultat net - Part du Groupe s'élève à 34 millions d'euros Cette contribution est fortement impactée par la comptabilisation de la restructuration du groupe OFI (+28 millions d'euros). La rentabilité issue des opérations de gestion ressort à +6 millions d'euros sur le 1er semestre 2014. Le résultat opérationnel ressort à 33 millions d'euros contre 6 millions d'euros au 30 juin 2013.

1.5.4. ELEMENTS FINANCIERS

Au 30 juin 2014, le total du bilan s'élève à 36,9 Milliards d'euros, en croissance de près de 20 %. Plusieurs facteurs concourent à expliquer cette forte progression (présence de titres mis en pension, consolidation de nouvelles entités par intégration globale, constatation d'une créance sur les sociétaires compte tenu d'un appel d'échéance au 1er avril). Retraitée de ces éléments exceptionnels, la croissance du total du bilan s'élève à 8 %.

A l'actif, la valeur au bilan des placements financiers des entreprises d'assurance s'établit à 27,3 Milliards d'euros, soit plus de 74 % du total du bilan. Sur ce poste, l'impact de la mise en juste valeur représente 3,2 Milliards d'euros au 30 juin 2014, contre 2,2 Milliards d'euros au 31 décembre 2013. Cette hausse traduit l'impact de la baisse des taux d'intérêt sur les produits de taux et, dans une moindre mesure, de la progression des valeurs de marché des OPCVM actions. Les actifs immobiliers du groupe Macif figurent sur une ligne distincte au bilan, et restent majoritairement valorisés en coût historique.

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013	Var°	%
Coût amorti brut	24 320 595	24 049 279	271 316	1%
Corrections de valeurs	-183 516	-220 387	36 871	17%
Coût amorti net	24 137 079	23 828 892	308 187	1%
Réévaluations	3 206 551	2 235 042	971 509	43%
VALEUR AU BILAN	**27 343 630**	**26 063 934**	**1 279 696**	**5%**

La répartition des placements entre les différents supports se caractérise par un renforcement du poids des OPCVM au détriment des autres natures de placements. Les produits de taux restent largement majoritaires dans le total des placements financiers des entreprises d'assurance.

(en milliers d'euros)	30 juin 2014		31 déc. 2013	
	K€	%	K€	%
Actions	851 181	3,1%	832 239	3,2%
Obligations	22 098 227	80,8%	21 129 357	81,1%
Opcvm	4 225 273	15,5%	3 918 225	15,0%
Prêts	167 661	0,6%	182 888	0,7%
Autres	1 288	-	1 225	-
TOTAL	**27 343 630**	**100,0%**	**26 063 934**	**100,0%**

La répartition des placements financiers par méthode de valorisation reste stable. Les placements financiers sont principalement valorisés en « juste valeur », et notamment en « juste valeur » par les réserves (AFS).

(en milliers d'euros)	30 juin 2014		31 déc. 2013	
	K€	%	K€	%
Actifs disponibles à la vente (AFS)	24 962 027	91,3%	23 800 409	91,3%
Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)	1 178	-	10 117	-
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)	2 212 764	8,1%	2 070 520	7,9%
Prêts	167 661	0,6%	182 888	0,7%
Autres	-	-	-	-
TOTAL	**27 343 630**	**100%**	**26 063 934**	**100%**

Au passif du bilan, les provisions techniques s'élèvent à 27,2 Milliards d'euros soit près de 74 % du total bilan au 30 juin 2014.

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013	Var°	%
Provisions techniques relatives aux contrats d'assurance	27 066 708	24 811 681	2 255 027	9,1%
Provisions techniques relatives aux contrats d'assurance en UC	160 228	150 134	10 094	6,7%
Provisions techniques	**27 226 936**	**24 961 815**	**2 265 121**	**9,1%**

Les passifs d'assurance sont en progression de près de 2 Milliards d'euros dont 1,5 Md€ sur les provisions pour cotisations non acquises, compte tenu d'un appel d'échéance au 1er avril pour le portefeuille des contrats Macif et près de 406 millions d'euros pour les provisions d'assurance vie.

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013	Var°	%
Provisions d'assurance vie	18 414 440	18 008 444	405 996	2,3%
Provisions pour cotisations non acquises	2 231 879	771 902	1 459 977	189,1%
Provisions pour sinistres à payer	4 469 197	4 277 823	191 374	4,5%
Provisions pour participation aux bénéfices	430 415	304 138	126 277	41,5%
Autres provisions techniques	1 520 777	1 449 374	71 403	4,9%
Provisions techniques en Unités de Compte	160 228	150 134	10 094	6,7%
TOTAL	**27 226 936**	**24 961 815**	**2 265 121**	**9,1%**

1.5.5. SOLVABILITE

Les fonds propres du Groupe s'élèvent à 2 910 millions d'euros en hausse de 16% par rapport au 31 décembre 2013. Ils ne prennent en compte aucun passif subordonné.

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013	Var°	%
Fonds d'établissement	244 313	240 257	4 056	-
Réserve de réévaluation	590 617	408 567	182 050	-
Autres réserves	1 947 442	1 736 927	210 515	-
Autres éléments du résultat global	-12 280	-4 384	-7 896	-
Résultat de l'exercice	140 351	128 059	12 292	-
FONDS PROPRES GROUPE	**2 910 443**	**2 509 426**	**401 017**	**16%**

La progression des fonds propres représente près de 401 millions d'euros sur le 1er semestre 2014. Elle s'appuie sur le Résultat net et l'impact des variations de périmètre (dont 74 millions d'euros pour MNPAF). La réserve de réévaluation enregistre les variations de juste valeur des placements de la catégorie AFS (*Available For Sale*) nettes de participation aux bénéfices différée et d'impôts différés. Elle progresse de 182 millions d'euros compte tenu de la hausse des taux observée sur le 1er semestre 2014.

(en milliers d'euros)	Capital	Réserve de réévaluation	Autres réserves	Autres éléments du résultat global	Résultat net Groupe	TOTAL
Situation à la clôture au 31 déc. 2013	**240 257**	**408 567**	**1 736 927**	**-4 384**	**128 059**	**2 509 426**
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	-	836 724	-	-	-	836 724
Participation aux bénéfices différée	-	-565 383	-	-	-	-565 383
Impôts exigibles et différés	-	-92 684	-	4 144	-	-88 540
Variations de périmètre	-	3 394	-	-	-	3 394
Ecarts actuariels sur passifs sociaux	-	-	-	-12 040	-	-12 040
Revenus nets reconnus en capitaux propres	**-**	**182 050**	**-**	**-7 896**	**-**	**174 155**
Résultat net	-	-	-	-	140 351	140 351
Total des produits & pertes reconnus	**-**	**182 050**	**-**	**-7 896**	**140 351**	**314 506**
Droits d'adhésion	2 256	-	-	-	-	2 256
Affectation du résultat	-	-	128 059	-	-128 059	-
Variations du périmètre	1 800	-	79 049	-	-	80 849
Autres variations	-	-	3 406	-	-	3 406
Situation à la clôture au 30 juin 2014	**244 313**	**590 617**	**1 947 442**	**-12 280**	**140 351**	**2 910 443**

Au 30 juin 2014, les dettes de financement (hors mises en pension) représentent 27% des fonds propres Groupe, contre 31% au 31 décembre 2013. La réduction de ce ratio traduit la croissance des fonds propres, l'endettement externe restant stable.

(en milliers d'euros et %)	30 juin 2014		31 déc. 2013	
	K€	%	K€	%
Dettes subordonnées	606 853	78,9%	615 634	78,6%
Dettes envers les entreprises bancaires	156 020	20,3%	160 677	20,5%
Autres dettes de financement - Hors mises en pension	6 502	0,8%	6 715	0,9%
Sous total	**769 375**	**100,0%**	**783 026**	**100,0%**
Autres dettes de financement - Mises en pension	2 478 134	76,3%	-	-
TOTAL	**3 247 509**	**176,3%**	**783 026**	**100,0%**
Fonds propres Groupe	2 910 443	-	2 509 426	-
Ratio (Dettes de financement hors mises en pension / Fonds propres Groupe)	**-**	**26%**	**-**	**31%**

Conformément au Code des Assurances, le groupe Macif est tenu de couvrir sa marge de solvabilité. La marge de solvabilité ajustée du groupe Macif est déterminée sur la base des comptes consolidés établis en normes françaises. Au 30 juin 2014, le groupe Macif respecte ses obligations en matière de couverture de marge de solvabilité.

2. Comptes consolidés en normes IFRS

2.1. BILAN 24

2.2. COMPTE DE RESULTAT 26

2.3. ETAT DU RESULTAT GLOBAL 27

2.4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES 28

2.5. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE 30

2.6. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES 32

2.1. Bilan

2.1.1. ACTIF

(en milliers d'euros) **Notes**		**30 juin 2014**	**31 déc. 2013**
	Ecarts d'acquisition	114 849	19 143
	Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance	-	-
	Autres immobilisations incorporelles	88 213	90 282
7.1	**ACTIFS INCORPORELS**	**203 062**	**109 425**
	Immobilier de placement	597 734	591 079
	Immobilier de placement en Unités de Compte	-	-
7.2	Placements financiers	27 343 630	26 063 934
7.3	Placements financiers en Unités de Compte	163 115	150 134
7.16	Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	8 202	5 446
	PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE	**28 112 681**	**26 810 593**
7.4	**EMPLOIS DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES**	**297 007**	**212 160**
7.5	**INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES**	**347 052**	**311 324**
7.6	**PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS**	**674 003**	**518 945**
7.7	Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	385 337	388 953
7.8	Frais d'acquisition reportés	260 125	211 169
7.15	Participation aux bénéfices différée active	-	-
7.9	Actifs d'impôts différés	476	7 253
	Créances nées des opérations d'assurance	1 899 685	631 328
	Créances nées des opérations de réassurance	50 615	98 573
	Créances d'impôt exigible	17 485	19 019
	Autres créances	250 059	211 140
	AUTRES ACTIFS	**2 863 782**	**1 567 435**
7.10	**ACTIFS DESTINES A LA VENTE ET ABANDONS D'ACTIVITES**	**-**	**2 484**
7.11	**TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE**	**4 433 324**	**1 297 056**
	TOTAL DE L'ACTIF	**36 930 911**	**30 829 422**

2.1.2. PASSIF

(en milliers d'euros) **Notes**		**30 juin 2014**	**31 déc. 2013**
	Capital social ou fonds équivalents	244 313	240 257
	Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-
	Réserve de réévaluation	590 617	408 567
	Autres réserves	1 939 159	1 725 139
	Résultats cumulés	-3 997	7 404
	Résultat net	140 351	128 059
7.12	**CAPITAUX PROPRES GROUPE**	**2 910 443**	**2 509 426**
7.12	Intérêts minoritaires	74 926	34 896
	CAPITAUX PROPRES TOTAUX	**2 985 369**	**2 544 322**
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**159 497**	**145 813**
	Dettes subordonnées	606 853	615 634
	Dettes de financement représentées par des titres	-	-
	Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	156 020	160 677
	Autres dettes de financement	2 484 636	6 715
7.13	**DETTES DE FINANCEMENT**	**3 247 509**	**783 026**
	Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	*27 066 708*	*24 811 681*
	Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en Unités de Compte	*160 228*	*150 134*
7.14	**Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance**	**27 226 936**	**24 961 815**
	Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire	*252 716*	*254 019*
	Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire	-	-
	Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en Unités de Compte	-	-
	Passifs techniques relatifs à des contrats financiers	**252 716**	**254 019**
	Instruments dérivés séparés sur contrats	-	-
7.15	**Participation aux bénéfices différée passive**	**1 582 757**	**961 686**
	PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS	**29 062 409**	**26 177 520**
	RESSOURCES DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE	**-**	**-**
7.9	**PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES**	**275 709**	**177 547**
	DETTES ENVERS LES PORTEURS DE PARTS D'OPCVM CONSOLIDES	**566 471**	**482 896**
	Dettes d'exploitation représentées par des titres	-	-
	Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	51 142	42 518
7.16	Instruments dérivés passifs	6 635	4 050
	Dettes nées des opérations d'assurance	29 002	82 301
	Dettes nées des opérations de réassurance	102 091	70 991
	Dettes d'impôt exigible	28 408	11 344
	Autres dettes	416 669	307 094
	AUTRES PASSIFS	**633 947**	**518 298**
7.10	**PASSIFS DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ABANDONNEES**	**-**	**-**
	TOTAL DU PASSIF	**36 930 911**	**30 829 422**

2.2. Compte de résultat

(en milliers d'euros) **Notes**		**30 juin 2014**	**30 juin 2013**
	Primes émises	*4 327 187*	*4 218 887*
	Variation des primes non acquises	*-1 459 553*	*-1 425 906*
7.17	**Primes acquises**	**2 867 634**	**2 792 981**
	Produit net bancaire, net du coût du risque	-	-
	Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	26 985	20 634
	Autres produits d'exploitation (nets de charges)	-79 226	-88 287
	Produits des placements	*440 537*	*392 712*
	Charges des placements	*-14 091*	*-18 395*
	Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement	*88 461*	*152 095*
	Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	*31 627*	*23 721*
	Variation des dépréciations sur placements	*1 348*	*-5 811*
	Produits des placements nets de charges	**547 882**	**544 322**
7.18	Charges des prestations des contrats	-2 964 819	-2 863 756
	Produits des cessions en réassurance	*-109 812*	*-99 482*
	Charges des cessions en réassurance	*186 759*	*82 661*
7.19	**Charges ou produits nets des cessions en réassurance**	**76 947**	**-16 821**
	Charges d'exploitation bancaire	-	-
	Charges des autres activités	-20 747	-15 424
	Frais d'acquisition des contrats	-183 521	-184 128
	Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	-	-
	Frais d'administration	-66 511	-65 307
	Autres produits et charges opérationnels courants	-933	-2 920
	RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	**203 691**	**121 294**
	Autres produits et charges opérationnels	-6 089	-5 592
	RESULTAT OPERATIONNEL	**197 602**	**115 702**
	Charge de financement	-19 691	-9 386
	Quote-part dans les résultats des entreprises associées	15 256	8 964
7.20	Impôts sur les résultats	-51 216	-33 186
	Résultat sur abandon d'activité après impôt	-	-
	RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	**141 951**	**82 094**
	Intérêts minoritaires	1 600	2 059
	RESULTAT NET - PART DU GROUPE	**140 351**	**80 035**

2.3. Etat du résultat global

(en milliers d'euros)

	30 juin 2014		
	Part du Groupe	Intérêts Minoritaires	TOTAL
Résultat net	**140 351**	**1 600**	**141 951**
Eléments recyclables en résultat	**182 050**	**-53**	**181 998**
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	836 724	14 291	851 015
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-	-
"Comptabilité reflet" brute d'impôts différés	-565 383	-13 192	-578 575
Impôts différés	-92 684	-378	-93 062
Autres éléments	3 394	-774	2 620
Eléments non recyclables en résultat	**-7 896**	**-13**	**-7 909**
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-12 040	-20	-12 060
Impôts différés	4 144	7	4 151
Autres éléments	-	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**174 155**	**-66**	**174 089**
RESULTAT GLOBAL	**314 506**	**1 534**	**316 039**

	30 juin 2013		
	Part du Groupe	Intérêts Minoritaires	TOTAL
Résultat net	**80 035**	**2 059**	**82 094**
Eléments recyclables en résultat	**-86 409**	**-761**	**-87 171**
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-404 398	-13 726	-418 124
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-	-
"Comptabilité reflet" brute d'impôts différés	303 935	12 565	316 500
Impôts différés	14 053	400	14 453
Autres éléments	-	-	-
Eléments non recyclables en résultat	**-8 121**	**7**	**-8 114**
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-10 617	-14	-10 631
Impôts différés	2 496	21	2 517
Autres éléments	-	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**-94 530**	**-754**	**-95 284**
RESULTAT GLOBAL	**-14 495**	**1 305**	**-13 189**

2.4. Tableau de variation des capitaux propres

2.4.1. AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)		Part du Groupe						Total	Part des minoritaires	Total
Notes		Capital	Primes	Réserve de réévaluation	Autres réserves	Autres Eléments du Résultat Global	Résultat de l'exercice			
	Capitaux propres 31 décembre 2013	**240 257**	**-**	**408 567**	**1 736 927**	**-4 384**	**128 059**	**2 509 426**	**34 896**	**2 544 322**
	Incidence des réévaluations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Actifs disponibles à la vente (AFS)	-	-	836 724	-	-	-	836 724	14 291	851 015
	Gain / (perte) d'évaluation pris en capitaux propres	-	-	*897 725*	-	-	-	*897 725*	*15 373*	*913 098*
	Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées	-	-	*-61 001*	-	-	-	*-61 001*	*-1 082*	*-62 083*
	Dérivés de couverture de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Gain / (perte) pris en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7.15	**Participation différée brute d'impôts différés**	-	-	-565 383	-	-	-	-565 383	-13 192	-578 575
	Incidence des écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Ecart actuariels sur Passifs sociaux	-	-	-	-	-12 040	-	-12 040	-20	-12 060
	Variations de périmètre	-	-	3 394	-	-	-	3 394	-774	2 620
	Impôts exigibles ou différés	-	-	-92 684	-	4 144	-	-88 540	-371	-88 911
	Revenu net reconnu en capitaux propres	**-**	**-**	**182 050**	**-**	**-7 896**	**-**	**174 155**	**-66**	**174 089**
	Résultat net	-	-	-	-	-	140 351	140 351	1 600	141 951
	Total des produits et des pertes reconnus de la période	**-**	**-**	**182 050**	**-**	**-7 896**	**140 351**	**314 506**	**1 534**	**316 040**
7.12	**Droits d'adhésion**	2 256	-	-	-	-	-	2 256	-	2 256
7.12	**Affectation du résultat**	-	-	-	128 059	-	-128 059	-	-	-
7.12	**Variations de périmètre hors revenus nets reconnus en capitaux propres**	1 800	-	-	79 049	-	-	80 849	38 469	119 317
7.12	**Autres variations**	-	-	-	3 406	-	-	3 406	27	3 433
	Capitaux propres 30 juin 2014	**244 313**	**-**	**590 617**	**1 947 442**	**-12 280**	**140 351**	**2 910 443**	**74 926**	**2 985 369**

2.4.2. AU 30 JUIN 2013

(en milliers d'euros)		Part du Groupe						Total	Part des minoritaires	Total
		Capital	Primes	Réserve de réévaluation	Autres réserves	Autres Eléments du Résultat Global	Résultat de l'exercice			
	Capitaux propres 31 décembre 2012	**232 478**	**-**	**453 949**	**1 555 761**	**896**	**124 846**	**2 367 930**	**36 906**	**2 404 836**
	Incidence des réévaluations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Actifs disponibles à la vente (AFS)	-	-	-404 602	-	-	-	-404 602	-13 726	-418 328
	Gain / (perte) d'évaluation pris en capitaux propres	-	-	*-289 957*	-	-	-	*-289 957*	*-10 160*	*-300 117*
	Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées	-	-	*-114 645*	-	-	-	*-114 645*	*-3 566*	*-118 211*
	Dérivés de couverture de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Gain / (perte) pris en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7.15	**Participation différée brute d'impôts différés**	-	-	303 935	-	-	-	303 935	12 565	316 500
	Incidence des écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Ecart actuariels sur Passifs sociaux	-	-	-	-	-10 617	-	-10 617	- 14	-10 631
	Variations de périmètre	-	-	204	-	-	-	204	-	204
	Impôts exigibles ou différés	-	-	14 053	-	2 496	-	16 549	421	16 970
	Revenu net reconnu en capitaux propres	**-**	**-**	**-86 409**	**-**	**-8 121**	**-**	**-94 530**	**-754**	**-95 285**
	Résultat net	-	-	-	-	-	80 035	80 035	2 059	82 094
	Total des produits et des pertes reconnus de la période	**-**	**-**	**-86 409**	**-**	**-8 121**	**80 035**	**-14 495**	**1 305**	**-13 190**
7.12	**Droits d'adhésion**	2 274	-	-	-	-	-	2 274	-	2 274
7.12	**Affectation du résultat**	-	-	-	124 846	-	-124 846	-	-	-
7.12	**Variations de périmètre hors revenus nets reconnus en capitaux propres**	3 049	-	-	38 885	-	-	41 934	8	41 942
7.12	**Autres variations**	-	-	-	14 997	-	-	14 997	-1 443	13 554
	Capitaux propres 30 juin 2013	**237 801**	**-**	**367 540**	**1 734 489**	**-7 225**	**80 035**	**2 412 640**	**36 776**	**2 449 416**

2.5. Tableau des flux de trésorerie (en cours de réalisation)

(en milliers d'euros)

Notes		30 juin 2014	30 juin 2013
	Résultat opérationnel avant impôt	**197 602**	**115 702**
	Plus et moins-values de cession des placements	*-80 548*	*-68 636*
	Dotations nettes aux amortissements	*33 570*	*22 623*
	Variation des frais d'acquisition reportés	*-48 881*	*-56 501*
	Variation des dépréciations	*-32 291*	*-66 710*
	Dotations nettes aux passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance et contrats financiers	*2 116 619*	*2 079 482*
	Dotations nettes aux autres provisions	*16 497*	*-7 488*
	Variation de la juste valeur des placements et autres instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (hors trésorerie et équivalents de trésorerie)	*-28 153*	*-16 314*
	Autres éléments sans décaissement de trésorerie compris dans le résultat opérationnel	*4 385*	*16 713*
	Correction des éléments inclus dans le résultat opérationnel qui ne correspondent pas à des flux monétaires et reclassement des flux de financement et d'investissement	**1 981 198**	**1 903 169**
	Variation des créances et dettes d'exploitation	-1 215 736	-1 357 890
	Variation des valeurs données ou reçues en pension	2 478 134	1 535 092
	Flux de trésorerie provenant des autres actifs et passifs	5 461	43 260
	Impôts nets décaissés	-12 181	-27 705
	Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	**3 434 478**	**2 211 628**
	Acquisitions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie acquise	33 567	2 661
	Cessions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie cédée	-	-
	Prises de participation dans des entreprises associées	-	-
	Cessions de participations dans des entreprises associées	-	-
	Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre	***33 567***	***2 661***
	Cessions de placements financiers (y compris Unités de Compte) et instruments dérivés	1 740 347	2 181 926
	Cessions d'immobilier de placement	28 848	83 074
	Cessions des placements & instruments dérivés des autres activités	-11 475	4 432
	Flux de trésorerie liés aux cessions et remboursements d'actifs financiers	***1 757 720***	***2 269 432***
	Acquisition de placements financiers (y compris Unités de Compte) et instruments dérivés	-2 008 909	-3 551 425
	Acquisition d'immobilier de placement	-24 778	-137 502
	Acquisition et/ou émission de placements et instruments dérivés des autres activités	-17 500	-34 389
	Flux de trésorerie liés aux acquisitions et émissions d'actifs financiers	***-2 051 187***	***-3 723 316***
	Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	15 165	5 936
	Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-38 498	-72 415
	Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immob. corporelles et incoporelles	***-23 333***	***-66 479***
	Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	**-283 233**	**-1 517 702**
7.12	Droits d'adhésion	2 256	2 274
	Emissions d'instruments de capital	-	-
	Remboursements d'instruments de capital	-	-
	Opérations sur actions propres	-	-
	Dividendes payés	-	-3 432
	Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires et sociétaires	***2 256***	***-1 158***
	Trésorerie générée par les émissions de dettes de financement	160	417 596
	Trésorerie affectée aux remboursements de dettes de financement	-6 326	-2 076
	Intérêts payés sur dettes de financement	-19 691	-9 386
	Flux de trésorerie liés au financement du Groupe	***-25 857***	***406 134***
	Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	**-23 601**	**404 976**
	Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	**1 254 538**	**1 962 621**
	Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	3 434 478	2 211 628
	Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-283 233	-1 517 702
	Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-23 601	404 976
	Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-	-
	Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin	**4 382 182**	**3 061 523**

Le tableau ci-dessous rapproche la trésorerie et les équivalents de trésorerie issus du tableau des flux de trésorerie avec la trésorerie et les équivalents de trésorerie issus de l'actif du bilan.

(en milliers d'euros) Notes		30 juin 2014	30 juin 2013
	Tableau des Flux de Trésorerie - Trésorerie et équivalents trésorerie	*4 382 182*	*3 061 523*
	Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	51 142	66 028
7.11	*Actif du bilan - Trésorerie et équivalents trésorerie*	*4 433 324*	*3 127 551*

Précisions concernant les tableaux présentés ci-dessus :

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les fonds en caisse, les dépôts à vue et les placements à court terme. Elle regroupe également les Opcvm de trésorerie qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Pour le groupe Macif, il s'agit des Opcvm dits « réguliers » (les Opcvm dits « dynamiques » étant présentés au bilan dans la rubrique Placements).

Les soldes de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie figurant au bilan ne font l'objet d'aucune restriction quant à la disponibilité de ces montants pour une utilisation par une société du groupe

Flux de trésorerie

Cela correspond aux mouvements d'entrées et sorties de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

Activités opérationnelles

Il s'agit des principales activités génératrices de produits du Groupe et toutes les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement.

Activités d'investissement

Elles concernent les opérations d'acquisition, les sorties d'actifs à long terme et les autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie.

Activités de financement

Il s'agit des activités impactant l'ampleur et la composition des capitaux propres ainsi que les capitaux empruntés par le Groupe. Pour le groupe Macif, il s'agit principalement des augmentations / diminutions de capital, de l'émission / remboursement de dettes de financement et de versement de dividendes envers les sociétés non consolidées du Groupe.

Impôts nets décaissés

Les flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat sont présentés séparément et classés comme flux opérationnels de trésorerie, à moins qu'ils puissent être spécifiquement rattachés aux activités de financement et d'investissement.

Cette ligne correspond au montant de la charge d'impôt de l'exercice majoré de la variation des créances et dettes d'impôt exigible.

2.6. Annexe aux comptes consolidés

1. INFORMATIONS GENERALES 34

1.1. PRESENTATION DU GROUPE MACIF 34

1.2. DECLARATION DE CONFORMITE 34

1.3. PREPARATION DES ETATS FINANCIERS 36

1.4. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS 36

2. FAITS MARQUANTS ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE 37

2.1. FAITS MARQUANTS 37

2.2. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE 38

3. PERIMETRE 39

3.1. DEFINITION DU PERIMETRE 39

3.2. METHODES DE CONSOLIDATION 39

3.3. LISTE DES ENTITES CONSOLIDEES 40

3.4. ÉVOLUTION DU PERIMETRE 42

3.5. EFFETS DES VARIATIONS DE PERIMETRE 43

4. PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION 44

4.1. CONVERSION MONETAIRE 44

4.2. OPERATIONS INTERNES ENTRE SOCIETES CONSOLIDEES 44

4.3. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES 44

4.4. SEGMENTATION SECTORIELLE 46

5. PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION 47

5.1. ACTIFS INCORPORELS 47
5.2. IMMEUBLES DE PLACEMENT ET IMMEUBLES D'EXPLOITATION 48
5.3. PLACEMENTS FINANCIERS 49
5.4. INSTRUMENTS DERIVES 51
5.5. INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES 52
5.6. ACTIFS CORPORELS 52
5.7. FRAIS D'ACQUISITION REPORTES 53
5.8. IMPOTS 53
5.9. CREANCES ET DETTES D'EXPLOITATION, AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS 54
5.10. ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES 54
5.11. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE 54
5.12. CAPITAUX PROPRES 55
5.13. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 56
5.14. PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET CONTRATS FINANCIERS 57
5.15. REASSURANCE : ACCEPTATIONS ET CESSIONS EN REASSURANCE 60
5.16. DETTES DE FINANCEMENT 60
5.17. PRIMES 60
5.18. SINISTRES 60
5.19. FRAIS DE GESTION 61
5.20. RESULTAT OPERATIONNEL COURANT 61
5.21. CHARGE DE FINANCEMENT 61
5.22. ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE 61

6. COMPARABILITE DES COMPTES 62

6.1. CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES ET DE MODALITES D'ESTIMATION 62
6.2. CHANGEMENTS DE PRESENTATION COMPTABLE 62
6.3. CHANGEMENTS LIES AUX EFFETS DE VARIATIONS DE PERIMETRE 63

7. NOTES COMPLEMENTAIRES SUR LES COMPTES 64

7.1. ACTIFS INCORPORELS 64
7.2. PLACEMENTS FINANCIERS HORS UC 66
7.3. PLACEMENTS FINANCIERS EN UC 72
7.4. EMPLOIS DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES 72
7.5. INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES 76
7.6. PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS 77
7.7. IMMEUBLES D'EXPLOITATION ET AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES 78
7.8. FRAIS D'ACQUISITION REPORTES 79
7.9. IMPOTS DIFFERES (ACTIF ET PASSIF) 80
7.10. ACTIFS ET PASSIFS DESTINES A LA VENTE 80
7.11. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE 81
7.12. CAPITAUX PROPRES 82
7.13. DETTES DE FINANCEMENT 85
7.14. PASSIFS TECHNIQUES RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE 90
7.15. PARTICIPATION AUX BENEFICES DIFFEREE 91
7.16. INSTRUMENTS DERIVES 93
7.17. PRIMES ACQUISES 95
7.18. CHARGES DES PRESTATIONS DES CONTRATS 95
7.19. CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN REASSURANCE 96
7.20. IMPOTS SUR LES RESULTATS 96

8. COMPTES SECTORIELS 97

8.1. AU 30 JUIN 2014 98
8.2. AU 31 DECEMBRE 2013 102
8.3. AU 30 JUIN 2013 - PUBLIE 104
8.3. AU 30 JUIN 2013 - RETRAITE 106

9. AUTRES INFORMATIONS 108

9.1. ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS 108
9.2. INSTRUMENTS FINANCIERS INSCRITS AU BILAN PAR METHODE DE GESTION 109

1. Informations générales

1.1. PRESENTATION DU GROUPE MACIF

Macif, société d'assurance mutuelle à cotisations variables, est la structure de tête d'un groupe exerçant principalement des activités d'assurance. Régie par le Code des assurances, son siège social est situé 2 et 4 rue de Pied de Fond – 79000 NIORT. Macif est inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de NIORT sous le numéro 781 452 511. Pour répondre aux besoins des sociétaires, le groupe Macif est présent dans les domaines de l'assurance dommages, de l'assurance santé, de la prévoyance, de l'assurance vie, de l'épargne, du crédit et de la banque. Il exerce également des activités dans le secteur de la gestion d'actifs.

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Macif et ceux des entités faisant partie du périmètre de consolidation (Cf. note 3.3). Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration du 29 août 2014.

1.2. DECLARATION DE CONFORMITE

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Macif sont établis en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire.

NOUVELLES NORMES APPLICABLES AU 1ER JANVIER 2014

Normes		Date d'application obligatoire
IFRS 10	Etats financiers consolidés	1er janvier 2014
IFRS 11	Partenariats	1er janvier 2014
IFRS 12	Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	1er janvier 2014
Amendements IFRS 10 -11- 12	Etats financiers consolidés, Partenariats, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités – Dispositions transitoires	1er janvier 2014
Amendements IFRS 10 -12- IAS 27	Entités d'investissement	1er janvier 2014
Amendement IAS 28	Participations dans des entreprises associées ou coentreprises	1er janvier 2014
Amendement IAS 32	Instruments financiers : Présentation – Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers	1er janvier 2014
Amendement IAS 36	Dépréciations des actifs – Informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers	1er janvier 2014
Amendement IAS 39	Novation des dérivés et maintien de la comptabilité de couverture	1er janvier 2014

Plusieurs nouveaux textes ont été mis en œuvre :

- La norme IFRS 10, Etats financiers consolidés. Cette norme présente un modèle unique de consolidation fondé sur la notion de contrôle et applicable à toutes les entités. Elle fournit une définition du contrôle qui comprend les trois éléments suivants : le pouvoir sur l'autre entité, l'exposition (ou droits) à des rendements variables de cette autre entité et la capacité d'utiliser son pouvoir afin d'impacter les rendements. Cette norme remplace pour partie IAS 27 « États financiers consolidés et individuels », et SIC 12 « Consolidation - Entités ad hoc ».
- La norme IFRS 11, Accords conjoints. Cette norme privilégie l'analyse des droits et obligations des accords, plutôt que leur forme légale. Elle renvoie à une seule méthode de comptabilisation pour les participations dans les entités sous contrôle commun : la mise en équivalence. La méthode de l'intégration proportionnelle est supprimée. D'autre part, IFRS 11 élimine les actifs sous contrôle commun et fait dorénavant la seule distinction entre les activités communes et les coentreprises. La norme IFRS 11 annule et remplace IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et SIC - 13 « Entités

contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs »,

- La norme IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans les autres entités. Cette norme rassemble les informations à fournir relatives aux participations dans des filiales, dans des accords conjoints, dans des entreprises associées et dans des entités structurées. L'objectif d'IFRS 12 est d'exiger une information qui puisse permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la base du contrôle, toute restriction sur les actifs consolidés et les passifs, les expositions aux risques résultant des participations dans des entités structurées non consolidées et la participation des intérêts minoritaires dans les activités des entités consolidées,
- Les amendements à IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12 – Dispositions transitoires. Ces amendements précisent les modalités d'applications des nouvelles normes et limitent les informations à fournir pour les entités structurées non consolidées,
- Les amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 – Entités d'investissements. Ces amendements exemptent les entités d'investissements de l'obligation de consolider leurs filiales, sous réserve d'une comptabilisation de ces dernières à la juste valeur par résultat.
- Les amendements à IAS 32, Instruments financiers - Présentation. Ces amendements précisent les conditions et modalités de compensation des actifs et passifs financiers.

L'entrée en vigueur de ces nouveaux textes n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes semestriels au 30 juin 2014.

NORMES ET INTERPRETATIONS PUBLIEES MAIS NON ENCORE MISES EN OEUVRE

Normes		Date d'application obligatoire
IFRS 9	Etats financiers consolidés – Instruments financiers	1er janvier 2015 (*)
IFRS 14	Comptes de report réglementaires	1er janvier 2016 (*)
IFRS 15	Produits provenant de contrats avec les clients	1er janvier 2017 (*)
Amendement IAS 19	Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel	1er janvier 2015 (*)
Amendement IAS 16 et 38	Clarification sur les modes d'amortissement acceptables	1er janvier 2016 (*)
Amendements IFRS 11	Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune	1er janvier 2016 (*)
Interprétation IFRIC 21	Taxes prélevées par une autorité publique	1er janvier 2015
Améliorations annuelles des normes IFRS - Cycle 2010-2012		1er janvier 2015 (*)
Améliorations annuelles des normes IFRS - Cycle 2011-2013		1er janvier 2015 (*)

** Sous réserve d'adoption par l'Union Européenne*

Le groupe Macif n'a appliqué par anticipation aucune norme, amendement ou interprétation lorsque l'application n'est qu'optionnelle ou lorsque le texte concerné n'a pas été adopté par l'Union Européenne.

Au 30 juin 2014, cela concerne principalement :

- Interprétation IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique. Cette interprétation de la norme IAS 37 précise les modalités de comptabilisation des taxes qui ne correspondent pas à un impôt sur le résultat, et en particulier le fait générateur et la date de comptabilisation.
- La norme IFRS 9, Instruments financiers. Cette norme, republiée le 28 octobre 2010, est d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2015, une anticipation étant possible à compter du 1er janvier 2009. Elle prévoit une classification des actifs financiers en fonction des modalités de gestion et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie. En fonction de leur classification, les instruments financiers sont évalués soit à la juste valeur, soit au coût amorti. Cette norme n'est pas encore adoptée par la Commission Européenne,

Les modalités d'application et les impacts de ces nouveaux textes sont en cours d'étude au sein du Groupe.

1.3. PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

Le groupe Macif présente ses états financiers conformément à IAS 34 en utilisant les principes apportés par la recommandation du CNC 2009-R-05. Les états financiers sont exprimés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche.

LE BILAN

Le bilan est présenté sur la base d'un ordre croissant de liquidité, cette présentation étant généralement plus pertinente pour les entreprises d'assurance que la classification entre éléments courants et éléments non courants. Les actifs et passifs non courants et ceux destinés à être cédés sont présentés dans des rubriques spécifiques du bilan conformément à IFRS 5.

LE COMPTE DE RESULTAT

L'analyse des charges est présentée par fonction. Les produits financiers nets regroupent les produits de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, les autres charges et produits financiers.

Le résultat opérationnel se décompose entre résultat opérationnel courant et résultat opérationnel non courant. Le coût de l'endettement brut est présenté sur une ligne distincte appelée « charge de financement ». Le résultat net d'impôt des activités cédées inclut le résultat de ces activités jusqu'à la date de cession, et le résultat net de la cession elle-même.

L'ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Le groupe Macif a opté pour une présentation détaillée des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres Groupe. La part revenant aux minoritaires est présentée séparément, avec le même niveau de détail.

LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le groupe Macif a adopté la méthode indirecte en partant du résultat opérationnel.

1.4. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

Pour établir ses comptes consolidés, le groupe Macif doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges ainsi que des informations données dans certaines notes de l'annexe.

Le groupe Macif revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des nouvelles conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, ou de conditions économiques différentes, les montants figurant dans les états financiers futurs pourraient différer des estimations actuelles.

Au 30 juin 2014, les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugements sont les suivants :

- les passifs relatifs aux contrats d'assurance, avec les projections de sinistralité, de marges futures, les tables de mortalité et les taux d'actualisation,
- une part des actifs en juste valeur, dont la valorisation, à défaut de cours de bourse ou de transactions récentes, repose sur l'analyse des flux de trésorerie,
- les dépréciations durables au travers des seuils de déclenchement et des montants de dépréciations constitués,
- les écarts d'acquisition au travers des flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation et de croissance utilisés pour réaliser les tests de dépréciation,
- les passifs sociaux, dont l'évaluation s'appuie sur des hypothèses de taux d'actualisation, tables de mortalité, rotation des effectifs,
- la part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers, avec l'appréciation en cours d'exercice des contrats de réassurance annuels.
- Ces estimations et jugements sont détaillés dans les notes des postes d'actifs et de passifs concernés.

2. Faits marquants et événements postérieurs à la clôture

2.1. FAITS MARQUANTS

ENTREE DE LA MUTUELLE NATIONALE DES PERSONNELS AIR FRANCE DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION

La Mutuelle Nationale des Personnels Air France (MNPAF) entre dans le périmètre de consolidation du groupe Macif à compter du 1er janvier 2014. Cette entrée fait suite à l'approbation par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution de l'affiliation de la MNPAF à Macif Sgam le 23 janvier 2014.

OFFRE IARD POUR LES PROFESSIONNELS AVEC MATMUT - IME

Macif et Matmut ont confirmé leur alliance en assurance responsabilité civile et dommages aux biens sur le marché des professionnels par l'entrée de la Macif, à hauteur de 40%, dans le capital de Matmut Entreprises, devenue Inter Mutuelles Entreprises (IME), le 6 mai 2014. Cette entité entre dans le périmètre de consolidation du groupe Macif . Elle est consolidée par mise en équivalence.

EVOLUTION DU GROUPE OFI

L'assemblée générale d'OFI Holding du 26 juin a approuvé l'apport par la Macif des titres détenus dans Macif Gestion ainsi que l'apport par Ofivalmo Partenaires des titres détenus dans OFI Mandats, au profit d'OFI Holding.
Par ailleurs, les assemblées générales de Macif Gestion, OFI Mandats et OFI Asset Management du 27 juin ont approuvé les opérations de fusion absorption respectivement de Macif Gestion et OFI Mandats par OFI Asset Management.
A l'issue de ces opérations, le groupe Macif a le contrôle exclusif du groupe OFI qui devient consolidé par intégration globale à compter du 30 juin 2014.

EVOLUTION DE LA SGAM SFEREN

En juin 2014, les deux groupes Macif et Matmut membres de Sferen, ont signé une lettre d'intention qui confirme leur volonté commune de réunir leurs forces pour constituer un pôle mutualiste référent sur le marché de l'assurance et des services financiers.
Les deux Groupes sont dans une phase de travail préparatoire qui précisera, sous l'égide de leurs conseils d'administration, la gouvernance, les structures et les projets stratégiques qui constitueront cette nouvelle étape de Sferen.
Par ailleurs, Jean-Marc RABY (Directeur général de la Macif), devient le Directeur général de Sferen depuis le 30 juin 2014, Daniel HAVIS (Président Directeur général de la Matmut) demeurant le Président de la Sgam.

EVENEMENTS CLIMATIQUES

Le premier semestre 2014 est caractérisé par des évènements climatiques très importants (tempête Petra, inondations en Bretagne, épisodes de grêle de début juin…). Le coût global de ces événements est évalué pour le groupe Macif à près de 176 millions d'euros avant réassurance, et 27 millions d'euros après réassurance. Après impôt, l'impact sur le Résultat net – Part du Groupe s'élève à -18 millions d'euros.

RENFORCEMENT DES PROVISIONS MATHEMATIQUES DE RENTES

Suite à la baisse du taux moyen des emprunts d'Etat (TME), le taux de référence servant à la détermination du taux d'actualisation des provisions mathématiques de rentes a été ramené de 2,42 % fin 2013 à 2,10 % fin juin 2014. La baisse des taux d'actualisation a conduit à un rechargement des provisions mathématiques de rentes pour un montant de 39 millions d'euros. Après impôt, cette charge impacte le Résultat net - Part du Groupe à hauteur de 24 millions d'euros.

MISE EN JUSTE VALEUR

Au 30 juin 2014, le portefeuille de placements financiers des entreprises d'assurance s'élève à 27 344 millions d'euros en valeur au bilan. Cette valorisation inclut l'impact de la mise en juste valeur pour un montant de 3 207 millions d'euros contre 2 235 millions d'euros au 31 décembre 2013. Après impôts, les variations de juste valeur des actifs financiers impactent le Résultat net- Part du Groupe à hauteur de +7 millions d'euros.

2.2. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

CESSION DE MACIF PORTUGAL

Le 17 juillet 2014, Macif a signé avec une société de droit portugais active dans le secteur de l'assurance un protocole de cession sous conditions suspensives portant sur la totalité des actions que la Macif détient au sein de sa filiale d'assurance non vie implantée au Portugal : Macif Portugal. Cette cession reste notamment soumise à l'autorisation des autorités de contrôle portugaises.

EVENEMENTS CLIMATIQUES

Quelques intempéries sont survenues au cours des mois de juillet et août 2014 pour un coût net estimé à environ 15 millions d'euros. La Macif est protégée par un traité en excédent de pertes annuelles couvrant les garanties climatiques et catastrophes naturelles (hors sécheresse), ce qui lui permet de plafonner à 85 M€ la rétention annuelle sur ces garanties.

3. Périmètre

3.1. DEFINITION DU PERIMETRE

Les comptes consolidés regroupent les états financiers de Macif et des entités dont elle a le contrôle, ou dans lesquelles elle exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière.

Certaines entreprises, dont la contribution est non significative, sont exclues du périmètre de consolidation même si le groupe Macif dispose d'un contrôle exclusif, conjoint ou d'une influence notable sur ces structures. Ces exclusions sont sans impact sur les comptes consolidés, la contribution des participations concernées restant inférieure à 1% des capitaux propres consolidés du groupe Macif.

3.2. METHODES DE CONSOLIDATION

INTEGRATION GLOBALE

Les entreprises contrôlées de façon exclusive sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif est présumé lorsque le groupe :

- dispose de droits substantifs pour diriger les activités clés,
- dispose de droits (ou est exposé) à des rendements variables,
- a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir dont il dispose,

Cette méthode de consolidation est retenue quelle que soit la forme juridique de la filiale. Elle concerne notamment les mutuelles d'assurance, les OPCVM et les SCI contrôlés de manière exclusive. Pour les OPCVM, la part non détenue par le Groupe est enregistrée en « Dettes envers les porteurs OPCVM consolidés ».

MISE EN EQUIVALENCE

Cette méthode de consolidation est retenue pour les entités dans lesquelles le groupe Macif exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, sans pour autant en avoir le contrôle.

L'influence notable est présumée dès lors que le Groupe possède une fraction au moins égale à 20% des droits de vote.

La quote-part de résultat postérieure à l'acquisition est comptabilisée en résultat, tandis que la quote-part dans les variations de réserves postérieure à l'acquisition est comptabilisée en « Autres réserves ».

3.3. LISTE DES ENTITES CONSOLIDEES

Dénomination sociale	Siège social	Pays	Méthode	30 juin 14		31 déc 13	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
Dommages							
Macif	2 et 4 rue Pied de fond - Niort	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Idmacif	2 et 4 rue Pied de fond - Niort	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Macifilia	2 et 4 rue Pied de fond - Niort	France	IG	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
Macif Portugal	22 praça de Alegria - 1250-004 - Lisbonne	Portuga	IG	99,93%	99,93%	99,93%	99,93%
Thémis	2 et 4 rue Pied de fond - Niort	France	IG	99,95%	99,95%	99,95%	99,95%
Compagnie Foncière Macif	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Foncière de Lutèce	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	97,11%	97,11%	97,11%	97,11%
Lesseps Promotion	16 rue Saint Paul - Neuilly	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
M. A&S	2 et 4 rue Pied de fond - Niort	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Marseille Grand Littoral	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Siem	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SNC Paranjou	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	99,98%	97,09%	99,98%	97,09%
Altima	rue Euclide - Niort	France	MEE	33,20%	33,20%	33,20%	33,20%
BPCE Assurances	50 avenue Pierre Mendès - Paris	France	MEE	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%
Groupe IMA	118 avenue de Paris - Niort	France	MEE	28,27%	28,27%	28,27%	28,27%
SCI Galvani	49 bis rue Pierre Renaudel - Rouen	France	MEE	50,00%	48,55%	50,00%	48,55%
Inter Mutuelles Entreprises (IME)	66 rue de Sotteville - Rouen	France	MEE	40,00%	40,00%	-	-
Finance/Épargne							
Mutavie	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	97,72%	97,72%	96,53%	96,53%
Socram Banque	2 rue du 24 février - Niort	France	MEE	33,60%	33,60%	33,60%	33,60%
Macifin'	2 et 4 rue Pied de fond - Niort	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
AXE France	8 rue de l'Hôtel de Ville - Neuilly sur Seine	France	MEE	50,00%	48,86%	50,00%	48,27%
SCI Aix Robole	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Aix Tech'indus	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Amiens Gare	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Angers Gresille	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Dion Bouton 2010	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,00%	96,65%	99,00%	95,47%
SCI Bordeaux Lac	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Bordeaux Pessac 93	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Bordolill	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	100,00%	97,72%	100,00%	96,53%
SCI Bron 35eme RA	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Bron Chene	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Bron Edison	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Bruges Fieuzal	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Cergy Mercury	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Chilly 89	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,00%	96,65%	99,00%	95,47%
SCI Dijon 95	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Du Pont Achard	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Vivienne 2013	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Toulouse 2012	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Grenoble Eurennepolis	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Grenoble Gieres	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Grenoble 2008	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,00%	96,65%	99,00%	95,47%
SCI Herblay Gros Murger	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Ivry 90	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,00%	96,65%	99,00%	95,47%
SCI Joubert Hausmann	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Limoges Ester	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Marseille les Docks	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Maubourg 2005	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Montpellier Centuries	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Montpellier Nogueres	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Axeo 2010	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,00%	96,65%	99,00%	95,47%
SCI Nantes La Pérouse	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Nantes Moulin Neuf	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Neyron Village	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Nice Le Louvre	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Niort Tardy	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Paris Joubert	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Pessac 89	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,00%	96,65%	99,00%	95,47%
SCI Pissaloup 89	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,00%	96,65%	99,00%	95,47%
SCI Pointe d'Abeau	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Poitiers Carnot	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Poitiers Chasseneuil	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Poitiers Gare	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Poitiers République	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Portes de Bordeaux	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Rieul Monier 2012	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Roubaix Gambetta	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%

Dénomination sociale	Siège social	Pays	Méthode	30 juin 14		31 déc 13	
				% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
Finance/Épargne							
SCI Rouen Rouvray	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Saint Germain 89	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,00%	96,65%	99,00%	95,47%
SCI Senart Combs	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Strasbourg Illkirch	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Désir Saint Martin 2010 (ex Toulon Six Fours)	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Toulouse 90	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,00%	96,65%	99,00%	95,47%
SCI Toulouse Bruguières	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Toulouse Ramonville	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI C2 Bernard 2010	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Tremblay Axe 104	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Tremblay Farman	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Villeneuve d'Ascq Citypar	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Wasquehal les 3 Chenes	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCI Wissous Arago 95	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,33%	99,80%	96,14%
SCS M1	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,90%	97,62%	99,90%	96,43%
SCS M2	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	99,80%	97,53%	99,80%	96,34%
Santé/Prévoyance							
Macif Mutualité	22 - 28 rue Joubert - Paris	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
AG2R Macif Prévoyance (AMP)	84 rue Charles Michels - St Denis	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
MNFCT	22 rue des Vignerons - Vincennes	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Mutuelle du Personnel IBM (MPIBM)	110 Bd de la Salle - Checy	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Smip	20 rue de la Broche - Niort	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI du Cavalier Bellifontain	22 rue des Vignerons - Vincennes	France	IG	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%
SCI Sismip	20 rue Thiers - Niort	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI Le Logis des Francs	20 rue Thiers - Niort	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Securimut	40B rue de la Vilette - Lyon	France	IG	54,00%	53,44%	54,00%	53,15%
MNPAF	3 Place de Londres - Roissy Charles de Gaulles	France	IG	100,00%	100,00%	-	-
Gestion d'actifs							
Macif Gestion	22 rue Vernier - Paris	France	IG	-	-	99,98%	76,79%
Macif Participations	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Groupe OFI Holding	1 rue Vernier - Paris	France	MEE	-	-	66,01%	65,12%
OFI Holding	1 rue Vernier - Paris	France	IG	60,93%	60,93%	-	-
OFI Asset Management (OFI AM)	1 rue Vernier - Paris	France	IG	100,00%	60,93%	-	-
OPCVM							
Actimacif 1	1 rue Vernier - Paris	France	IG	99,46%	97,91%	100,00%	97,65%
Actimacif 5	1 rue Vernier - Paris	France	IG	100,00%	98,33%	100,00%	97,44%
Actimacif 6	1 rue Vernier - Paris	France	IG	100,00%	98,67%	100,00%	97,91%
EAC Ecofimonde FCP	1 rue Vernier - Paris	France	IG	100,00%	97,72%	100,00%	96,53%
Ecofi Zone Euro	1 rue Vernier - Paris	France	IG	100,00%	97,72%	100,00%	96,53%
EDRIM Macif Signatures	22 rue Vernier - Paris	France	IG	100,00%	98,27%	100,00%	97,36%
Equi-Convictions	5 rue Royale - Paris	France	IG	54,67%	53,84%	55,65%	54,32%
Macif Croissance durable et solidaire	1 rue Vernier - Paris	France	IG	79,21%	78,35%	76,04%	74,80%
Macif Global Convertibles (I)	11 bis rue Scribe - Paris	France	IG	100,00%	97,91%	100,00%	96,91%
MACIF HIGH YIELD 2018	1 rue Vernier - Paris	France	IG	99,99%	97,90%	99,99%	96,80%
Macif Investment Grade Emerging bond	22 rue Vernier - Paris	France	IG	100,00%	97,92%	100,00%	96,83%
MCDS MG responsable et solidaire	1 rue Vernier - Paris	France	IG	100,00%	97,72%	100,00%	96,53%
MF SANTE SPPICAV	167, quai de la Bataille de Stalingrad - Issy les Moulineaux	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
MG Croissance Durable Europe	1 rue Vernier - Paris	France	IG	99,89%	97,61%	99,89%	96,42%
MG Croissance Durable France	1 rue Vernier - Paris	France	IG	99,99%	97,71%	99,99%	96,52%
MG Expansion France	1 rue Vernier - Paris	France	IG	90,02%	87,97%	99,88%	96,41%
MMF Action 1	1 rue Vernier - Paris	France	IG	99,99%	97,72%	99,99%	96,52%
MMF Taux 1	1 rue Vernier - Paris	France		-	-	100,00%	97,63%
MSDR MG Environnement Monde	1 rue Vernier - Paris	France	IG	88,97%	86,95%	99,79%	96,34%
OFI Court terme ISR	1 rue Vernier - Paris	France	IG	84,41%	83,00%	79,90%	77,53%
OFI EURO ACTIONS ISR	1 rue Vernier - Paris	France	IG	47,26%	46,62%	71,47%	69,99%
OFI Europa II	1 rue Vernier - Paris	France	IG	99,90%	98,35%	99,90%	97,54%
OFI Europa III	1 rue Vernier - Paris	France	IG	78,42%	76,63%	78,42%	75,69%
OFI Europa IV	1 rue Vernier - Paris	France	IG	100,00%	98,38%	-	-
OFI Infra Multi Select FCPR	1 rue Vernier - Paris	France	IG	100,00%	97,97%	100,00%	96,91%
OFI Macif Global Convertibles	22 rue Vernier - Paris	France	IG	99,99%	97,86%	100,00%	96,96%
OFI Obligations ISR	1 rue Vernier - Paris	France	IG	75,10%	73,78%	80,46%	78,47%
Ofiseed	1 rue Vernier - Paris	France	IG	61,06%	61,06%	61,06%	61,06%
Preim defence Sppicav	15/19 avenue de Suffren - Paris	France	IG	55,38%	54,12%	55,38%	53,46%
Trésorerie Performance ISR	1 rue Vernier - Paris	France	IG	52,82%	51,02%	57,63%	55,88%
UBI MACIF EM IG CORP. BONDS	7 place Vendôme - Paris	France	IG	100,00%	97,72%	99,99%	96,52%
OMP1	22 rue Vernier - Paris	France	IG	59,88%	59,88%	-	-

La répartition sectorielle des OPCVM est effectuée sur la base des activités des entités actionnaires.

3.4. ÉVOLUTION DU PERIMETRE

Au 30 juin 2014, le groupe Macif rassemble 127 structures réparties sur 4 secteurs d'activité : Dommages, Finance/Épargne, Santé/Prévoyance, Gestion d'actifs.

	30 juin 2014	31 déc. 2013
Structures contrôlées	120	117
Structures sous influence notable	7	7
TOTAL	**127**	**124**

ACQUISITIONS ET ENTREES DANS LE PERIMETRE

Au cours du 1er semestre 2014, quatre entités sont entrées dans le périmètre de consolidation :

- Mutuelle Nationale des Personnels Air France : La Mutuelle Nationale des Personnels Air France (MNPAF) est une mutuelle professionnelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la Mutualité. Elle intervient dans le domaine de la couverture Santé/Prévoyance avec des contrats collectifs auprès des entreprises adhérentes et des contrats individuels pour les adhérents volontaires. Elle rassemble plus de 166 000 membres bénéficiaires au total. Elle entre dans le périmètre de consolidation à compter du 1er janvier 2014. Au sein des comptes sectoriels, elle est présentée dans le secteur « Santé/Prévoyance »,
- Inter Mutuelles Entreprises : La société Inter Mutuelles Entreprises (IME) est une structure commune avec Matmut destinée à apporter une offre complète en responsabilité civile et dommages aux biens sur le marché des professionnels et des entreprises. Cette société entre dans le périmètre de consolidation et est consolidée par mise en équivalence à compter du 6 mai 2014. Elle est présentée dans le secteur « Dommages ». L'entrée dans le périmètre de consolidation a généré un écart d'acquisition de 27 millions d'euros,
- OMP1 : Ce fonds de fonds alternatifs multi-stratégie est investi exclusivement en Organismes de Placement Collectif (OPC) et fonds d'investissements de la gamme de comptes gérés de la plateforme Man Group. Il est rattaché au secteur « Dommages »,
- OFI EUROPA IV : Ce fonds a pour objet la constitution puis la gestion d'un portefeuille de titres financiers émis principalement par des fonds de capital investissement, eux mêmes investis dans des entreprises non cotées. Il est rattaché au secteur « Finance/Épargne ».

CESSIONS ET SORTIES DE PERIMETRE

L'OPCVM MMF Taux 1 sort du périmètre de consolidation au cours du 1er semestre 2014, suite à la cession des titres concernés.

AUTRES MOUVEMENTS

Au cours du mois de juin 2014, le groupe Macif a pris le contrôle du Groupe OFI, auparavant consolidé par mise en équivalence. Cette prise de contrôle résulte d'une succession d'opérations juridiques (évolution de la gouvernance, apport des titres Macif Gestion, fusion des sociétés de gestion Macif Gestion / OFI Mandats / OFI Asset Management). La prise de contrôle, comptabilisée conformément à IFRS 3 révisée, a généré un écart d'acquisition de 96 millions d'euros. Les entités OFI Holding et OFI Asset Management sont consolidées par intégration globale à compter du 30 juin 2014. Le résultat du 1er semestre a fait l'objet d'un retraitement pour distinguer :

- Le résultat semestriel lié à l'exploitation courante, présenté sur la ligne « Quote-part de résultat dans les entreprises associées »
- Le résultat de restructuration, présenté en résultat financier.

Les entités OFI Holding et OFI Asset management sont rattachées au secteur « Gestion d'actifs ».

3.5. EFFETS DES VARIATIONS DE PERIMETRE

(en milliers d'euros)	Cotisations acquises brutes	Résultat opérationnel courant	Résultat net Groupe	Réserves Groupe	Capitaux propres Groupe
MNPAF	54 467	2 522	2 100	71 627	73 727
IME	-	-	1 624	-	1 624
OFI AM	-	43 003	43 003	-17 890	25 113
OFI Holding	-	-14 640	-14 640	28 243	13 603
Autres	-	-	-	2 262	2 262
TOTAL	**54 467**	**30 885**	**32 087**	**84 242**	**116 329**

4. Principes et méthodes de consolidation

4.1. CONVERSION MONETAIRE

CONVERSION DES COMPTES

La devise d'établissement des comptes consolidés du groupe Macif est l'euro. Les montants présentés dans les états financiers sont arrondis au millier d'euros le plus proche. Les états financiers consolidés n'intègrent pas d'états financiers d'entités dont la devise fonctionnelle (c'est-à-dire la devise du système économique dans lequel l'entité se situe) est différente de la devise de présentation du Groupe.

TRANSACTIONS EN MONNAIES ETRANGERES

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en utilisant les taux de change en vigueur à la date de la transaction. À chaque clôture, les éléments en devises inscrits au bilan sont convertis en utilisant les procédures suivantes :

- les éléments monétaires (notamment les placements obligataires, les dettes et créances, les provisions techniques d'assurance) sont convertis au cours de clôture; les gains et pertes en résultant sont comptabilisés en résultat de l'exercice,
- les éléments non monétaires évalués selon la méthode du coût amorti (notamment les placements immobiliers, les actifs corporels et incorporels) sont convertis au cours de change à la date de la transaction ; les écarts de change sont comptabilisés directement dans les capitaux propres lorsque les gains ou pertes liés aux sous-jacents sont comptabilisés directement dans les capitaux propres,
- les éléments non monétaires évalués à la juste valeur (notamment les placements en actions) sont convertis au cours de change à la date d'évaluation de la juste valeur. Les écarts de change sont comptabilisés directement dans le résultat lorsque les gains ou pertes liés aux sous-jacents sont comptabilisés dans le résultat.

4.2. OPERATIONS INTERNES ENTRE SOCIETES CONSOLIDEES

Toutes les transactions sont éliminées, y compris les actifs et passifs réciproques significatifs et les résultats internes au Groupe. Les plus-values résultant de cessions intragroupe sont éliminées à hauteur de la quote-part du Groupe dans l'entreprise considérée. Par exception, les moins-values sont maintenues en totalité si elles répondent aux critères de dépréciation durable.

4.3. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les opérations de regroupements postérieures au 1er janvier 2006 (date de première adoption des normes IFRS par le groupe Macif) sont comptabilisées selon la méthode du coût d'acquisition, conformément aux dispositions de la norme IFRS3.

Depuis le 1er janvier 2010, ces opérations sont comptabilisées conformément à la norme IFRS 3 révisée. Les modifications apportées par la norme sont d'application prospective, et donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1er janvier 2010.

EVALUATION DES ACTIFS, PASSIFS ET PASSIFS EVENTUELS DES SOCIETES ACQUISES

Les actifs, passifs et les passifs éventuels des sociétés acquises qui répondent à la définition d'actifs et passifs identifiables sont comptabilisés en juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception :

- des passifs d'assurance qui, conformément à IFRS 4, sont maintenus à leur valeur comptable antérieure à la date d'acquisition si cette valeur comptable est conforme aux principes comptables du groupe Macif,

- des secteurs d'activité et des actifs non courants de l'entité acquise destinés à être cédés suivant la définition de IFRS 5, qui sont valorisés au plus faible de la juste valeur nette des coûts de sortie ou de la valeur comptable des actifs concernés.

La date d'acquisition à partir de laquelle Macif consolide les comptes de l'entreprise acquise correspond à la date de prise de contrôle effective. Pour chaque regroupement, le groupe Macif a la possibilité d'opter pour une évaluation des intérêts minoritaires soit à la juste valeur (méthode du goodwill complet), soit en fonction de leur pourcentage d'intérêt dans l'actif net identifiable (méthode du goodwill partiel).

Les opérations d'acquisition ou de cession d'intérêts minoritaires qui n'ont pas d'incidence sur le contrôle exercé sur la filiale sont comptabilisées comme une transaction entre actionnaires. Elles sont comptabilisées directement dans les capitaux propres, sans incidence sur le résultat ou les écarts d'acquisition antérieurement constatés. Dans le cadre d'une prise de contrôle effectuée par étapes, les intérêts minoritaires antérieurement détenus par le Groupe sont réévalués à la juste valeur. L'ajustement correspondant est comptabilisé en résultat, avec, le cas échéant, une modification de l'écart d'acquisition se rapportant aux acquisitions antérieures.

Les coûts de restructuration de l'entreprise acquise sont inclus dans les passifs acquis s'ils répondent, à la date d'acquisition, aux critères constitutifs de provisions fixés par la norme IAS 37. Les coûts de transactions directement attribuables à l'acquisition sont enregistrés au compte de résultat.

ECART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition représente la différence entre le prix de revient de l'activité ou des titres de la société acquise et la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels correspondant à la date d'acquisition.

Il est constaté en résultat de l'année de l'acquisition s'il est négatif, ou à l'actif du bilan s'il est positif :

- dans la rubrique « écarts d'acquisition » pour les acquisitions d'entités consolidées par intégration globale,
- dans la rubrique « investissements dans les entreprises associées » pour les entités consolidées par mise en équivalence.

L'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise peut être ajustée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition. Au-delà de ce délai, le montant de l'écart d'acquisition ne peut être modifié que dans des cas très spécifiques : ajustement de prix, corrections d'erreurs, ou reconnaissance ultérieure d'un impôt différé qui ne répondait pas aux critères d'activation à la date du regroupement.

L'écart d'acquisition est alloué aux segments opérationnels auxquels sont affectés le portefeuille ou l'entité nouvellement acquise.

TEST DE DEPRECIATION

Les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'amortissements récurrents, mais des pertes de valeur peuvent être constatées, si cela s'avère nécessaire, sur la base des résultats des tests de dépréciation.

Pour la réalisation des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont affectés en fonction de l'organisation mise en place par le Groupe. Les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) correspondent à un groupe identifiable d'actifs de l'entité acquise, c'est-à-dire produisant des flux de trésorerie indépendamment des autres groupes d'actifs.

Les UGT auxquelles un écart d'acquisition est affecté font l'objet de tests de dépréciation de valeur au moins une fois par an, ou plus fréquemment s'il existe un indice de perte de valeur.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable. La valeur recouvrable correspond à la plus élevée des valeurs entre la juste valeur diminuée du coût de la vente et la valeur d'utilité. La méthode employée est la valeur actualisée des flux de trésorerie de l'actif ou de l'UGT concernée. Lorsque l'actif ou l'UGT d'origine ne peut plus être isolé, le test de dépréciation est mené sur la base de l'UGT ayant repris l'actif ou l'UGT d'origine.

La perte de valeur est affectée en priorité à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs non courants de l'UGT (immobilisations corporelles et incorporelles) au prorata de leur valeur comptable.

La charge de dépréciation éventuelle est comprise dans les « Autres produits et charges opérationnels ». La perte de valeur comptabilisée sur un écart d'acquisition a un caractère irréversible. Elle ne peut être reprise que lors de la cession de l'entité concernée.

DECOMPTABILISATION

Les écarts d'acquisition sont décomptabilisés lors de la cession des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles ils se rattachent. Le résultat de cession est déterminé en tenant compte de cette sortie d'actif.

4.4. SEGMENTATION SECTORIELLE

L'information sectorielle reflète la structure d'organisation interne et de gestion du groupe Macif. 4 secteurs d'activité sont identifiés :

- Dommages ;
- Finance/Épargne ;
- Santé/Prévoyance ;
- Gestion d'actifs.

L'information sectorielle est présentée de manière homogène avec les états financiers du Groupe.

Le résultat sectoriel est présenté après élimination des opérations réciproques. Ces opérations sont directement comptabilisées dans les rubriques comptables et secteurs concernés. La création d'une ligne distincte « opérations intersectorielles » n'est pas nécessaire à l'analyse du résultat net des différents secteurs du Groupe.

Le bilan sectoriel est présenté avant déduction des opérations intersectorielles. Ces opérations sont regroupées sur une ligne distincte en bas du bilan. Elles permettent de recouper les comptes sectoriels avec les contributions présentées dans certains détails de comptes de l'annexe.

5. Principes et méthodes d'évaluation

5.1. ACTIFS INCORPORELS

Un actif incorporel est un actif non monétaire, sans substance physique et identifiable (c'est-à-dire pouvant être séparé et vendu, transféré, concédé, loué ou échangé ou résultant de droits contractuels ou légaux).

Le groupe Macif n'a pas retenu les options visant à :

- évaluer les actifs incorporels en juste valeur,
- incorporer, dans la valorisation des actifs incorporels, les éventuels coûts des emprunts associés.

FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les dépenses de recherche engagées par le groupe Macif sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues. Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'actifs incorporels si le projet concerné répond aux 6 critères suivants :

- faisabilité technique,
- intention d'achever l'actif et de l'utiliser ou le vendre,
- capacité à utiliser ou vendre l'actif,
- probabilité d'avantages économiques futurs (existence d'un marché ou utilisation en interne),
- disponibilité des ressources financières nécessaires à l'achèvement,
- fiabilité de la mesure des dépenses attribuables à l'immobilisation.

Les coûts de développement, et ceux directement attribuables pour que l'immobilisation puisse être exploitée, sont cumulés puis amortis linéairement sur la durée probable d'utilisation de l'actif concerné, à partir de sa mise en service. La durée moyenne d'amortissement est de 5 ans.

LOGICIELS

Les licences acquises sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les coûts immobilisables se composent des coûts directement engagés pour la production des logiciels à usage interne. Les coûts qui ne sont pas immobilisables sont enregistrés en charges de la période.

La durée d'utilité estimée la plus fréquente est de 3 ans pour les logiciels bureautiques et de 5 ans pour les autres logiciels.

AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont comptabilisés s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront à l'entité, et que le coût de ces actifs peut être évalué de façon fiable, sur la base d'hypothèses raisonnables et documentées. Les actifs incorporels sont évalués initialement au coût d'acquisition ou de production. Ils sont ensuite amortis suivant le mode estimé le plus représentatif de leur utilisation, à partir de la date de leur mise en service, et sur la plus courte de leur durée d'utilisation probable. La durée d'amortissement la plus fréquente est de 5 ans ou, le cas échéant, la durée de leur protection juridique. Les tests de perte de valeur, pratiqués au moins une fois par an, permettent de déterminer s'il est nécessaire de constater des dépréciations complémentaires.

5.2. IMMEUBLES DE PLACEMENT ET IMMEUBLES D'EXPLOITATION

VENTILATION ENTRE IMMOBILIER D'EXPLOITATION ET IMMOBILIER DE PLACEMENT

Au bilan, les actifs immobiliers sont présentés soit en immeubles de placement, soit en immeubles d'exploitation.
L'immobilier de placement regroupe les actifs immobiliers (terrain, construction, titres de SCI, autres titres à prépondérance immobilière) détenus par le Groupe pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital.
Les immeubles d'exploitation sont des bâtiments non destinés à la vente et dont les surfaces sont occupées à plus de 50% par des sociétés faisant partie du Groupe.

VALORISATION

La valeur brute des immeubles correspond au coût d'acquisition (prix d'achat et frais relatifs à l'acquisition) ou de production. Les coûts des travaux d'amélioration sont portés en augmentation de la valeur brute des immeubles.
Lors de chaque clôture, les immeubles sont comptabilisés au coût amorti, à l'exception des autres titres à prépondérance immobilière comptabilisés à la juste valeur par les réserves (AFS).
La juste valeur des immeubles de placement est présentée pour information en annexe.

MODALITES D'AMORTISSEMENT

Les immeubles sont ventilés en composants homogènes dont la nature et la durée d'amortissement dépendent du type d'immeuble et de la durée d'utilisation.

	Bureaux Standing	Bureaux Exploitation	Bureaux Placement
Terrains	Non Amort.	Non Amort.	Non Amort.
Constructions	100 ans	60 ans	60 ans
Façades et Etanchéité	30 ans	30 ans	30 ans
Installations Techniques	20 ans	20 ans	20 ans
Agencements	10 ans	10 ans	10 ans

	Entrepôts	Centres Commerciaux	Autres bâtiments
Terrains	Non Amort.	Non Amort.	Non Amort.
Constructions	30 ans	50 ans	50 ans
Façades et Etanchéité	25 ans	25 ans	20 ans
Installations Techniques	15 ans	20 ans	15 ans
Agencements	10 ans	15 ans	10 ans

Les composants des immeubles sont amortis linéairement sur leur durée d'utilisation, en tenant compte de leur valeur résiduelle, si celle-ci peut être estimée de façon fiable.

TEST DE DEPRECIATION

Lors de chaque clôture, le groupe Macif apprécie s'il existe un indice de perte de valeur des actifs. En cas de baisse de valeur significative, une dépréciation est comptabilisée pour ramener la valeur de l'immeuble à sa valeur d'utilité ou à sa valeur d'expertise si cette dernière est plus élevée. La valeur d'utilité des immeubles est calculée à chaque clôture en utilisant la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Cette dépréciation est reprise par le compte de résultat en cas de reprise de valeur.

CREDIT-BAIL

Les actifs immobiliers financés par des contrats de location financière sont comptabilisés à l'actif sur la base de la valeur actuelle des loyers des crédits-bails et de l'option d'achat. Après leur entrée au bilan, ils sont amortis selon des modalités identiques à celles décrites ci-dessus. Au passif, une dette correspondante est constatée en « dettes de financement ». Elle est amortie selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus locatifs sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée des contrats de location en cours.

5.3. PLACEMENTS FINANCIERS

NOTION DE JUSTE VALEUR

La juste valeur d'un actif financier correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normales. Lors de sa comptabilisation initiale, la juste valeur d'un actif financier correspond, en principe, à son prix d'acquisition. Par la suite, les modalités de valorisation dépendent de la nature des titres concernés :

- pour un instrument coté sur un marché actif, la juste valeur correspond au dernier cours de bourse à chaque clôture. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normales,
- pour un instrument coté sur un marché inactif, la juste valeur est obtenue à partir de modèles internes fondés sur des paramètres observables sur les marchés. L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions, la forte dispersion des prix disponibles ou l'ancienneté des dernières transactions,
- pour des instruments financiers non cotés, la juste valeur est déterminée sur la base de techniques de valorisation appropriées au type d'instrument concerné. Ces techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normales s'il en existe, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et la quote-part d'actif net revenant au Groupe calculée à partir des informations disponibles les plus récentes.

Dans les informations annexées aux états financiers, les actifs financiers valorisés en juste valeur sont répartis en trois catégories en fonction de la nature des données retenues pour déterminer la juste valeur :

- **catégorie de niveau 1** : actifs financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif. Cette catégorie rassemble les instruments financiers cotés sans conditions de rachat (actions, obligations, Opcvm, Tcn…),
- **catégorie de niveau 2** : actifs financiers dont l'évaluation repose sur des techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables sur des marchés. Cette catégorie rassemble des obligations indexées, des Bmtn indexés actions, les Cdo, les Tcn de trésorerie précomptés, les Opci et les Opcvm avec conditions de rachat,
- **catégorie de niveau 3** : actifs financiers valorisés à partir de techniques fondées pour tout ou partie sur des paramètres inobservables sur des marchés. Cette catégorie regroupe les actifs non cotés (actions, obligations, Tcn), les Fcpr, les Opcvm *side pocket*.

La juste valeur de la majeure partie des placements financiers détenus par le groupe Macif est déterminée à partir de cotations obtenues sur des marchés actifs. Elle relève donc du niveau 1 de juste valeur.

CLASSIFICATION ET EVALUATION

Les instruments financiers sont classés en 4 catégories selon l'intention et la capacité de détention des actifs concernés :

- actifs détenus à des fins de transaction (*Trading*),
- placements détenus jusqu'à leur échéance (HTM),
- prêts et créances,
- actifs financiers disponibles à la vente (AFS).

Les actifs détenus à des fins de transaction (*Trading*) sont ceux acquis en vue d'être vendus à court terme ou faisant partie d'un portefeuille d'actifs financiers qui présente un historique de prises de bénéfices à court terme. Ils sont comptabilisés en juste valeur à la date de clôture. La variation de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction est constatée dans le compte de résultat de la période.

Les actifs détenus jusqu'à l'échéance (HTM) sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixée, autres que les prêts et

créances, que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les primes et décotes entrent dans le calcul du coût amorti et sont constatées en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie de l'actif financier. Le groupe Macif n'a classé aucun actif financier dans cette catégorie.
Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés, à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif, à l'exception des instruments classés comme à la juste valeur par résultat ou comme disponibles à la vente. Ils sont comptabilisés au coût amorti. Les primes et décotes entrent dans le calcul du coût amorti et sont constatées en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie de l'actif financier.

Les actifs financiers disponibles à la vente (AFS) sont les actifs financiers non dérivés qui ne sont pas classés dans l'une des catégories d'actifs financiers présentées ci-dessus. Ils sont comptabilisés à la date d'acquisition à la juste valeur, majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition. Les variations de valeur sont ensuite enregistrées dans un compte de capitaux propres intitulé « Réserve de réévaluation ». Lors de la cession des titres, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat.

OPTION JUSTE VALEUR

L'option juste valeur consiste à désigner, lors de leur entrée dans le bilan, les actifs et passifs financiers à la juste valeur avec variation de juste valeur en compte de résultat. Cette modalité d'évaluation est autorisée lorsqu'elle :

- concerne un groupe d'actifs et/ou de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée sur la base de la juste valeur, en application d'une stratégie de gestion des risques ou d'investissement documentée et qu'il s'agit de la base sur laquelle repose l'information fournie en interne à la direction ou,
- s'applique à un instrument financier hybride comportant un ou plusieurs dérivés incorporés substantiels ou, élimine ou réduit l'incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui résulterait sinon de l'évaluation d'actifs ou de passifs ou de la comptabilisation de produits et de charges selon des bases d'évaluation différentes (situation de *mismatch*).

Le groupe Macif a désigné les actifs suivants comme relevant de l'option de juste valeur par résultat :

- les actifs détenus par des Opcvm consolidés,
- les instruments financiers contenant des dérivés incorporés difficiles à isoler du contrat hôte (obligations convertibles, échangeables, indexées…),
- les actifs financiers détenus dans le cadre de contrats en Unités de Compte dont les passifs sont évalués sur la base de la valeur de marché des Unités de Compte.

Les modalités de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation des actifs désignés comme à la juste valeur par résultat sont identiques à celles des actifs détenus à des fins de transaction (Cf. *supra*).

DEPRECIATION DES ACTIFS FINANCIERS

Lors de chaque clôture, les actifs financiers autres que ceux évalués à la juste valeur par résultat sont soumis à un test de dépréciation. Une dépréciation est comptabilisée lorsqu'il existe une indication objective de perte de valeur suite à un ou plusieurs évènements dont les impacts sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif peuvent être évalués de manière fiable.

Les critères suivants constituent une indication objective de dépréciation, applicable à tous les actifs financiers quelle que soit leur nature (obligations, actions, prêts, créances) :

- l'octroi par le prêteur à l'emprunteur de conditions très favorables qui n'auraient pas été octroyées en l'absence de difficultés financières de l'émetteur ;
- des difficultés financières importantes de l'émetteur;
- la rupture de contrat telle que l'existence d'impayés en intérêts ou principal ;
- une probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour cet instrument financier, suite à des difficultés financières de la contrepartie.

Ces facteurs peuvent ensemble ou individuellement apporter une preuve objective suffisante qu'une perte de valeur est

survenue sur un actif ou un groupe d'actifs. Outre les indicateurs listés ci-dessus, certains indicateurs sont spécifiques aux obligations ou aux actions.
Pour les obligations (ou les autres instruments de dettes), seul le risque de contrepartie fait l'objet d'une dépréciation. Ce risque est considéré comme avéré dès lors qu'il est probable que le Groupe ne percevra pas tout ou partie des sommes qui lui sont dues. Dans ce cas, la perte de valeur, égale à la différence entre la juste valeur et le coût amorti, est comptabilisée en contrepartie du compte de résultat.
Si au cours d'un exercice ultérieur, la juste valeur d'un instrument de dettes déprécié augmente, la dépréciation est reprise par le résultat.

Pour les actions (ou les autres instruments de capitaux propres), le Groupe prend également en considération les actifs financiers en situation de moins-values latentes :

- significative : la situation de moins-value latente est considérée significative si elle représente une baisse de plus de 30% de la juste valeur du titre en dessous de son prix d'acquisition ou ;
- prolongée : la situation de moins-value est considérée prolongée si elle est avérée sur une période de 6 mois ou plus précédant la date de clôture.

La perte latente est calculée par différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur actuelle, diminuée de toute dépréciation précédemment enregistrée. Les dépréciations sont constatées par le résultat. Elles ne peuvent être reprises que lors de la cession ou de la déconsolidation de l'actif financier concerné. Une augmentation des cours de Bourse postérieure à la constatation d'une dépréciation durable est comptabilisée comme une variation de juste valeur en capitaux propres dans la rubrique « Réserve de réévaluation ».

Pour les prêts et créances, s'il existe une indication objective de dépréciation, la perte de valeur est mesurée par différence entre la valeur nette comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument financier. La perte de valeur est comptabilisée en contrepartie du compte de résultat. Si au cours d'un exercice ultérieur, la juste valeur des prêts ou créances dépréciés augmente, la dépréciation est reprise par le résultat.

5.4. INSTRUMENTS DERIVES

DEFINITION

Un instrument dérivé, quelle que soit la forme juridique du contrat, est un instrument financier qui répond aux trois critères suivants :

- sa valeur se modifie en fonction de l'évolution d'un sous-jacent financier (taux, actions, devises…),
- il ne requiert aucun coût net initial ou un coût initial faible par rapport au nominal du dérivé,
- il fera l'objet de règlements dans le futur.

Le groupe Macif utilise, directement ou indirectement, des instruments dérivés pour couvrir ses risques de change et de taux d'intérêt. Les risques couverts concernent principalement un passif subordonné et certains actifs financiers. Les instruments dérivés utilisés consistent principalement en des contrats de change à terme et des swaps de taux. Lors de l'acquisition du dérivé, le groupe Macif documente la nature du sous-jacent concerné, les objectifs en terme de gestion des risques et, le cas échéant, l'efficacité de la couverture réelle et attendue sur la durée de la couverture.

Conformément à la norme IAS 39, les instruments dérivés sont enregistrés à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis réévalués à chaque arrêté comptable, ceci jusqu'à leur dénouement. Leur mode de comptabilisation varie selon leur classification.

DERIVES NON QUALIFIES DE COUVERTURE

Les instruments dérivés non qualifiés de couverture sont ceux pour lesquels l'efficacité de la couverture ne peut être démontrée de façon fiable et de façon continue sur la durée de détention. Ils sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition, puis réévalués, à chaque arrêté, à leur juste valeur. Les gains et pertes latents sont enregistrés dans le compte de résultat.

DERIVES QUALIFIES DE COUVERTURE

Les instruments dérivés qualifiés de couverture sont ceux pour lesquels l'efficacité de la couverture peut être démontrée de façon fiable et continue sur la durée de détention. Ils sont

comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition, puis réévalués à leur juste valeur. Les gains et pertes latents sont enregistrés différemment selon la nature de l'opération :

- couverture de juste valeur : les variations de juste valeur des dérivés et sous-jacents sont enregistrées de façon symétrique dans le compte de résultat,
- couverture de flux de trésorerie : la part efficace de variation de juste valeur des dérivés est enregistrée en capitaux propres, et la part inefficace immédiatement dans le compte de résultat.

Les montants accumulés en fonds propres sont reclassés dans le compte de résultat lorsque l'élément couvert affecte le résultat. Constituent la part efficace, les variations de juste valeur de l'instrument de couverture compensant les variations de juste valeur de l'élément couvert. A contrario, la part inefficace se compose des variations de juste valeur de l'instrument de couverture ne compensant pas les variations de juste valeur de l'élément couvert.
Lorsqu'un dérivé arrive à échéance, est vendu ou lorsque la couverture ne peut plus être démontrée, le gain ou la perte cumulée est maintenu dans les capitaux propres tant que l'élément couvert est en cours. Il est enregistré en résultat lorsque le sous-jacent impacte le compte de résultat.

SEPARATION DES DERIVES INCORPORES

Les dérivés incorporés dans un instrument financier hôte sont séparés et évalués séparément à la juste valeur lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte,
- un instrument autonome comportant les mêmes conditions que le dérivé incorporé répondrait à la définition d'un dérivé et,
- l'instrument hybride (composé) n'est pas évalué à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur par le biais du compte de résultat.

S'il est matériellement impossible d'évaluer séparément un dérivé incorporé qui devrait être séparé, l'intégralité de l'instrument financier est comptabilisée dans la catégorie des actifs désignés à la juste valeur par résultat. Pour le groupe Macif, les actifs financiers contenant des dérivés ont été comptabilisés dans la catégorie des actifs désignés à la juste valeur par le résultat.

5.5. INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

Les investissements dans les entreprises associées sont représentatifs des participations consolidées selon la méthode de la mise en équivalence (Cf. note 3.2). Lors de l'acquisition, l'investissement est comptabilisé au coût d'acquisition, retraité le cas échéant de l'écart d'acquisition. Par la suite, sa valeur nette comptable est augmentée ou diminuée pour prendre en compte les bénéfices ou les pertes au prorata de la participation du Groupe.

5.6. ACTIFS CORPORELS

Les actifs corporels sont ceux détenus par le Groupe pour être utilisés dans la fourniture de services ou à des fins administratives, et dont on s'attend à ce qu'ils soient utilisés sur plus d'une période. Ils sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production incluant les dépenses de mise en service, et amortis selon le mode le plus représentatif de la dépréciation économique, suivant la méthode des composants. La durée d'utilité se situe entre 3 et 20 ans selon la catégorie d'actifs corporels correspondante.

5.7. FRAIS D'ACQUISITION REPORTES

Pour les contrats d'assurance non-vie, la part des frais d'acquisition, relative à la période comprise entre la date de clôture de l'exercice et la date d'échéance de la prime, est constatée à l'actif du bilan dans le poste frais d'acquisition reportés inclus dans le poste « Autres actifs ». La variation des frais d'acquisition reportés est comprise dans les frais d'acquisition au compte de résultat. Ces frais sont calculés sur une base cohérente avec celle utilisée pour le report des primes non acquises. Ils sont amortis sur la durée résiduelle des contrats considérés.

Pour les contrats d'assurance vie et les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire, les frais d'acquisition sont reportés dans la limite des marges nettes futures des contrats. Ils sont amortis sur une durée de 10 ans en fonction du rythme d'émergence des marges réévaluées à la clôture de chaque exercice. Si les marges futures se révèlent insuffisantes, un amortissement exceptionnel des frais d'acquisition reportés est pratiqué. Les chargements d'acquisition sont inscrits en produits à répartir sur plusieurs exercices et constatés en résultat sur la base du même rythme.

5.8. IMPOTS

INTEGRATION FISCALE

Le groupe Macif est régi selon les principes de neutralité définis par l'Administration fiscale.
Dans ce cadre, les filiales versent à la Macif, société intégrante, le montant des impôts dont elles auraient été redevables en l'absence d'intégration fiscale.
La société intégrante conserve donc les économies d'IS générées du fait de l'existant du groupe fiscal, à l'exception de certaines entités en phase de démarrage et d'investissement initial.

Au 30 juin 2014, le périmètre d'intégration fiscale rassemble 20 sociétés :

Dénomination sociale	Date d'entrée
MACIF (société intégrante)	1997
MACIF PARTICIPATIONS	1999
MACIFILIA	2000
Compagnie Foncière de la Macif	2001
GPIM	2001
Marseille Grand Littoral	2002
Lesseps Promotion	2002
SIEM	2004
MACIFIMO	2004
MUTAVIE	2005
NIORT INVESTISSEMENTS	2005
IDMACIF	2005
THEMIS	2006
MACIFIN'	2008
HDP MACIF 2	2008
MACIF Avantages et Services	2009
HDP MACIF 4	2009
HDP MACIF 5	2009
HDP MACIF 6	2009
FONCIERE DE LUTECE	2009

IMPOTS DIFFERES

Les différences liées à des décalages temporaires existants entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et des passifs figurant au bilan consolidé ainsi que les reports déficitaires d'impôts donnent lieu à la détermination d'impôts différés. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les impôts différés sont comptabilisés en contrepartie du compte de résultat. Par exception, ils sont comptabilisés en contrepartie des capitaux propres s'ils concernent des éléments comptabilisés en contrepartie des capitaux propres. Ainsi, les impôts différés relatifs à la mise en valeur de marché des actifs disponibles à la vente sont comptabilisés en contrepartie de la réserve de réévaluation.

Tous les passifs d'impôts différés sont comptabilisés.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les différences temporelles et pertes fiscales pourront êtres imputées.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Ils sont compensés lorsque l'entreprise a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que ces actifs et passifs d'impôts concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale sur la même entité imposable.

5.9. CREANCES ET DETTES D'EXPLOITATION, AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

Les créances d'exploitation et les autres actifs sont comptabilisés à leur valeur nominale, en incluant les éventuels coûts de transaction. Les dettes d'exploitation et autres passifs sont enregistrés au coût initial de la transaction. Ce dernier correspond généralement à la juste valeur de la contrepartie reçue en échange à l'origine du contrat, nette des frais de transaction. Ultérieurement, à chaque arrêté, ces mêmes passifs sont comptabilisés au coût amorti.

5.10. ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES

Conformément à la norme IFRS 5, les actifs non courants sont considérés comme détenus en vue de la vente lorsqu'ils sont disponibles pour une cession immédiate dans leur état actuel et que leur vente est hautement probable dans un délai maximum de 12 mois suivant la clôture de l'exercice. Cette classification concerne notamment les actifs pour lesquels la direction a engagé un plan de cession et un programme actif de recherche d'acquéreurs. Les actifs non courants détenus en vue de la vente sont comptabilisés au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, à l'exception des actifs d'impôts différés, des actifs financiers et des actifs résultant d'un contrat d'assurance, qui restent évalués selon les normes applicables à ces types d'actifs.

Ils sont présentés dans une rubrique spécifique du bilan et cessent d'être amortis à partir de leur classement dans cette catégorie. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

Le résultat net des activités cédées ou en cours de cession est présenté dans une rubrique spécifique du compte de résultat qui inclut le résultat net d'impôt de ces activités jusqu'à leur date de cession, ainsi que le résultat net d'impôt de leur cession proprement dite.

Les flux de trésorerie des activités cédées sont également présentés dans une rubrique spécifique du tableau des flux de trésorerie. Cette ligne inclut les flux générés par ces activités jusqu'à la date de leur cession, ainsi que la trésorerie hors impôt générée par leur cession proprement dite.

Cette norme n'est applicable qu'en cas d'opération significative, ce qui n'est pas le cas au 30 juin 2014.

5.11. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie comprend les disponibilités bancaires et les comptes courants avec les sociétés non consolidées. Les équivalents de trésorerie regroupent les placements sans risque dont l'échéance est inférieure ou égale à 3 mois à la date d'acquisition, ou qui peuvent être convertis en liquidités de façon quasi immédiate. Cela concerne notamment les titres de créances négociables et les titres d'Opcvm monétaires. Les modalités de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation sont identiques à celles des titres détenus à des fins de transaction (*Trading*).

5.12. CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES GROUPE

Les capitaux propres Groupe se composent des éléments suivants :

FONDS D'ÉTABLISSEMENT ET PRIMES D'ÉMISSION, DE FUSION, D'APPORT

Les fonds d'établissement, primes d'émission, de fusion et d'apport correspondent aux soldes comptables sociaux de la Macif et des mutuelles d'assurance présentes dans le périmètre de consolidation.

RÉSERVE DE RÉÉVALUATION

La réserve de réévaluation comprend les écarts issus de la réévaluation à la juste valeur d'éléments du bilan et principalement les effets :

- de la réévaluation des instruments dérivés affectés à la couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Il s'agit des profits et pertes non réalisés,
- de la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente (AFS) conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Il s'agit de profits et pertes non réalisés,
- des impôts différés et de la participation aux bénéfices différée générés par les opérations mentionnées ci-dessus.

AUTRES RÉSERVES ET RÉSULTATS CUMULÉS

Les autres réserves sont composées des éléments suivants :

- les réserves sociales et reports à nouveau des entités consolidées,
- l'incidence dans les réserves des retraitements consolidés, et notamment la part Groupe de la réserve de capitalisation. Cette réserve est un poste spécifique compris dans les capitaux propres individuels des sociétés françaises d'assurance. Elle est neutralisée dans les comptes consolidés par un retraitement consistant à éliminer les variations de l'exercice en les réimputant sur le résultat,
- les autres éléments du résultat global, qui enregistrent les variations d'écarts actuariels sur les passifs sociaux du Groupe,
- l'incidence de changement de méthodes comptables (notamment la réserve de première application des normes IFRS).

INTERETS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part détenue par des tiers au Groupe dans l'actif net et les résultats nets des entités consolidées par intégration globale (hors Opcvm). La part des minoritaires dans les Opcvm du Groupe est présentée séparément au bilan dans un poste de dettes.

GESTION DES CAPITAUX PROPRES

Le groupe Macif est soumis à la réglementation européenne en matière de couverture de la marge de solvabilité. Cette réglementation vise à protéger les intérêts des assurés en imposant, tant au niveau social pour chacune des entreprises européennes ayant une activité assurance, qu'au niveau consolidé pour le groupe Macif, un ratio de solvabilité minimum. Le calcul de la marge de solvabilité ajustée est réalisé conformément aux règles applicables selon Solvency I. Il est communiqué chaque année à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Le suivi de la marge de solvabilité s'appuie sur des outils de simulation visant à déterminer l'évolution des principaux indicateurs du Groupe dans le cadre d'un scénario central, mais également de différents scénarios de stress. Ces simulations sont présentées dans les rapports de solvabilité établis chaque année et transmis à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Au 30 Juin 2014, le groupe Macif respecte ses obligations en matière de couverture de la marge de solvabilité ajustée

5.13. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Conformément à IAS 37, une provision est constituée lorsque le groupe Macif a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie probable de ressources. Cette sortie de ressources doit pouvoir être estimée avec une fiabilité suffisante pour pouvoir constituer une provision. À défaut, il s'agit d'un passif éventuel qui n'est pas comptabilisé, mais fait l'objet d'une information en annexe. Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux de trésorerie futurs. L'impact de l'actualisation est enregistré en résultat financier.

Outre les provisions pour litiges, les provisions pour risques et charges comprennent les sommes provisionnées au titre des avantages au personnel.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le groupe Macif comptabilise la totalité de ses engagements en matière de retraite, préretraite, indemnités de départ, couverture sociale, prévoyance, médailles du travail et autres engagements assimilés, tant pour le personnel actif que pour le personnel retraité, nets des actifs de couverture et des montants non reconnus.

En matière d'engagements de retraite, les sociétés du groupe Macif disposent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, aucune provision n'est comptabilisée car le paiement des cotisations dégage l'employeur de toute obligation dans le financement ultérieur du risque. Les paiements du Groupe sont enregistrés en charges de la période à laquelle ils sont liés. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à l'actif dans la mesure où ce paiement d'avance permettra une diminution des paiements futurs ou un remboursement en trésorerie.
Pour les régimes à prestations définies, le coût des prestations est estimé en utilisant la méthode des unités de crédits projetés. Cette méthode conduit à provisionner, au passif du bilan, la valeur actuelle de l'engagement à la date de clôture, diminuée de la valeur de marché des actifs mis en couverture, net des écarts actuariels et du coût des services passés non reconnus. Cette provision est déterminée en actualisant les prestations futures attendues sur la base d'un taux, au plus égal au taux de rendement des actifs mis en représentation.

En matière d'avantages à long terme, les modalités de provisionnement sont quasiment identiques à celles utilisées pour les engagements de retraite en régime à prestations définie ; la seule différence résidant dans l'absence d'étalement du coût des services non reconnus. Cela concerne les médailles du travail, comptes épargne temps et congés anniversaire. En matière d'avantages postérieurs à l'emploi, le groupe Macif comptabilise son engagement en matière de sur complémentaire santé sur les remboursements proposés par le BCAC aux retraités du groupe Macif. Cet engagement concerne l'évaluation du portefeuille de ces contrats en hypothèse fermée.

5.14. PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET CONTRATS FINANCIERS

Les contrats proposés par le groupe Macif sont classés en 3 catégories :

- les contrats d'assurance,
- les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire,
- les contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire.

Les contrats d'assurance et les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire relèvent de la norme IFRS 4. Les contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire relèvent de la norme IAS 39.

CONTRATS D'ASSURANCE

DÉFINITION

Un contrat d'assurance est un contrat selon lequel la compagnie accepte un risque d'assurance significatif d'un tiers (l'assuré) en consentant d'indemniser l'assuré ou un autre bénéficiaire si un événement futur incertain spécifique (l'événement assuré) affecte défavorablement l'assuré. Un risque :

- d'assurance est un risque autre que financier, transféré du souscripteur du contrat vers l'assureur,
- financier est un risque de variation potentielle future de taux d'intérêt, de prix d'une valeur mobilière, d'un cours de change ou d'une autre variable similaire.

Un risque d'assurance est significatif dès lors qu'un événement assuré peut obliger un assureur à payer des prestations complémentaires significatives quel que soit le scénario, à l'exception des scénarios qui manquent de substance commerciale, c'est-à-dire s'inscrivant en dehors de l'objet initial de l'assurance.

PRINCIPAUX CONTRATS

Pour le groupe Macif, les principaux contrats d'assurance visés par la norme IFRS 4 sont :

- les contrats d'assurance non-vie,
- les contrats d'assurance-vie comportant un risque d'assurance décès significatif (contrats en euros),
- les contrats avec sortie en rente optionnelle ou obligatoire, si l'assureur est engagé dès l'origine et n'a pas de liberté de tarification à la date de sortie en rente. Dans le cas contraire, ces contrats sont des contrats financiers pendant la phase de constitution (c'est-à-dire jusqu'à la fixation de la tarification du risque d'assurance) puis des contrats d'assurance pendant la phase de service de la rente,
- les contrats en Unités de Compte avec une garantie plancher significative.

COMPTABILISATION

Les pratiques comptables existantes en France et relatives aux contrats d'assurance (règlement CRC 2000-05) sont maintenues, à l'exception des provisions d'égalisation et sous réserve que les provisions ainsi déterminées soient conformes au test d'adéquation des passifs prescrit par les normes internationales.

CONTRATS D'ASSURANCE NON-VIE

La provision pour cotisations non acquises constate la part des cotisations se rapportant à la période comprise entre la date de l'inventaire et la date de la prochaine échéance du contrat, ou à défaut son terme.
Elle est calculée *prorata temporis* en incluant les frais d'échéance et de fractionnement dans la valeur portefeuille.

Les provisions pour sinistres à payer représentent la valeur estimée des dépenses en principal et en frais, tant internes qu'externes, relatives au règlement des sinistres survenus et non payés, déclarés ou non, y compris les capitaux constitutifs de rentes non encore mis à la charge de l'entreprise. Les provisions pour sinistres à payer sont calculées dossier par dossier ou par méthodes statistiques, et récapitulées par exercice de survenance et par catégorie. Les dépenses sont estimées à leur coût futur non actualisé et augmentées d'une provision pour frais de gestion, déterminée en fonction des taux de frais réellement observés.

Les provisions d'égalisation constatées en application des réglementations locales pour faire face à des risques caractérisés par une faible fréquence et un coût unitaire élevé ou à un risque macroéconomique sont éliminées dans les comptes consolidés. Toutefois, certaines provisions d'égalisation sont constituées au titre de contrats dont les

dispositions prévoient qu'elles reviennent au souscripteur en cas de résiliation ou de transfert.
Ces provisions constituent à ce titre un engagement et sont en conséquence reclassées en « Provision pour participation aux bénéfices et excédents ».
Les autres provisions techniques se composent des provisions suivantes :

- provisions mathématiques de rentes : ces provisions représentent la valeur actuelle des engagements de l'entreprise afférents aux rentes dommages et rentes contractuelles. Elles sont calculées en utilisant les tables considérées comme adéquates localement et les taux techniques au plus égaux au taux de rendement prévisionnel prudemment estimés des actifs affectés à leur représentation,
- provisions pour risques en cours : ces provisions sont destinées à couvrir les sinistres et frais de gestion afférents qui excèdent la fraction de primes reportées nettes des frais d'acquisition correspondants. Le calcul est effectué en fonction d'un taux moyen de sinistralité observé sur chaque branche au cours des exercices N et N-1,
- provisions pour risques croissants : ces provisions sont constituées en assurance maladie et invalidité lorsque les risques croissent avec l'âge de l'assuré et sont couverts par des primes constantes.

CONTRATS D'ASSURANCE-VIE

Les provisions mathématiques représentent la différence entre les valeurs actuelles des engagements pris respectivement par l'assureur et par l'assuré en tenant compte des probabilités de réalisation de ces engagements.

Pour les contrats en euros, elles sont égales à la valeur acquise de l'épargne, compte tenu des versements et des retraits effectués par le souscripteur.

Pour les contrats en Unités de Compte, les provisions mathématiques sont évaluées sur la base de la valeur vénale des actifs servant à ces contrats à chaque clôture. Les gains ou les pertes résultant de la réévaluation de ces derniers sont portés au compte de résultat, afin de neutraliser l'impact de la variation des provisions techniques. La provision globale de gestion est dotée afin de couvrir les charges futures de gestion des contrats, non couvertes par ailleurs. Elle est calculée, conformément à l'article 31 *quinquies* GC du Code Général des Impôts, par différence entre les charges futures de gestion et les ressources futures probables, liées à chaque ensemble homogène de contrats existant à cette date.
Les provisions pour participation aux bénéfices concernent les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation aux bénéfices discrétionnaire. Elle regroupe une provision pour participation aux bénéfices exigible et une provision pour participation aux bénéfices différée.
La provision pour participation aux bénéfices exigible représente le montant des fonds définitivement attribué aux bénéficiaires de contrats lorsque ces fonds, non encore crédités individuellement, ne sont pas payables immédiatement après la liquidation de l'exercice qui les a produit. Elle est comptabilisée dans les comptes individuels et maintenue dans les comptes consolidés.

La provision pour participation aux bénéfices différée traduit l'impact, pour l'évaluation des passifs, des retraitements de consolidation, et notamment la mise en juste valeur des placements. Elle est comptabilisée dans les comptes consolidés, en maintenant les principes existants en normes françaises (règlement CRC 2000-05).
Les taux de participation utilisés correspondent aux taux contractuels attachés à chacun des portefeuilles concernés (en pratique 95% ou 100%).
La provision pour participation aux bénéfices différée est comptabilisée en contrepartie du résultat ou de la réserve de réévaluation selon les modalités de comptabilisation du sous-jacent. Au bilan, elle figure :

- au passif, si elle est assise sur une différence de base positive nette (valeur d'actif des comptes consolidés supérieure à celle retenue dans les comptes individuels),
- à l'actif, dans le cas opposé. Les participations différées actives donnent lieu à un test de recouvrabilité et seules les participations considérées comme recouvrables sont maintenues à l'actif du bilan.

Les participations différées actives et passives ne peuvent se compenser que lorsqu'elles résultent de différences positives et négatives de nature et d'échéance similaires, et dans les limites de la mutualisation des résultats financiers imposées par les contrats, notamment l'existence d'actifs cantonnés.

TEST D'ADEQUATION DES PASSIFS

Un test d'adéquation des passifs est effectué à chaque arrêté comptable par chacune des entités consolidées. Ce test permet de vérifier que les passifs d'assurance vie et non-vie sont suffisants au regard des estimations actuelles de flux de trésorerie futurs générés par les contrats d'assurance.
Les flux de trésorerie futurs prennent en compte les garanties et options attachées à chacun des contrats. Le cas échéant, et pour les besoins de ce test, les passifs d'assurance sont diminués des coûts d'acquisition reportés et des valeurs de portefeuille constatées lors de regroupement d'entreprises ou de transferts de contrats s'y rapportant.
En cas d'insuffisance, les pertes potentielles sont comptabilisées en intégralité en contrepartie du résultat.

SÉPARATION DES DÉRIVÉS INCORPORÉS

Les dérivés incorporés dans un contrat hôte entrant dans la catégorie des contrats d'assurance sont séparés et évalués séparément à la juste valeur lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- leur valeur se modifie en fonction de l'évolution d'un sous-jacent financier (taux, actions, devises…),
- l'investissement initial est nul ou faible en comparaison de sa volatilité potentielle,
- et fera l'objet de règlements dans le futur.

Cependant, certains dérivés incorporés répondant à la définition de contrat d'assurance ou correspondant à des options de rachat pour un montant défini ne sont pas évalués séparément du contrat hôte conformément à la norme IFRS 4. Les dérivés incorporés séparés sur contrats sont classés dans la catégorie des instruments financiers détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur en résultat. Au sein du groupe Macif, aucun dérivé incorporé dans les contrats d'assurance n'a fait l'objet d'une comptabilisation séparée.

CONTRATS FINANCIERS AVEC PARTICIPATION DISCRETIONNAIRE

DÉFINITION

Selon la norme IFRS 4, la participation aux bénéfices discrétionnaire correspond au droit contractuel qu'a le titulaire d'un contrat de recevoir, en tant que supplément aux prestations garanties, des prestations complémentaires :

- qui devraient probablement représenter une part significative des bénéfices contractuels,
- dont le montant ou l'échéance est contractuellement à la discrétion de l'émetteur,
- qui sont contractuellement fondés sur la performance d'un ensemble défini de contrats ou d'un type de contrats déterminé, les rendements des placements réalisés et/ou latents d'un portefeuille d'actifs déterminés détenus par l'émetteur ou le résultat de la société, d'un fonds ou d'une autre entité qui émet le contrat.

L'élément de participation discrétionnaire repose sur les clauses contractuelles de participation aux bénéfices, mais aussi sur les dispositions réglementaires applicables localement.

PRINCIPAUX CONTRATS

Pour le groupe Macif, sont classés comme contrats financiers avec participation discrétionnaire :

- les contrats à prime unique,
- les contrats d'épargne retraite collective en euros.

COMPTABILISATION

Les contrats financiers avec participation discrétionnaire relevant de la norme IFRS 4 sont valorisés et comptabilisés selon les mêmes règles que les contrats d'assurance, y compris pour les dérivés incorporés (Cf. supra). En revanche, les passifs de ces contrats sont présentés dans une ligne spécifique au bilan.

CONTRATS FINANCIERS SANS PARTICIPATION DISCRETIONNAIRE

DÉFINITION

Les contrats sans risque d'assurance significatif et sans participation aux bénéfices discrétionnaire sont considérés comme des contrats financiers relevant de la norme IAS 39.

PRINCIPAUX CONTRATS

Au sein du groupe Macif, il n'a pas été recensé, à ce jour, de contrats financiers relevant de la norme IAS 39.

COMPTABILITE REFLET OU «*SHADOW ACCOUNTING*»

Le groupe Macif n'a pas retenu l'option *shadow accounting* définie selon la norme IFRS 4.

5.15. REASSURANCE : ACCEPTATIONS ET CESSIONS EN REASSURANCE

CLASSIFICATION

Les traités de réassurance qui prévoient un transfert de risque significatif sont considérés comme des contrats d'assurance relevant de la norme IFRS 4. À défaut, ils sont considérés comme des traités de réassurance financière relevant de la norme IAS 39. Au sein du groupe Macif, tous les contrats de réassurance (acceptations ou cessions) comportent un transfert de risque d'assurance significatif. Ils relèvent tous de la norme IFRS 4.

COMPTABILISATION

Les acceptations en réassurance sont comptabilisées affaire par affaire sur la base des résultats de l'année, réels ou estimés. Les provisions techniques correspondent aux montants communiqués par les cédantes, majorés le cas échéant de compléments. Les cessions en réassurance sont comptabilisées en conformité avec les termes des différents traités. La part des cessionnaires dans les provisions techniques est évaluée de la même façon que les provisions techniques apparaissant au passif. Les dépôts espèces reçus des réassureurs sont comptabilisés en dettes au passif. Les titres remis en nantissement par les réassureurs sont inscrits en « Engagements reçus » et évalués au cours de bourse. Ils sont pris en compte dans le test de dépréciation des actifs de réassurance, après déduction des coûts de mise en oeuvre de la garantie.

5.16. DETTES DE FINANCEMENT

Les dettes de financement comprennent :

- les passifs subordonnés,
- les dettes de financement représentées par des titres,
- les dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire,
- les autres dettes de financement.

À l'émission, les dettes de financement sont enregistrées selon la méthode du coût amorti. Cette méthode consiste à amortir par le résultat toutes les différences entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement par l'usage du taux effectif (appelée méthode du taux effectif). Les coûts directement attribuables à l'émission (commission, honoraires...) sont inclus dans l'évaluation initiale de la dette.
Les dettes de financement sont décomptabilisées lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrive à expiration. Pour le groupe Macif, tous les passifs subordonnés sont classés en dettes de financement.

Les dettes relatives aux engagements de crédit bail immobilier correspondent au capital restant dû au titre des contrats ainsi qu'au coût de l'éventuelle levée de l'option d'achat. Au sein du groupe Macif, cela concerne deux contrats portant sur le financement de deux immeubles situés à Paris
.

5.17. PRIMES

Les primes sont comptabilisées à la date de prise d'effet de la garantie, cette date constituant le fait générateur de leur comptabilisation. Elles correspondent aux primes émises hors taxes, brutes de réassurance, nettes d'annulations, de réductions et de ristournes. Elles comprennent une estimation des primes à émettre pour la part acquise à l'exercice et une estimation des primes à annuler postérieurement à la date de clôture.

5.18. SINISTRES

Les sinistres comprennent les sinistres réglés durant l'exercice, relatifs à l'exercice en cours ou à des exercices antérieurs nets des recours encaissés et les frais de règlement des sinistres.

5.19. FRAIS DE GESTION

Les frais de gestion liés à l'activité d'assurance sont initialement comptabilisés par nature puis répartis, selon une périodicité mensuelle, aux comptes de frais par destination du compte de résultat :

- frais de règlement des sinistres – compris dans la charge de sinistres sur la ligne « Charges des prestations des contrats »,
- frais d'acquisition – ligne « Frais d'acquisition des contrats »,
- frais d'administration - ligne « Frais d'administration »,
- autres charges techniques - ligne « Autres produits d'exploitation nets de charges »,
- autres charges non techniques - ligne « Autres produits et charges opérationnels courants »,
- charges de placements - incluses dans le résultat financier sur la ligne « Charges des placements ».

L'affectation des frais de gestion aux destinations s'effectue soit directement, soit sur la base de clefs de répartition fondées sur des critères quantitatifs objectifs, appropriés et contrôlables directement liés à la nature des charges.

5.20. RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

L'agrégat « Résultat opérationnel courant » du compte de résultat n'inclut pas les charges ou produits de l'exercice qui, par leur nature ou leur montant, présentent un caractère inhabituel et particulièrement significatif. Ces derniers sont classés en « Autres produits et charges opérationnels ».

5.21. CHARGE DE FINANCEMENT

La charge de financement comprend :

- les intérêts sur passifs subordonnés, emprunts bancaires et découverts bancaires,
- l'amortissement des primes d'émission ou de remboursement relatives aux emprunts,
- l'amortissement des coûts accessoires encourus pour la mise en place des emprunts,
- les différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère, dans la mesure où elles sont assimilées à un ajustement des coûts d'intérêt.

5.22. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les événements postérieurs à la date de clôture sont ceux survenus entre la date de clôture et la date d'établissement des états financiers.

Lorsque l'événement est lié à des conditions existantes à la date de clôture, il conduit à un ajustement des états financiers.

Lorsque l'événement n'est pas lié à des conditions existantes à la date de clôture, il fait l'objet d'une information en annexe si cette information est jugée significative et pertinente.

6. Comparabilité des comptes

6.1. CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES ET DE MODALITES D'ESTIMATION

Aucun changement de méthode comptable et de modalités d'estimation n'est intervenu au cours du 1er semestre 2014.

6.2. CHANGEMENTS DE PRESENTATION COMPTABLE

COMPTES SECTORIELS

Jusqu'au 30 juin 2013, le groupe Macif présentait ses comptes sectoriels en distinguant quatre secteurs opérationnels :

- Dommages ;
- Épargne ;
- Santé/Prévoyance ;
- Autres.

À partir du 31 décembre 2013, le groupe Macif a adapté ses comptes sectoriels à l'évolution du découpage stratégique de ses activités. Le nouveau découpage sectoriel a été établi comme suit :

- Dommages ;
- Finance/Épargne ;
- Santé/Prévoyance ;
- Gestion d'actifs.

Les principales évolutions sont détaillées ci-après :

- Les sociétés immobilières détenues en direct par Macif étaient initialement rattachées au secteur Autres. Elles sont désormais présentées au sein du secteur Dommages.
- Les sociétés Macifin' et Socram Banque étaient initialement rattachées au secteur Autres. Elles sont désormais présentées au sein du secteur Finance/Épargne.
- Les sociétés Macif Gestion, Macif Participations et le groupe Ofi Holding étaient initialement rattachés au secteur Autres. Elles constituent désormais un secteur à part entière le secteur : Gestion d'actifs.

Pour préserver la comparabilité, les données sectorielles au 30 juin 2013 ont fait l'objet de comptes proforma communiqués en partie 8.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

VENTILATION DES COTISATIONS ACQUISES AU SEIN DU SECTEUR DOMMAGES

À partir 31 décembre 2013, la ventilation des cotisations acquises du secteur Dommages a été strictement alignée sur la ventilation retenue dans les tableaux de bord utilisés pour le suivi des cotisations Macif.

Les principales modifications sont les suivantes :

- • Les cotisations acquises des contrats « Assistance » et « Pertes pécuniaires diverses » étaient rattachées au 30 juin 2013 aux cotisations « Automobile » ; elles sont désormais rattachées aux cotisations « Autres ».
- • Les cotisations acquises du contrat « Protection juridique» étaient rattachées au 30 juin 2013 aux cotisations « Automobile » ; elles sont dorénavant affectées aux cotisations « Habitation ».
- • Les cotisations acquises du contrat « Transport » étaient rattachées au 30 juin 2013 dans la rubrique « Autres ». Elles sont maintenant rattachées aux cotisations « Automobile ».

Contrats	Publication juin 2013	Publication juin 2013 retraité
Assistance	Auto	Autres
Pertes pécuniaires diverses	Auto	Autres
Protection juridique	Auto	Habitation
Transport	Autres	Auto

Le tableau ci-dessous présente l'information proforma :

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013		Variation /	
	K€	Publié	Retraité	Retraité	%
Dommages	**1 509 370**	**1 490 802**	**1 490 802**	**18 568**	**1,2%**
- Auto	*862 075*	*945 764*	*852 676*	*9 399*	*1,1%*
- Habitation	*366 986*	*335 886*	*353 429*	*13 557*	*3,8%*
- Autres	*280 309*	*209 153*	*284 697*	*-4 388*	*-1,5%*
Finance/Épargne	**976 560**	**982 679**	**982 679**	**-6 119**	**-0,6%**
- Contrats en €	*973 107*	*980 374*	*980 374*	*-7 267*	*-0,7%*
- Contrats en UC	*3 453*	*2 305*	*2 305*	*1 147*	*49,8%*
Santé/Prévoyance	**381 704**	**319 500**	**319 500**	**62 203**	**19,5%**
- Santé	*330 009*	*254 536*	*272 004*	*58 005*	*21,3%*
- Prévoyance	*51 694*	*64 964*	*47 496*	*4 198*	*8,8%*
TOTAL	**2 867 634**	**2 792 981**	**2 792 981**	**74 652**	**2,7%**

6.3. CHANGEMENTS LIES AUX EFFETS DE VARIATIONS DE PERIMETRE

Les impacts liés aux variations de périmètre sont détaillés dans la note 3.5 de l'annexe aux comptes consolidés.

7. Notes complémentaires sur les comptes

7.1. ACTIFS INCORPORELS

DETAIL DES ACTIFS INCORPORELS

(en milliers d'euros)	30 juin 2014			31 déc. 2013		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Ecarts d'acquisition	179 135	-64 286	114 849	83 429	-64 286	19 143
Portefeuille de contrats des sociétés d'assurance	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	238 228	-150 015	88 213	244 255	-153 973	90 282
TOTAL	**417 363**	**-214 301**	**203 062**	**327 684**	**-218 259**	**109 425**

ÉCARTS D'ACQUISITION - VARIATION

(en milliers d'euros)	30 juin 2014			31 déc. 2013		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Ouverture	83 429	-64 286	19 143	83 429	-64 286	19 143
Augmentation	96 421	-	96 421	-	-	-
Diminution	-715	-	-715	-	-	-
CLOTURE	**179 135**	**-64 286**	**114 849**	**83 429**	**-64 286**	**19 143**

ÉCARTS D'ACQUISITION – DETAIL PAR SOCIETE

(en milliers d'euros)	Ouverture			Variations		Clôture
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Macifilia	60 371	-60 371	-	-	-	-
Mutavie	18 428	-	18 428	-	-	18 428
Macif Portugal	3 768	-3 768	-	-	-	-
Macif Gestion	715	-	715	-715	-	-
Securimut	148	-148	-	-	-	-
OFI AM	-	-	-	96 421	-	96 421
TOTAL	**83 429**	**-64 286**	**19 143**	**95 706**	**-**	**114 849**

Les écarts d'acquisition présentés ci-dessus ne comprennent pas ceux concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence. Ils s'analysent comme suit par entité :

- **Macifilia** : la société Cornhill France est entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe le 1er juillet 2004. À cette date, un écart d'acquisition avait été constaté dans les comptes consolidés à hauteur de 66 775 milliers d'euros. Au 1er janvier 2006, lors de la transition aux normes IFRS, cet écart d'acquisition a été repris à la valeur nette comptable soit 56 759 milliers d'euros. En 2006, la participation dans le capital de la société Macifilia Participations a été portée de 80% à 100% par rachat de titres. Cette opération a généré un écart d'acquisition complémentaire de 3 612 milliers d'euros porté à l'actif. Au 30 juin 2014, ces écarts d'acquisition représentent un montant brut total de 60 371 milliers d'euros. Ils sont rattachés à la société Macifilia, les entités Cornhill France et Macifilia Participations ayant été absorbées ;
- **Mutavie** : à la fin du mois de décembre 2004, le groupe Macif a acquis une fraction complémentaire

du capital de Mutavie. Cette opération a généré un écart d'acquisition de 20 017 milliers d'euros. À l'ouverture de l'exercice 2006, date de transition aux normes IFRS, cet écart d'acquisition s'élevait à 18 015 milliers d'euros en valeur nette comptable. Au 30 juin 2014, le montant total de l'écart d'acquisition s'élève à 18 428 milliers d'euros ;

- **Macif Portugal** : au 1er juillet 2009, Macif Portugal est entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe. Un écart d'acquisition a été comptabilisé à hauteur de 3 768 milliers d'euros.
- **OFI AM :** Au 30 juin 2014, le groupe Macif a pris le contrôle d'OFI AM. Cette entité, initialement consolidée par mise en équivalence est désormais consolidée par intégration globale à compter du 30 juin 2014. Cette prise de contrôle, comptabilisée conformément à IFRS 3 révisée, a généré un écart d'acquisition de 96 421 milliers d'euros.

En application des principes comptables présentés au paragraphe 4.3. Regroupements d'entreprises, le groupe Macif a soumis ses écarts d'acquisition à des tests de dépréciation. Ces tests consistent à comparer la valeur comptable nette des actifs des UGT à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est déterminée à partir de la méthode des flux de trésorerie prévisionnels actualisés (méthode ayant prévalu lors des opérations d'acquisition), après ajustement aux nouvelles conditions de marché :

- des *business plans* des entités concernées;
- des hypothèses de calcul.

Au 30 juin 2014, sur la base des valorisations obtenues, aucune dépréciation significative n'a été constatée.

PORTEFEUILLE DE CONTRATS DES SOCIETES D'ASSURANCE

Aucune valeur de portefeuille ne figure à l'actif du bilan consolidé.

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les autres immobilisations incorporelles regroupent principalement les licences des logiciels et les développements informatiques immobilisés.

(en milliers d'euros)	30 juin 2014			31 déc. 2013		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Ouverture	244 255	-153 973	90 282	215 087	-127 029	88 058
Augmentation	15 314	-25 244	-9 930	47 991	-27 006	20 985
Diminution	-25 352	31 083	5 731	-18 869	108	-18 761
Autres mouvements	4 011	-1 881	2 130	46	-46	-
CLOTURE	**238 228**	**-150 015**	**88 213**	**244 255**	**-153 973**	**90 282**

Les autres immobilisations incorporelles sont présentées ci-dessous par nature :

(en milliers d'euros)	Ouverture			Variations		Clôture
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Droit au bail	7 427	-2 912	4 515	15	-95	4 435
Logiciels	213 311	-150 276	63 035	-16 584	4 304	50 755
Logiciels développés en interne	*102 309*	*-70 095*	*32 214*	*-14 971*	*-296*	*16 947*
Autres logiciels	*111002*	*-80 181*	*30 821*	*-1 613*	*4 600*	*33 808*
Autres	23 517	-785	22 732	10 531	-240	33 023
TOTAL	**244 255**	**-153 973**	**90 282**	**-6 038**	**3 969**	**88 213**

La rubrique «Autres» rassemble principalement les avances et acomptes sur immobilisations incorporelles.

7.2. PLACEMENTS FINANCIERS HORS UC

SYNTHESE

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Actifs évalués à la juste valeur	27 175 969	25 881 046
Actifs évalués au coût amorti	167 661	182 888
TOTAL	**27 343 630**	**26 063 934**

PLACEMENTS FINANCIERS PAR CATEGORIE – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	30 juin 2014				
	Coût amorti brut	Dépréciat°	Coût amorti net	Réévaluat°	Valeur au bilan
Actifs disponibles à la vente (AFS)					
Actions	518 200	-92 728	425 472	425 709	851 181
Obligations	19 907 259	-8 217	19 899 042	1 996 787	21 895 829
Opcvm	2 181 765	-77 316	2 104 449	109 280	2 213 729
Autres	1 328	-	1 328	-40	1 288
Sous-total	22 608 552	-178 261	22 430 291	2 531 736	24 962 027
Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)					
Actions	2 475		2 475	-2 475	-
Obligations	-		-	-	-
Opcvm	1 696		1 696	-518	1 178
Autres	-		-	-	-
Sous-total	4 171		4 171	-2 993	1 178
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)					
Actions	-		-	-	-
Obligations	177 419		177 419	24 979	202 398
Opcvm	1 360 282		1 360 282	650 084	2 010 366
Autres	-		-	-	-
Sous-total	1 537 701		1 537 701	675 063	2 212 764
Prêts	170 171	-5 255	164 916	2 745	167 661
TOTAL (hors Unités de Compte et immeubles)	**24 320 595**	**-183 516**	**24 137 079**	**3 206 551**	**27 343 630**
Actions	520 675	-92 728	427 947	423 234	851 181
Obligations	20 084 678	-8 217	20 076 461	2 021 766	22 098 227
Opcvm	3 543 743	-77 316	3 466 427	758 846	4 225 273
Prêts	170 171	-5 255	164 916	2 745	167 661
Autres	1 328	-	1 328	-40	1 288
TOTAL (hors Unités de Compte et immeubles)	**24 320 595**	**-183 516**	**24 137 079**	**3 206 551**	**27 343 630**

PLACEMENTS FINANCIERS PAR CATEGORIE – AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	31 déc. 2013				
	Coût amorti brut	Dépréciat°	Coût amorti net	Réévaluat°	Valeur au bilan
Actifs disponibles à la vente (AFS)					
Actions	535 446	-105 201	430 245	401 994	832 239
Obligations	19 748 934	-11 474	19 737 460	1 179 840	20 917 300
Opcvm	2 047 532	-98 506	1 949 026	100 619	2 049 645
Autres	1 328	-	1 328	-103	1 225
Sous-total	22 333 240	-215 181	22 118 059	1 682 350	23 800 409
Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)					
Actions	-		-	-	-
Obligations	-		-	-	-
Opcvm	9 835		9 835	282	10 117
Autres	-		-	-	-
Sous-total	9 835		9 835	282	10 117
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)					
Actions	-		-	-	-
Obligations	206 697		206 697	5 360	212 057
Opcvm	1 314 158		1 314 158	544 305	1 858 463
Autres	-		-	-	-
Sous-total	1 520 855		1 520 855	549 665	2 070 520
Prêts	185 349	-5 206	180 143	2 745	182 888
TOTAL (hors Unités de Compte et immeubles)	**24 049 279**	**-220 387**	**23 828 892**	**2 235 042**	**26 063 934**
Actions	535 446	-105 201	430 245	401 994	832 239
Obligations	19 955 631	-11 474	19 944 157	1 185 200	21 129 357
Opcvm	3 371 525	-98 506	3 273 019	645 206	3 918 225
Prêts	185 349	-5 206	180 143	2 745	182 888
Autres	1 328	-	1 328	-103	1 225
TOTAL (hors Unités de Compte et immeubles)	**24 049 279**	**-220 387**	**23 828 892**	**2 235 042**	**26 063 934**

ANALYSE DES MOUVEMENTS DES PLACEMENTS FINANCIERS – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	30 juin 2014					
	AFS	Trading	FVO	Prêts et Créances	Coût amorti	Total
Ouverture	23 800 409	10 117	2 070 520	182 888	-	26 063 934
Acquisitions	1 853 176	482	240 822	3 101	-	2 097 581
Cessions	-1 631 077	-9 170	-130 801	-10 817	-	-1 781 865
Variations de Juste Valeur	850 184	-241	28 986	-	-	878 929
Dépréciations	-1 179	-	-	-	-	-1 179
Reprises des dépréciations	38 051	-	-	3	-	38 054
Variations de périmètre	67 635	-	-	-8 641	-	58 994
Autres mouvements	-15 172	-10	3 237	1 127	-	-10 818
CLOTURE	**24 962 027**	**1 178**	**2 212 764**	**167 661**	**-**	**27 343 630**

Au 30 Juin 2014, les autres mouvements regroupent principalement les intérêts courus non échus.

La ligne « Variations du périmètre » correspond aux placements financiers de la MNPAF(67 M€). Elle enregistre également l'impact de l'annulation du compte courant d'OFI Holding chez Macif suite à l'intégration globale d'OFI Holding (-9 M€).

ANALYSE DES MOUVEMENTS DES PLACEMENTS FINANCIERS – AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	31 déc. 2013					
	AFS	Trading	FVO	Prêts et Créances	Coût amorti	Total
Ouverture	21 495 827	59 022	2 157 526	183 258	-	23 895 633
Acquisitions	6 086 952	903	244 265	42 207	-	6 374 327
Cessions	-3 656 820	-48 644	-422 100	-30 515	-	-4 158 079
Variations de Juste Valeur	-308 094	-1 164	30 175	-7	-	-279 090
Dépréciations	-9 302	-	52 608	1 761	-	45 067
Reprises des dépréciations	134 307	-	-	19	-	134 326
Variations de périmètre	55 635	-	146	235	-	56 016
Autres mouvements	1 904	-	7 900	-14 070	-	-4 266
CLOTURE	**23 800 409**	**10 117**	**2 070 520**	**182 888**	**-**	**26 063 934**

PLACEMENTS FINANCIERS PAR NIVEAU DE JUSTE VALEUR – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	30 juin 2014				
	Niveaux 1	Niveaux 2	Niveaux 3	Coût amorti	Total
Actifs disponibles à la vente (AFS)	22 988 165	1 352 577	621 285	-	24 962 027
Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)	1 178	-	-	-	1 178
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)	1 729 991	248 143	234 630	-	2 212 764
Prêts	-	-	-	167 661	167 661
TOTAL	**24 719 334**	**1 600 720**	**855 915**	**167 661**	**27 343 630**
Actions	666 353	-	184 828	-	851 181
Obligations	21 014 945	1 016 571	66 711	-	22 098 227
Opcvm	3 036 748	584 149	604 376	-	4 225 273
Prêts	-	-	-	167 661	167 661
Autres	1 288	-	-	-	1 288
TOTAL	**24 719 334**	**1 600 720**	**855 915**	**167 661**	**27 343 630**

PLACEMENTS FINANCIERS PAR NIVEAU DE JUSTE VALEUR – AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	31 déc. 2013				
	Niveaux 1	Niveaux 2	Niveaux 3	Coût amorti	Total
Actifs disponibles à la vente (AFS)	21 812 421	1 396 510	591 478	-	23 800 409
Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)	10 117	-	-	-	10 117
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)	1 603 525	249 655	217 340	-	2 070 520
Prêts	-	-	-	182 888	182 888
TOTAL	**23 426 063**	**1 646 165**	**808 818**	**182 888**	**26 063 934**
Actions	654 592	-	177 647	-	832 239
Obligations	20 057 421	1 005 225	66 711	-	21 129 357
Opcvm	2 712 826	640 940	564 460	-	3 918 226
Prêts	-	-	-	182 888	182 888
Autres	1 224	-	-	-	1 224
TOTAL	**23 426 063**	**1 646 165**	**808 818**	**182 888**	**26 063 934**

PLACEMENTS FINANCIERS PAR NIVEAU DE JUSTE VALEUR – ANALYSE DES MOUVEMENTS – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	30 juin 2014				
	Niveaux 1	Niveaux 2	Niveaux 3	Coût amorti	Total
Ouverture	23 426 064	1 646 165	808 818	182 887	26 063 934
Augmentation	1 496 930	51 233	546 317	3 101	2 097 581
Diminution	-1 124 405	-132 280	-514 363	-10 817	-1 781 865
Variations de Juste valeur	865 056	35 602	15 143	3	915 804
Variations de périmètre	65 645	-	-	-6 651	58 994
Transferts	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-9 956	-	-	-862	-10 818
CLOTURE	**24 719 334**	**1 600 720**	**855 915**	**167 661**	**27 343 630**

La ligne « Variations de périmètre » correspond aux placements financiers de la MNPAF. Elle enregistre également l'impact de l'annulation du compte courant d'OFI Holding chez Macif suite à l'intégration globale d'OFI Holding.

PLACEMENTS FINANCIERS PAR NIVEAU DE JUSTE VALEUR – ANALYSE DES MOUVEMENTS – AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	31 déc. 2013				
	Niveaux 1	Niveaux 2	Niveaux 3	Coût amorti	Total
Ouverture	21 682 125	1 402 988	627 262	183 258	23 895 633
Augmentation	4 570 970	637 763	1 123 387	42 207	6 374 327
Diminution	-2 741 080	-417 127	-971 115	-28 757	-4 158 079
Variations de Juste valeur	-189 574	66 624	23 232	21	-99 697
Variations de périmètre	55 781	-	-	235	56 016
Transferts	39 846	-45 879	6 033	-	-
Autres mouvements	7 996	1 796	19	-14 077	-4 266
CLOTURE	**23 426 064**	**1 646 165**	**808 818**	**182 887**	**26 063 934**

EVOLUTION DU RISQUE SOUVERAIN

Le tableau ci-dessous détaille l'exposition du groupe Macif au risque de crédit souverain des pays de la zone euro. Les titres d'emprunts d'Etat représentent 33,9% de la valeur au bilan des placements financiers des entreprises d'assurance. La part des pays périphériques ressort à 3,9%. Les variations de juste valeur sont les seuls mouvements intervenus au cours du 1er semestre 2014 pour les titres d'emprunt d'Etat des pays périphériques.

(en milliers d'euros et %)	30 juin 2014					
	Valeur brute	Correction de valeur	Valeur nette comptable	Réévaluation	Valeur au bilan	% Placements financiers
France	6 940 678	-70 949	6 869 729	760 111	7 629 841	27,9%
Allemagne	80 381	883	81 264	6 949	88 213	0,3%
Autriche	30 315	-86	30 229	4 906	35 135	0,1%
Belgique	366 303	-2 918	363 384	47 018	410 403	1,5%
Pays-Bas	52 404	-588	51 816	2 318	54 134	0,2%
Sous-total	**7 470 081**	**-73 659**	**7 396 422**	**821 302**	**8 217 724**	**30,1%**
Grèce	-	-	-	-	-	-
Italie	422 520	-15 765	406 755	39 890	446 645	1,6%
Portugal	177 123	3 654	180 778	24 100	204 878	0,7%
Espagne	50 315	-3 782	46 533	5 468	52 001	0,2%
Irlande	276 980	6 729	283 709	70 086	353 795	1,3%
Sous-total	**926 938**	**-9 164**	**917 775**	**139 544**	**1 057 318**	**3,9%**
Dettes souveraines	**8 397 019**	**-82 822**	**8 314 197**	**960 846**	**9 275 043**	**33,9%**
TOTAL Placements financiers	**24 320 595**	**-183 516**	**24 137 079**	**3 206 551**	**27 343 630**	
%	34,5%	45,1%	34,4%	30,0%	33,9%	

(en milliers d'euros et %)	31 déc. 2013					
	Valeur brute	Correction de valeur	Valeur nette comptable	Réévaluation	Valeur au bilan	% Placements financiers
France	6 973 359	-54 137	6 919 221	366 206	7 285 427	28,0%
Allemagne	80 381	822	81 203	6 739	87 942	0,3%
Autriche	30 315	-77	30 238	4 203	34 441	0,1%
Belgique	366 303	-1 862	364 441	23 461	387 901	1,5%
Pays-Bas	52 404	-555	51 849	2 702	54 551	0,2%
Sous-total	**7 502 762**	**-55 810**	**7 446 951**	**403 311**	**7 850 261**	**30,1%**
Grèce	-	-	-	-	-	-
Italie	422 520	-14 364	408 156	20 165	428 321	1,6%
Portugal	177 123	3 167	180 290	814	181 104	0,7%
Espagne	50 315	-3 536	46 779	2 298	49 077	0,2%
Irlande	276 980	5 749	282 729	47 259	329 988	1,3%
Sous-total	**926 939**	**-8 984**	**917 954**	**70 536**	**988 490**	**3,8%**
Dettes souveraines	**8 429 700**	**-64 793**	**8 364 905**	**473 847**	**8 838 751**	**33,9%**
TOTAL Placements financiers	**24 049 279**	**-220 387**	**23 828 892**	**2 235 042**	**26 063 934**	
%	**35,1%**	**29,4%**	**35,1%**	**21,2%**	**33,9%**	

Pour les pays périphériques, les emprunts d'Etat en portefeuille arriveront à échéance comme suit :

(en milliers d'euros et %)	30 juin 2014					
	Échéance 2014	Échéances 2015 - 2016	Échéances 2017 - 2018	Échéances 2019 - 2020	Échéances > 2020	Total
Grèce	-	-	-	-	-	-
Italie	31 100	71 664	154 697	5 773	183 411	446 645
Portugal	-	-	88 031	116 847	-	204 878
Espagne	-	-	34 247	-	17 754	52 001
Irlande	-	-	52 260	301 535	-	353 795
TOTAL	**31 100**	**71 664**	**329 235**	**424 155**	**201 165**	**1 057 318**
En %	**2,9%**	**6,8%**	**31,1%**	**40,1%**	**19,0%**	**100,0%**

(en milliers d'euros et %)	31 déc. 2013					
	Échéance 2014	Échéance 2015 - 2016	Échéance 2017 - 2018	Échéance 2019 - 2020	Autres > 2020	Total
Grèce	-	-	-	-	-	-
Italie	31 601	72 211	150 903	5 380	168 225	428 320
Portugal	-	-	80 432	100 673	-	181 105
Espagne	-	-	33 306	-	15 771	49 077
Irlande	-	-	49 948	280 040	-	329 988
TOTAL	**31 601**	**72 211**	**314 589**	**386 093**	**183 996**	**988 490**
En %	**3,2%**	**7,3%**	**31,8%**	**39,1%**	**18,6%**	**100,0%**

VARIATION DES DEPRECIATIONS DES PLACEMENTS FINANCIERS

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Ouverture	220 387	342 294
Dépréciations	1 443	14 798
Reprises suite à cessions ou remboursements	-34 956	-129 282
Reprises suite à revalorisations	-3 410	-7 423
Autres mouvements et variations de périmètre	52	-
CLOTURE	**183 516**	**220 387**

DEPRECIATIONS PAR NATURE DE PLACEMENTS FINANCIERS – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	30 juin 2014				
	Actions	Obligations	OPCVM	Prêts	TOTAL
Ouverture	105 201	11 474	98 506	5 206	220 387
Dépréciations	510	-	933	-	1 443
Reprises suite à cessions ou remboursements	-12 983	-3 257	-22 123	-3	-38 366
Variations de périmètre	-	-	-	52	52
Autres mouvements	-	-	-	-	-
CLOTURE	**92 728**	**8 217**	**77 316**	**5 255**	**183 516**

DEPRECIATIONS PAR NATURE DE PLACEMENTS FINANCIERS – AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	31 déc. 2013				
	Actions	Obligations	OPCVM	Prêts	TOTAL
Ouverture	113 489	16 405	205 414	6 986	342 294
Dépréciations	798	8	13 625	367	14 798
Reprises aux amortissements et dépréciations	-9 086	-4 939	-120 533	-2 147	-136 705
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-
CLOTURE	**105 201**	**11 474**	**98 506**	**5 206**	**220 387**

7.3. PLACEMENTS FINANCIERS EN UNITES DE COMPTE

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Actions	-	-
Obligations	-	-
Parts d'Opcvm	163 115	150 134
Autres	-	-
TOTAL	**163 115**	**150 134**

Les placements financiers en Unités de Compte sont valorisés à la juste valeur.

7.4. EMPLOIS DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES

SYNTHESE

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Emplois des activités du secteur bancaire		
Actifs évalués à la juste valeur	-	-
Actifs évalués au coût amorti	-	-
Sous-total	**-**	**-**
Placements des autres activités		
Actifs évalués à la juste valeur	81 683	38 219
Actifs évalués au coût amorti	215 324	173 941
Sous-total	**297 007**	**212 160**
TOTAL	**297 007**	**212 160**

PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES PAR CATEGORIE – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	30 juin 2014				
	Coût amorti brut	Dépréciat°	Coût amorti net	Réévaluat°	Valeur au bilan
Actifs disponibles à la vente (AFS)					
Actions	409	-12 584	-12 175	3 083	-9 092
Obligations	13 410	-1 631	11 779	127	11 906
Opcvm	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
Sous-total	**13 819**	**-14 215**	**-396**	**3 210**	**2 814**
Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)					
Actions	39 945		39 945	-	39 945
Obligations	-		-	-	-
Opcvm	37 736		37 736	1 188	38 924
Autres	-		-	-	-
Sous-total	**77 681**		**77 681**	**1 188**	**78 869**
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)					
Actions	-		-	-	-
Obligations	-		-	-	-
Opcvm	-		-	-	-
Autres	-		-	-	-
Sous-total	**-**		**-**	**-**	**-**
Prêts	**67 055**	**-1 721**	**65 334**	**-**	**65 334**
Immeubles de placement	**207 083**	**-57 093**	**149 990**	**-**	**149 990**
TOTAL	**365 638**	**-73 029**	**292 609**	**4 398**	**297 007**
Actions	40 354	-12 584	27 770	3 083	30 853
Obligations	13 410	-1 631	11 779	127	11 906
Opcvm	37 736	-	37 736	1 188	38 924
Autres	-	-	-	-	-
Dérivés	-	-	-	-	-
Prêts	67 055	-1 721	65 334	-	65 334
Immeubles de placement	207 083	-57 093	149 990	-	149 990
TOTAL	**365 638**	**-73 029**	**292 609**	**4 398**	**297 007**

PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES PAR CATEGORIE – AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	31 déc. 2013				
	Coût amorti brut	Dépréciat°	Coût amorti net	Réévaluat°	Valeur au bilan
Actifs disponibles à la vente (AFS)					
Actions	108	-7 280	-7 172	3 142	-4 030
Obligations	13 141	-1 860	11 281	555	11 836
Opcvm	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
Sous-total	**13 249**	**-9 140**	**4 109**	**3 697**	**7 806**
Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)					
Actions	16 249		16 249	-	16 249
Obligations	-		-	-	-
Opcvm	14 158		14 158	6	14 164
Autres	-		-	-	-
Sous-total	**30 407**		**30 407**	**6**	**30 413**
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)					
Actions	-		-	-	-
Obligations	-		-	-	-
Opcvm	-		-	-	-
Autres	-		-	-	-
Sous-total	**-**		**-**	**-**	**-**
Prêts	**49 886**	**-1 721**	**48 165**	**-**	**48 165**
Immeubles de placement	**185 121**	**-59 345**	**125 776**	**-**	**125 776**
TOTAL	**278 663**	**-70 206**	**208 457**	**3 703**	**212 160**
Actions	16 357	-7 280	9 077	3 142	12 219
Obligations	13 141	-1 860	11 281	555	11 836
Opcvm	14 158	-	14 158	6	14 164
Autres	-	-	-	-	-
Dérivés	-	-	-	-	-
Prêts	49 886	-1 721	48 165	-	48 165
Immeubles de placement	185 121	-59 345	125 776	-	125 776
TOTAL	**278 663**	**-70 206**	**208 457**	**3 703**	**212 160**

PLACEMENTS IMMOBILIERS DES AUTRES ACTIVITES – SYNTHESE

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Valeur brute	207 083	185 121
Amortissements et dépréciations	-57 093	-59 345
Valeur nette comptable	**149 990**	**125 776**
Valeur de marché	304 940	301 913
Plus-values latentes	**154 950**	**176 137**

PLACEMENTS IMMOBILIERS DES AUTRES ACTIVITES – MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

(en milliers d'euros)	30 juin 2014			31 déc. 2013		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Ouverture	185 121	-59 345	125 776	166 080	-65 546	100 534
Augmentation	35 917	-10 318	25 599	22 303	-28 387	-6 084
Diminution	-14 230	12 802	-1 428	-21 113	38 428	17 315
Autres mouvements	275	-232	43	17 851	-3 840	14 011
CLOTURE	**207 083**	**-57 093**	**149 990**	**185 121**	**-59 345**	**125 776**

DEPRECIATIONS DES PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES

(en milliers d'euros)	30 juin 2014			31 déc. 2013		
	Placements immobiliers	Placements financiers	Total	Placements immobiliers	Placements financiers	Total
Ouverture	-59 345	-10 861	-70 206	-65 546	-9 474	-75 020
Dotations aux amortissements	-10 318	-	-10 318	-28 387	-	-28 387
Dépréciations	-	-249	-249	-	-1 353	-1 353
Reprises suite à cessions ou remboursements	12 802	-	12 802	38 428	-	38 428
Reprises suite à revalorisations	-	-	-	-	70	70
Autres mouvements	-232	-4 826	-5 058	-3 840	-104	-3 944
CLOTURE	**-57 093**	**-15 936**	**-73 029**	**-59 345**	**-10 861**	**-70 206**

7.5. INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

MOUVEMENTS – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	01 janv. 2014	Dividendes	Variation de périmètre	Variation de la réserve de réévaluation	Autres mouvements	Quote part de résultat 30 juin 2014	30 juin. 2014
Groupe IMA	31 312	-	-	24	12	1 148	32 497
ALTIMA	5 683	-	-	-	-867	-2 648	2 169
BPCE Assurances	134 027	-3 343	-	3 670	-	8 838	143 192
SOCRAM Banque	67 521	-1 176	-	-	-	2 031	68 376
SCI Galvani	6 342	-	-	-	-	296	6 638
Axe France	42 576	-879	520	-	-	751	42 968
Groupe Ofi Holding	23 863	-	-27 079	-	-	3 216	-
IME	-	-	48 836	751	-	1 624	51 211
TOTAL	**311 324**	**-5 398**	**22 278**	**4 446**	**-854**	**15 256**	**347 052**

Le groupe OFI est consolidé par intégration globale à compter du 30 juin 2014. Le résultat du 1er semestre 2014 a fait l'objet d'un retraitement visant à distinguer :

- Le résultat lié à l'exploitation, présenté sur la ligne « quote- part de résultat dans les entreprises associées »
- Le résultat de la restructuration, présenté dans la rubrique « produits financiers ».

MOUVEMENTS - AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	01 janv. 2013	Dividendes	Variation de périmètre	Variation de la réserve de réévaluation	Autres mouvements	Quote part de résultat 31 déc 2013	31 déc. 2013
Groupe IMA	27 935	-	-4	-7	64	3 324	31 312
ALTIMA	7 871	-	-	-	-	-2 188	5 683
BPCE Assurances	126 846	-3 039	-	-99	-	10 319	134 027
SCI Galvani	-	-	7 000	-	-201	-457	6 342
SOCRAM Banque	65 641	-1 176	-	-	-	3 056	67 521
Axe France	-	-	40 456	-	609	1 511	42 576
Groupe OFI Holding	23 538	2 236	263	226	-	-2 400	23 863
TOTAL	**251 831**	**-1 979**	**47 715**	**120**	**472**	**13 165**	**311 324**

7.6. PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS

DETAIL PAR CONTRAT ET PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	30 juin 2014				
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
Provisions d'assurance vie	-	-	2 662	-	2 662
Provisions pour cotisations non acquises	66 097	-	-	-	66 097
Provisions pour sinistres à payer	544 742	551	25 980	-	571 273
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	33 971	-	33 971
CONTRATS D'ASSURANCE	610 839	551	62 613	-	674 003
Provisions techniques vie	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres à payer	-	-	-	-	-
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
CONTRATS FINANCIERS AVEC PARTICIPATION DISCRETIONNAIRE	-	-	-	-	-
Provisions techniques vie	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres à payer	-	-	-	-	-
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
CONTRATS FINANCIERS SANS PARTICIPATION DISCRETIONNAIRE	-	-	-	-	-
CONTRATS EN UNITES DE COMPTE	-	-	-	-	-
TOTAL	**610 839**	**551**	**62 613**	**-**	**674 003**

DETAIL PAR CONTRAT ET PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	31 déc. 2013				
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
Provisions d'assurance vie	-	-	1 562	-	1 562
Provisions pour cotisations non acquises	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres à payer	458 662	551	26 001	-	485 214
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	32 169	-	32 169
CONTRATS D'ASSURANCE	458 662	551	59 732	-	518 945
Provisions techniques vie	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres à payer	-	-	-	-	-
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
CONTRATS FINANCIERS AVEC PARTICIPATION DISCRETIONNAIRE	-	-	-	-	-
Provisions techniques vie	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres à payer	-	-	-	-	-
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
CONTRATS FINANCIERS SANS PARTICIPATION DISCRETIONNAIRE	-	-	-	-	-
CONTRATS EN UNITES DE COMPTE	-	-	-	-	-
TOTAL	**458 662**	**551**	**59 732**	**-**	**518 945**

MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

(en milliers d'euros)	Contrats d'assurance	Contrats financiers		Contrats en UC	Total
		Avec Part. Discret.	Sans Part. Discret.		
Ouverture	518 945	-	-	-	518 945
Augmentation	651 386	-	-	-	651 386
Diminution	-496 343	-	-	-	-496 343
Autres mouvements	15	-	-	-	15
CLOTURE	**674 003**	**-**	**-**	**-**	**674 003**

7.7. IMMEUBLES D'EXPLOITATION ET AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

REPARTITION PAR NATURE

(en milliers d'euros)	30 juin 2014			31 déc. 2013		
	Brut	Dépréciat°	Net	Brut	Dépréciat°	Net
Biens pris en crédit-bail	42 000	-4 018	37 982	42 000	-3 724	38 276
Immeubles d'exploitation	388 481	-125 338	263 143	386 058	-117 959	268 099
Autres immobilisations corporelles	259 146	-174 934	84 212	257 458	-174 880	82 578
TOTAL	**689 627**	**-304 290**	**385 337**	**685 516**	**-296 563**	**388 953**

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	30 juin 2014				
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
Biens pris en crédit-bail	37 982	-	-	-	37 982
Immeubles d'exploitation	261 287	-	1 856	-	263 143
Autres immobilisations corporelles	74 988	774	7 228	1 222	84 212
TOTAL	**374 257**	**774**	**9 084**	**1 222**	**385 337**

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	31 déc. 2013				
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
Biens pris en crédit-bail	38 276	-	-	-	38 276
Immeubles d'exploitation	265 408	-	2 691	-	268 099
Autres immobilisations corporelles	72 674	830	9 074	-	82 578
TOTAL	**376 358**	**830**	**11 765**	**-**	**388 953**

7.8. FRAIS D'ACQUISITION REPORTES

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE

(en milliers d'euros)	30 juin 2014			31 déc. 2013		
	Brut	Dépréciat°	Net	Brut	Dépréciat°	Net
Dommages	134 560	-	134 560	90 837	-	90 837
Finance/Épargne	125 250	-	125 250	119 731	-	119 731
Santé/Prévoyance	315	-	315	601	-	601
Autres	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**260 125**	**-**	**260 125**	**211 169**	**-**	**211 169**

MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

(en milliers d'euros)	30 juin 2014				31 déc. 2013			
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
Ouverture	90 837	119 731	601	211 169	87 046	111 205	638	198 889
Dotations de l'exercice	43 723	21 018	315	65 056	3 969	41 365	601	45 935
Amortissements de l'exercice	-	-15 499	-601	-16 100	-178	-32 839	-638	-33 655
Pertes de valeurs constatées	-	-	-	-	-	-	-	-
Reprises de pertes de valeurs	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-	-
CLOTURE	**134 560**	**125 250**	**315**	**260 125**	**90 837**	**119 731**	**601**	**211 169**

7.9. IMPOTS DIFFERES (ACTIF ET PASSIF)

DETAIL DES IMPOTS DIFFERES

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Provision d'égalisation	-244	-244
Mise en juste valeur des placements	-12 302	-5 237
Frais d'acquisition reportés	-109	-207
Participation aux bénéfices différée	-	-
Déficits ordinaires	-	-
Autres	13 131	12 941
Impôts différés ACTIF	**476**	**7 253**
Provision d'égalisation	8 291	8 196
Mise en juste valeur des placements	760 285	457 148
Frais d'acquisition reportés	84 137	67 249
Participation aux bénéfices différée	-528 403	-319 714
Déficits ordinaires	-	-
Autres	-48 600	-35 333
Impôts différés PASSIF	**275 709**	**177 547**

MODALITES DE CONSTATATION DES IMPOTS DIFFERES

(en milliers d'euros)	30 juin 2014			31 déc. 2013		
	Impôts différés Actif (IDA)	Impôts différés Passif (IDP)	Impôts différés Nets	Impôts différés Actif (IDA)	Impôts différés Passif (IDP)	Impôts différés Nets
Imputation sur le compte de résultat	-943	14 888	-15 830	-9 262	22 605	-31 867
Imputation sur la réserve de réévaluation	-22 164	281 335	-303 499	-16 140	194 851	-210 991
Imputation sur les autres réserves	23 584	-20 513	44 096	32 655	-39 909	72 564
TOTAL	**476**	**275 709**	**-275 233**	**7 253**	**177 547**	**-170 294**

7.10. ACTIFS ET PASSIFS DESTINES A LA VENTE

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013			
	Total	Immeuble Bruges Fieuzal	Immeuble Aix Techindus	Immeuble de Strasbourg	Total
Immobilier de placement (net des dépréciations)	-	746	1 379	359	2 484
Autres créances	-	-	-	-	-
Actifs destinés à la vente	**-**	**746**	**1 379**	**359**	**2 484**
Autres dettes de financement	-	-	-	-	-
Autres dettes	-	-	-	-	-
Passifs des activités destinées à être cédées	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

7.11. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

DETAIL PAR NATURE

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Disponibilités et soldes bancaires	227 901	257 896
Titres de transaction à moins de 3 mois	2 777 883	284 070
Opcvm monétaires	1 427 540	755 090
TOTAL	**4 433 324**	**1 297 056**

Les titres de transaction à moins de trois mois comprennent les mises en pension pour un montant de 2 478 134 K€.

DETAIL PAR VALORISATION – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	30 juin 2014					
	AFS	Trading	FVO	Prêts et créances	Coût amorti	Total
Disponibilités et soldes bancaires	-	-	-	-	227 901	227 901
Titres de transaction à moins de 3 mois	-	2 777 883	-	-	-	2 777 883
Opcvm monétaires	-	-	1 427 540	-	-	1 427 540
TOTAL	**-**	**2 777 883**	**1 427 540**	**-**	**227 901**	**4 433 324**

DETAIL PAR VALORISATION – AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	31 déc. 2013					
	AFS	Trading	FVO	Prêts et créances	Coût amorti	Total
Disponibilités et soldes bancaires	-	-	-	-	257 896	257 896
Titres de transaction à moins de 3 mois	-	284 070	-	-	-	284 070
Opcvm monétaires	-	-	755 090	-	-	755 090
TOTAL	**-**	**284 070**	**755 090**	**-**	**257 896**	**1 297 056**

7.12. CAPITAUX PROPRES

MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

(en milliers d'euros)	Fonds d'établis.	Primes	Réserve de réévaluation	Autres réserves	Autres Eléments du Résultat Global	Résultats cumulés	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres Groupe
Situation à la clôture 31 décembre 2011 avec impacts IAS 19	**227 642**	**-**	**134 127**	**1 251 315**	**3 369**	**233 747**	**60 404**	**1 910 604**
Droits d'adhésion	4 607	-	-	-	-	-	-	4 607
Variations de périmètre	229	-	493	11 717	-	-	-	12 439
Affectation du résultat N-1	-	-	-	-	-	60 404	-60 404	-
Ecarts actuariels sur Passifs Sociaux	-	-	-	-	-3 772	-	-	-3 772
Autres variations	-	-	319 329	-1 422	1 299	-	-	319 206
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	124 846	124 846
Situation à la clôture 31 décembre 2012	**232 478**	**-**	**453 949**	**1 261 610**	**896**	**294 151**	**124 846**	**2 367 930**
Droits d'adhésion	4 730	-	-	-	-	-	-	4 730
Variations de périmètre	3 049	-	2 173	39 402	-	-	-	44 624
Affectation du résultat N-1	-	-	-	-	-	124 846	-124 846	-
Ecarts actuariels sur Passifs Sociaux	-	-	-	-	-6 286	-	-	-6 286
Autres variations	-	-	-47 555	16 918	1 006	-	-	-29 631
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	128 059	128 059
Situation à la clôture 31 décembre 2013	**240 257**	**-**	**408 567**	**1 317 930**	**-4 384**	**418 997**	**128 059**	**2 509 426**
Droits d'adhésion	2 256	-	-	-	-	-	-	2 256
Variations de périmètre	1 800	-	3 394	79 049	-	-	-	84 242
Affectation du résultat N-1	-	-	-	-	-	128 059	-128 059	-
Ecarts actuariels sur Passifs Sociaux	-	-	-	-	-12 040	-	-	-12 040
Autres variations	-	-	178 657	3 406	4 144	-	-	186 207
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	140 351	140 351
Situation à la clôture 30 juin 2014	**244 313**	**-**	**590 617**	**1 400 386**	**-12 280**	**547 056**	**140 351**	**2 910 443**

Les provisions d'égalisation destinées à couvrir les fluctuations de sinistralité sur le long terme sont éliminées en application d'IFRS 4. Au 30 juin 2014, elles restent stables à 24 789 K€ contre 24 514 K€ au 31 décembre 2013. Après prise en compte de l'impôt différé, l'impact net de l'annulation des provisions d'égalisation ressort à 16 255 K€ au 30 juin 2014 contre 16 089 K€ au 31 décembre 2013.

La colonne « Autres éléments du résultat Global » indique les impacts de l'application de la norme IAS 19 révisée, à savoir au 30 juin 2014 : prise en compte des écarts actuariels sur Passifs Sociaux (-12 040 K€), et des impôts différés correspondants (+4 144 K€).

DETAIL DU FONDS D'ETABLISSEMENT

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
MACIF	232 006	229 750
MACIF-MUTUALITE	7 000	7 000
SMIP	229	229
MNFCT	229	229
MPIBM	3 049	3 049
MNPAF	1 800	-
TOTAL	**244 313**	**240 257**

DETAIL DES AUTRES RESERVES GROUPE

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Réserve légale	-	-
Réserve de réévaluation	590 617	408 567
Réserves ordinaires	1 093 091	1 024 018
Autres réserves consolidées	842 071	708 525
TOTAL	**2 525 779**	**2 141 110**

IMPACT DE LA VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DANS LA RESERVE DE REEVALUATION

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Mise en juste valeur des placements	844 234	-323 538
Participation aux bénéfices différée	-578 575	281 102
Impôts différés	-90 728	-5 910
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	4 447	121
Variations de périmètre	3 394	1 753
TOTAL	**182 772**	**-46 472**
Intérêts minoritaires	721	-1 119
Part du Groupe	**182 050**	**-45 353**

DETAIL DE LA RESERVE DE REEVALUATION GROUPE

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Ouverture	408 567	453 949
Incidence des transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées	-13 091	-35 930
Réévaluation à la juste valeur par les réserves	191 747	-11 596
Impact des variations de périmètre et autres variations	3 394	2 144
CLOTURE	**590 617**	**408 567**

CONTRIBUTION DES ENTITES CONSOLIDEES SANS LIEN CAPITALISTIQUE

Plusieurs entités présentes au sein du périmètre de consolidation sont des mutuelles relevant du Code de la Mutualité. En l'absence de lien en capital, elles entretiennent avec Macif des relations économiques étroites fondées :

- soit sur un accord prévoyant une direction commune ou des services communs pour engendrer un comportement commercial, technique ou financier commun ;
- soit des liens de réassurance importants et durables en vertu de dispositions contractuelles, statutaires ou réglementaires.

La contribution de ces entités aux fonds propres du groupe MACIF est détaillée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
MACIF-MUTUALITE	339 325	311 581
SMIP	65 242	63 216
MNFCT	13 348	13 366
AMP	-5 258	-5 410
MPIBM	43 729	44 509
MNPAF	73 737	-
CLOTURE	**530 123**	**427 262**

INTERETS MINORITAIRES – ANALYSE DES MOUVEMENTS

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Ouverture	34 896	36 906
Variations de périmètre	37 695	-3 943
Variations de la réserve de réévaluation	721	-699
Dividendes	21	-1 438
Résultat de l'exercice	1 600	3 870
Variations des autres réserves	-7	200
CLOTURE	**74 926**	**34 896**

INTERETS MINORITAIRES – DETAIL PAR SOCIETE

(en milliers d'euros)	30 juin 2014			31 déc. 2013		
	Réserves	Résultat	Total	Réserves	Résultat	Total
FONCIERE DE LUTECE	4 462	93	4 555	4 335	127	4 462
MUTAVIE	18 444	575	19 019	25 222	1 756	26 978
MACIF GESTION	-741	741	-	1 202	1 552	2 754
SECURIMUT	847	223	1 070	331	522	853
OFI AM	10 940	-	10 940	-	-	-
OFI HOLDING	39 543	-	39 543	-	-	-
Autres sociétés	-169	-32	-201	-64	-87	-151
TOTAL	**73 326**	**1 600**	**74 926**	**31 026**	**3 870**	**34 896**

7.13. DETTES DE FINANCEMENT

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	30 juin 2014				
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
Titres subordonnés à durée indéterminée	158 906	-	-	-	158 906
Titres subordonnés remboursables	406 871	41 076	-	-	447 947
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	565 777	41 076	-	-	606 853
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-
Autres dettes représentées par des titres	-	-	-	-	-
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	147 171	1 098	7 483	268	156 020
Autres dettes de financement	704 183	1 779 934	519	-	2 484 636
TOTAL	**1 417 131**	**1 822 108**	**8 002**	**268**	**3 247 509**

Au 30 juin 2014, les autres dettes de financement comprennent les mises en pensions pour un montant de 2 459 048 K€.

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	31 déc. 2013				
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
Titres subordonnés à durée indéterminée	155 340	-	-	-	155 340
Titres subordonnés remboursables	420 158	40 136	-	-	460 294
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	575 498	40 136	-	-	615 634
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-
Autres dettes représentées par des titres	-	-	-	-	-
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	152 835	583	7 259	-	160 677
Autres dettes de financement	2 335	3 881	499	-	6 715
TOTAL	**730 668**	**44 600**	**7 758**	**-**	**783 026**

REPARTITION PAR ECHEANCE – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	30 juin 2014			
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Titres subordonnés à durée indéterminée	6 336	-	152 570	158 906
Titres subordonnés remboursables	47 947	-	400 000	447 947
Emprunts subordonnés	-	-	-	-
Dettes subordonnées	54 283	-	552 570	606 853
Titres de créances négociables	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par des titres	-	-	-	-
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	15 253	93 698	47 069	156 020
Autres dettes de financement	2 479 445	5 191	-	2 484 636
TOTAL	**2 548 981**	**98 889**	**599 639**	**3 247 509**

REPARTITION PAR ECHEANCE – AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	31 déc. 2013			
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Titres subordonnés à durée indéterminée	2 770	-	152 570	155 340
Titres subordonnés remboursables	60 294	-	400 000	460 294
Emprunts subordonnés	-	-	-	-
Dettes subordonnées	63 064	-	552 570	615 634
Titres de créances négociables	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par des titres	-	-	-	-
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	11 263	127 453	21 961	160 677
Autres dettes de financement	2 833	3 882	-	6 715
TOTAL	**77 160**	**131 335**	**574 531**	**783 026**

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	Ouverture	Emission	Variation de périmètre	Amort.	Autres variations	Clôture
Titres subordonnés à durée indéterminée	155 340	-	-	-	3 566	158 906
Titres subordonnés remboursables	460 294	-	-	-	-12 347	447 947
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	615 634	-	-	-	-8 781	606 853
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-
Autres dettes représentées par des titres	-	-	-	-	-	-
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	160 677	1 456	268	-7 187	806	156 020
Autres dettes de financement	6 715	2 477 921	-	-	-	2 484 636
TOTAL	**783 026**	**2 479 377**	**268**	**-7 187**	**-7 975**	**3 247 509**

Au 30 juin 2014, la colonne « Emission » traduit l'impact des mises en pension.

La colonne « Autres variations » enregistre principalement les mouvements liés aux intérêts courus et non échus.

JUSTE VALEUR DE LA DETTE DE FINANCEMENT

(en milliers d'euros)	30 juin 2014			31 déc. 2013		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart
Dettes subordonnées	606 853	616 919	10 066	615 634	590 135	-25 499
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	156 020	156 020	-	160 677	160 677	-
Autres dettes de financement	2 484 636	2 484 636	-	6 715	6 715	-
TOTAL	**3 247 509**	**3 257 575**	**10 066**	**783 026**	**757 527**	**-25 499**

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DERIVES PASSIF ADOSSES A LA DETTE DE FINANCEMENT

(en milliers d'euros)	30 juin 2014			31 déc. 2013		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart
Instruments dérivés passif sur…						
Dettes subordonnées	4 061	4 061	-	2 100	2 100	-
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	2 574	2 574	-	1 950	1 950	-
Autres dettes de financement	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**6 635**	**6 635**	**-**	**4 050**	**4 050**	**-**

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DERIVES ACTIF ADOSSES A LA DETTE DE FINANCEMENT

(en milliers d'euros)	30 juin 2014			31 déc. 2013		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart
Instruments dérivés actif sur…						
Dettes subordonnées	8 202	8 202	-	5 446	5 446	-
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	-	-	-	-	-	-
Autres dettes de financement	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**8 202**	**8 202**	**-**	**5 446**	**5 446**	**-**

INFORMATIONS RELATIVES AUX DETTES DE FINANCEMENT – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	MACIF		MUTAVIE	SIEM		AUTRES	TOTAL
Nature	Titre subordonné perpétuel	Titre subordonné remboursable	Titre subordonné remboursable	Emprunt bancaire	Emprunt bancaire		
Date d'émission	20 avr 05	08 mars 2013 et 26 juin 2013	24 déc 09	14 déc 04	09 juil 12		
Durée	Durée perpétuelle mais option de remboursement anticipé à compter du 20 juillet 2015	10 ans	5 ans	12 ans	5 ans		
Devise	Euro	Euro	Euro	Euro	Euro		
Montant	150 000	400 000	150 000	80 000	60 000 * (* autorisation jusqu'à 90 000)		
Nombre de titres	150 000	4 000	150 000 (avant intragroupe)				
Nominal	1	100	1				
Taux nominal	Taux fixe de 4,625% jusqu'au 20 juillet 2015 puis EURIBOR 3 mois + 200pb	5,50%	4,74%	4,05%	Euribor 3 mois de 0,549%		
Taux d'intérêt effectif		5,37%	4,74%	4,079%	2,604%		
Prix de remboursement	Nominal	Nominal	Nominal				
Frais d'émission	1 709	1 091	Néant	Néant	Néant		
Amortissement		Remboursement au pair le 08 mars 2023	Remboursement au pair le 24 déc 2014	Trimestrialités constantes de 528 K€	Remboursement au pair le 09 juillet 2017		
Dérivés associés	3 swaps emprunteur taux fixe et 3 swaps emprunteur taux variable de 50 000K€ chacun				1 swap emprunteur taux fixe de 63 000k€		
VALEUR AU BILAN	**156 336**	**406 871**	**41 076**	**20 190**	**60 000**	**2 563 036**	**3 247 509**

La colonne « Autres » comprend les mises en pension pour un montant de 2 478 134 K€ ainsi que les emprunts souscrits auprès des entreprises du secteur bancaire non détaillés dans les colonnes précédentes.

INFORMATIONS RELATIVES AUX DETTES DE FINANCEMENT – AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	MACIF		MUTAVIE	SIEM		AUTRES	TOTAL
Nature	Titre subordonné perpétuel	Titre subordonné remboursable	Titre subordonné remboursable	Emprunt bancaire	Emprunt bancaire		
Date d'émission	20 avr 05	08 mars 2013 et 26 juin 2013	24 déc 09	14 déc 04	09 juil 12		
Durée	Durée perpétuelle mais option de remboursement anticipé à compter 20 juillet 2015	10 ans	5 ans	12 ans	5 ans		
Devise	Euro	Euro	Euro	Euro	Euro		
Montant	150 000	400 000	150 000	80 000	60 000 * (* autorisation jusqu'à 90 000)		
Nombre de titres	150 000	4 000	150 000 (avant intragroupe)				
Nominal	1	100	1				
Taux nominal	Taux fixe de 4,625% jusqu'au 20 juillet 2015 puis EURIBOR 3 mois + 200pb	5,50%	4,74%	4,05%	Euribor 3 mois de 0,549%		
Taux d'intérêt effectif		5,37%	4,74%	4,079%	2,604%		
Prix de remboursement	Nominal	Nominal	Nominal				
Frais d'émission	1 709	1 091	Néant	Néant	Néant		
Amortissement		Remboursement au pair le 08 mars 2023	Remboursement au pair le 24 déc 2014	Trimestrialités constantes de 528 K€	Remboursement in fine le 09 juillet 2017		
Dérivés associés	3 swaps emprunteur taux fixe et 3 swaps emprunteur taux variable de 50 000 K€ chacun				1 swap emprunteur taux fixe de 63 000 K€		
VALEUR AU BILAN	**152 770**	**420 158**	**40 136**	**24 590**	**60 000**	**85 372**	**783 026**

La colonne « Autres » comprend principalement un emprunt contracté par la SNC Paranjou pour un montant de 56 422 K€.

7.14. PASSIFS TECHNIQUES RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE

REPARTITION PAR NATURE ET PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	30 juin 2014				
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
Provisions d'assurance vie	-	18 209 861	204 579	-	18 414 440
Provisions pour cotisations non acquises	2 032 405	-	199 474	-	2 231 879
Provisions pour sinistres à payer	4 229 059	73 878	166 259	-	4 469 197
Provisions pour participation aux bénéfices	2 334	390 310	37 772	-	430 415
Autres provisions techniques	1 339 349	-	181 428	-	1 520 777
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	7 603 147	18 674 049	789 512	-	27 066 708
Passifs relatifs aux contrats d'assurance en Unités de Compte	-	160 228	-	-	160 228
TOTAL	**7 603 147**	**18 834 277**	**789 512**	**-**	**27 226 936**

REPARTITION PAR NATURE ET PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	31 déc. 2013				
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
Provisions d'assurance vie	-	17 850 035	158 409	-	18 008 444
Provisions pour cotisations non acquises	767 380	-	4 522	-	771 902
Provisions pour sinistres à payer	4 062 717	64 973	150 133	-	4 277 823
Provisions pour participation aux bénéfices	2 147	267 136	34 855	-	304 138
Autres provisions techniques	1 273 983	16	175 375	-	1 449 374
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	6 106 227	18 182 160	523 294	-	24 811 681
Passifs relatifs aux contrats d'assurance en Unités de Compte	-	150 134	-	-	150 134
TOTAL	**6 106 227**	**18 332 294**	**523 294**	**-**	**24 961 815**

REPARTITION PAR CATEGORIE

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
VIE - Contrats collectifs	49 348	47 536
VIE - Contrats individuels	18 616 889	18 127 355
DECES - Contrats collectifs	221 415	177 128
DECES - Contrats individuels	22 045	20 467
Automobile	4 946 984	4 054 244
Responsabilité civile	7 715	9 147
Dommages aux biens	1 217 423	893 471
Dommages corporels	1 526 598	1 132 198
Autres	458 291	350 136
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	27 066 708	24 811 681
Passifs relatifs aux contrats d'assurance en Unités de Compte	160 228	150 134
TOTAL	**27 226 936**	**24 961 815**

REPARTITION DES PASSIFS TECHNIQUES NETS DE REASSURANCE

(en milliers d'euros)	30 juin 14			31 déc 13		
	Brut	Réass.	Net	Brut	Réass.	Net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	27 066 708	674 003	26 392 705	24 811 681	518 945	24 292 736
Passifs relatifs aux contrats d'assurance en Unités de Compte	160 228	-	160 228	150 134	-	150 134
TOTAL	**27 226 936**	**674 003**	**26 552 933**	**24 961 815**	**518 945**	**24 442 870**

MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

(en milliers d'euros)	Provisions assurance vie	Provisions cotisations non acquises	Provisions pour sinistres à payer	Provisions participation aux bénéfices	Autres	Total
Ouverture	18 008 446	771 903	4 277 820	304 138	1 449 374	24 811 681
Charges des provisions d'assurance	273 146	1 459 976	170 268	3 102	71 401	1 977 893
Variations de périmètre	-	-	21 112	-	-	21 112
Intérêts techniques et participation aux résultats	130 658	-	-	123 979	-	254 637
Utilisation de la provision pour participation aux bénéfices	805	-	-	-805	-	-
Autres mouvements	1 385	-	-	-	-	1 385
CLOTURE	**18 414 440**	**2 231 879**	**4 469 200**	**430 414**	**1 520 775**	**27 066 708**

7.15. PARTICIPATION AUX BENEFICES DIFFEREE

DETAIL DE LA PARTICIPATION AUX BENEFICES DIFFEREE

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Participation aux bénéfices différée active	-	-
Participation aux bénéfices différée passive	1 582 757	961 686
TOTAL	**-1 582 757**	**-961 686**

Le taux de participation différée sur les mises en juste valeur est égal à 95% pour tous les portefeuilles de placements dédiés à l'activité Epargne et 100% pour ceux dédiés à la gestion des indemnités de fin de carrière (IFC).

DETAIL DES MOUVEMENTS – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	PB* différée Active	PB* différée Passive	PB* différée Nette
Ouverture	-	961 686	-961 686
Variation des plus ou moins-values latentes liées aux évolutions du marché	-	642 368	-642 368
Variation des dépréciations	-	16 880	-16 880
Réalisation des plus ou moins-values latentes présentes à l'ouverture	-	-42 391	42 391
Changement des hypothèses de calcul	-	-	-
Autres variations**	-	4 214	-4 214
CLOTURE	**-**	**1 582 757**	**-1 582 757**

** PB : Participation aux bénéfices*

*** Les autres variations correspondent aux variations des opérations de surcote/décote et aux annulations des opérations de vendus/achetés*

DETAIL DES MOUVEMENTS – AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	PB* différée Active	PB* différée Passive	PB* différée Nette
Ouverture	-	1 073 476	-1 073 476
Variation des plus ou moins-values latentes liées aux évolutions du marché	-	-81 757	81 757
Variation des dépréciations	-	66 991	-66 991
Réalisation des plus ou moins-values latentes présentes à l'ouverture	-	-110 421	110 421
Changement des hypothèses de calcul	-	-	-
Autres variations**	-	13 397	-13 397
CLOTURE	**-**	**961 686**	**-961 686**

** PB : Participation aux bénéfices*

*** Les autres variations correspondent aux variations des opérations de surcote/décote et aux annulations des opérations de vendus/achetés*

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	PB* différée Active	PB* différée Passive	PB* différée Nette
Dommages	-	-	-
Finance/Épargne	-	1 582 757	-1 582 757
Santé/Prévoyance	-	-	-
Gestion d'actifs	-	-	-
TOTAL	**-**	**1 582 757**	**-1 582 757**

** PB : Participation aux bénéfices*

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	PB* différée Active	PB* différée Passive	PB* différée Nette
Dommages	-	-	-
Finance/Épargne	-	961 686	-961 686
Santé/Prévoyance	-	-	-
Gestion d'actifs	-	-	-
TOTAL	**-**	**961 686**	**-961 686**

** PB : Participation aux bénéfices*

EVOLUTION DE LA PARTICIPATION DIFFEREE – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	PB* différée Active	PB* différée Passive	PB* différée Nette
Ouverture	-	961 686	-961 686
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par résultat	-	42 493	-42 493
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par réserves	-	578 578	-578 578
Effet du changement de taux de participation aux bénéfices	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-
CLOTURE	**-**	**1 582 757**	**-1 582 757**

** PB : Participation aux bénéfices*

EVOLUTION DE LA PARTICIPATION DIFFEREE – AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	PB* différée Active	PB* différée Passive	PB* différée Nette
Ouverture	-	1 073 476	-1 073 476
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par résultat	-	169 312	-169 312
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par réserves	-	-281 102	281 102
Effet du changement de taux de participation aux bénéfices	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-
CLOTURE	**-**	**961 686**	**-961 686**

** PB : Participation aux bénéfices*

7.16. INSTRUMENTS DERIVES

REPARTITION PAR CATEGORIE

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Instruments dérivés actif	8 202	5 446
Instruments dérivés passif	6 635	4 050

JUSTE VALEUR

(en milliers d'euros)	30 juin 2014			31 déc. 2013		
	Juste valeur	ICNE	Total	Juste valeur	ICNE	Total
Swap	1 589	6 613	8 202	2 301	3 145	5 446
Swaption	-	-	-	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés ACTIF	**1 589**	**6 613**	**8 202**	**2 301**	**3 145**	**5 446**
Swap	2 574	4 061	6 635	1 950	2 100	4 050
Swaption	-	-	-	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés PASSIF	**2 574**	**4 061**	**6 635**	**1 950**	**2 100**	**4 050**

MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

(en milliers d'euros)	Ouverture	Variation Juste valeur	Clôture
Swap	5 446	2 756	8 202
Swaption	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-
Instruments dérivés ACTIF	**5 446**	**2 756**	**8 202**
Swap	4 050	2 585	6 635
Swaption	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-
Instruments dérivés PASSIF	**4 050**	**2 585**	**6 635**

REPARTITION PAR ECHEANCE – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	30 juin 2014			
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Swap	5 656	2 546	-	8 202
Swaption	-	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-	-
Instruments dérivés ACTIF	**5 656**	**2 546**	**-**	**8 202**
Swap	6 635	-	-	6 635
Swaption	-	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-	-
Instruments dérivés PASSIF	**6 635**	**-**	**-**	**6 635**

REPARTITION PAR ECHEANCE - AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)	31 déc. 2013			
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Swap	3 666	1 780	-	5 446
Swaption	-	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-	-
Instruments dérivés ACTIF	**3 666**	**1 780**	**-**	**5 446**
Swap	4 050	-	-	4 050
Swaption	-	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-	-
Instruments dérivés PASSIF	**4 050**	**-**	**-**	**4 050**

7.17. PRIMES ACQUISES

REPARTITION DES PRIMES ACQUISES NETTES DE REASSURANCE – AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)

	30 juin 2014			
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
Primes émises	2 773 971	976 560	576 656	4 327 187
Provisions pour primes non acquises	-1 264 601	-	-194 952	-1 459 553
Primes acquises brutes	1 509 370	976 560	381 704	2 867 634
Réassurance	-81 698	-442	-27 672	-109 812
PRIMES ACQUISES	**1 427 672**	**976 118**	**354 032**	**2 757 822**

REPARTITION DES PRIMES ACQUISES NETTES DE REASSURANCE – AU 30 JUIN 2013

(en milliers d'euros)

	30 juin 2013			
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
Primes émises	2 720 989	982 679	515 219	4 218 887
Provisions pour primes non acquises	-1 230 187	-	-195 719	-1 425 906
Primes acquises brutes	1 490 802	982 679	319 500	2 792 981
Réassurance	-69 992	-290	-29 200	-99 482
PRIMES ACQUISES	**1 420 810**	**982 389**	**290 300**	**2 693 499**

REPARTITION PAR MODALITES D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)

	30 juin 2014	30 juin 2013
Affaires directes	4 286 313	4 168 664
Affaires acceptées	40 874	50 223
Primes émises	**4 327 187**	**4 218 887**
Variation des primes non acquises	-1 459 553	-1 425 906
TOTAL	**2 867 634**	**2 792 981**

7.18. CHARGES DES PRESTATIONS DES CONTRATS

AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)

	30 juin 2014			
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
Charges de sinistres	1 139 370	746 602	289 559	2 175 531
Variation des provisions sinistres à payer	166 640	9 051	-4 201	171 490
Variation des provisions d'assurance vie	-	221 574	5 161	226 735
Variation des provisions en Unités de Compte	-	10 095	-	10 095
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	187	123 173	2 916	126 276
Variation des autres provisions techniques	65 905	137 592	8 699	212 196
Variation des provisions techniques	232 732	501 485	12 575	746 792
Variation de la provision pour participation aux bénéfices différée	-	42 496	-	42 496
Charges brutes des prestations des contrats	**1 372 102**	**1 290 583**	**302 134**	**2 964 819**
Paiements reçus des réassureurs	81 698	442	27 672	109 812
Variation des provisions techniques cédées	-158 106	-206	-28 447	-186 759
Réassurance	-76 408	236	-775	-76 947
CHARGES NETTES DES PRESTATIONS DES CONTRATS	**1 295 694**	**1 290 819**	**301 359**	**2 887 872**

AU 30 JUIN 2013

(en milliers d'euros)	30 juin 2013			
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
Charges de sinistres	1 150 028	760 965	228 135	2 139 128
Variation des provisions sinistres à payer	85 490	19 219	9 063	113 772
Variation des provisions d'assurance vie	-	184 001	6 178	190 179
Variation des provisions en Unités de Compte	-	4 453	-	4 453
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	116	84 462	1 098	85 676
Variation des autres provisions techniques	51 799	195 656	12 688	260 143
Variation des provisions techniques	137 405	487 791	29 027	654 223
Variation de la provision pour participation aux bénéfices différée	-	70 405	-	70 405
Charges brutes des prestations des contrats	**1 287 433**	**1 319 161**	**257 162**	**2 863 756**
Paiements reçus des réassureurs	69 992	290	29 200	99 482
Variation des provisions techniques cédées	-51 008	-150	-31 503	-82 661
Réassurance	18 984	140	-2 303	16 821
CHARGES NETTES DES PRESTATIONS DES CONTRATS	**1 306 417**	**1 319 301**	**254 859**	**2 880 577**

7.19. CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN REASSURANCE

AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)	30 juin 2014			
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
Produits des cessions en réassurance	-81 698	-442	-27 672	-109 812
Charges des cessions en réassurance	158 106	206	28 447	186 759
TOTAL	**76 408**	**-236**	**775**	**76 947**

AU 30 JUIN 2013

(en milliers d'euros)	30 juin 2013			
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
Produits des cessions en réassurance	-69 992	-290	-29 200	-99 482
Charges des cessions en réassurance	51 008	150	31 503	82 661
TOTAL	**-18 984**	**-140**	**2 303**	**-16 821**

7.20. IMPOTS SUR LES RESULTATS

DETAIL DE LA CHARGE D'IMPOT

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Impôts exigibles	-35 386	-10 245
Impôts différés	-15 830	-22 941
TOTAL	**-51 216**	**-33 186**

8. Comptes sectoriels

Le groupe Macif est organisé autour de quatre segments opérationnels :

Dommages : Ce segment rassemble une large gamme de contrats, couvrant les risques de dommages aux biens et aux personnes, destinés aux particuliers et aux professionnels. Les principaux contrats sont les contrats Auto et Habitation.

Finance/Épargne : Ce segment correspond principalement aux activités d'assurance vie du groupe Macif. Il regroupe les contrats d'épargne en euros et ceux en Unités de Compte (UC). Ces contrats sont gérés par Mutavie. Ce segment comprend également l'activité bancaire créé au cours de l'exercice 2009. Cette dernière est gérée par Socram Banque et Macifin'.

Santé/Prévoyance : Ce segment inclut les activités d'assurance en santé et prévoyance individuelles et collectives. Les contrats s'adressent aux particuliers, professionnels indépendants, entreprises et groupements. Ces activités sont exercées par des entités mutualistes régies par le livre II du Code de la Mutualité et adhérentes à la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) et une institution de prévoyance relevant du code de la Sécurité Sociale.

Gestion d'actifs : Ce segment regroupe principalement les activités de gestion collective (gestion d'OPCVM ouverts ou dédiés) et de gestion sous mandat pour le compte de clients institutionnels.

8.1. AU 30 JUIN 2014

ACTIF

(en milliers d'euros)	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
Ecarts d'acquisition	-	18 428	-	96 421	114 849
Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	75 114	371	10 323	2 405	88 213
ACTIFS INCORPORELS	**75 114**	**18 799**	**10 323**	**98 826**	**203 062**
Immobilier de placement	79 051	503 886	14 797	-	597 734
Immobilier de placement en Unités de Compte	-	-	-	-	-
Placements financiers	6 060 766	20 354 009	928 304	551	27 343 630
Placements financiers en Unités de Compte	-	163 115	-	-	163 115
Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	8 202	-	-	-	8 202
PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE	**6 148 019**	**21 021 010**	**943 101**	**551**	**28 112 681**
EMPLOIS DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES	**197 100**	**819**	**10 767**	**88 321**	**297 007**
INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES	**235 711**	**111 341**	**-**	**-**	**347 052**
PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS	**610 839**	**551**	**62 613**	**-**	**674 003**
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	374 257	774	9 084	1 222	385 337
Frais d'acquisitions reportés	134 560	125 250	315	-	260 125
Participation aux bénéfices différée active	-	-	-	-	-
Actifs d'impôts différés	-	-	472	4	476
Créances nées des opérations d'assurance	1 654 732	402	244 551	-	1 899 685
Créances nées des opérations de réassurance	45 413	22	5 180	-	50 615
Créances d'impôt exigible	15 926	1 559	-	-	17 485
Autres créances	229 438	-52 678	50 840	22 459	250 059
AUTRES ACTIFS	**2 454 326**	**75 329**	**310 442**	**23 685**	**2 863 782**
ACTIFS DESTINES A LA VENTE ET ABANDONS D'ACTIVITES	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	**1 367 159**	**2 901 402**	**152 977**	**11 786**	**4 433 324**
TOTAL DE L'ACTIF	**11 088 268**	**24 129 251**	**1 490 223**	**223 169**	**36 930 911**
INTER-SECTORIEL	**-1 529 642**	**-789 756**	**-65 796**	**-2 219**	**-2 387 413**
TOTAL DE L'ACTIF RETRAITE INTER-SECTORIEL	**12 617 910**	**24 919 007**	**1 556 019**	**225 388**	**39 318 324**

PASSIF

(en milliers d'euros)	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
Capital social ou fonds équivalents	232 006	-	12 307	-	244 313
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	-	-
Réserve de réévaluation	443 780	94 402	51 304	1 131	590 617
Autres réserves	910 391	590 113	450 854	-12 199	1 939 159
Résultats cumulés	433	-	-4 430	-	-3 997
Résultat net consolidé	63 668	22 534	20 575	33 574	140 351
CAPITAUX PROPRES GROUPE	**1 650 278**	**707 049**	**530 610**	**22 506**	**2 910 443**
Intérêts minoritaires	4 248	19 128	1 070	50 480	74 926
CAPITAUX PROPRES TOTAUX	**1 654 526**	**726 177**	**531 680**	**72 986**	**2 985 369**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**68 497**	**82 414**	**7 091**	**1 495**	**159 497**
Dettes subordonnées	565 777	41 076	-	-	606 853
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	147 171	1 098	7 483	268	156 020
Autres dettes de financement	704 183	1 779 934	519	-	2 484 636
DETTES DE FINANCEMENT	**1 417 131**	**1 822 108**	**8 002**	**268**	**3 247 509**
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	7 603 147	18 674 049	789 512	-	27 066 708
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en Unités de Compte	-	160 228	-	-	160 228
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	**7 603 147**	**18 834 277**	**789 512**	**-**	**27 226 936**
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire	-	252 716	-	-	252 716
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire	-	-	-	-	-
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en Unités de Compte	-	-	-	-	-
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers	**-**	**252 716**	**-**	**-**	**252 716**
Instruments dérivés séparés sur contrats	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Participation aux bénéfices différée passive	**-**	**1 582 757**	**-**	**-**	**1 582 757**
PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS	**7 603 147**	**20 669 750**	**789 512**	**-**	**29 062 409**
RESSOURCES DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES	**271 468**	**-**	**3 855**	**386**	**275 709**
DETTES ENVERS LES PORTEURS DE PARTS D'OPCVM CONSOLIDES	**111 693**	**445 237**	**5 835**	**3 706**	**566 471**
Dettes d'exploitation représentées par des titres	-	-	-	-	-
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	49 186	123	1 833	-	51 142
Instruments dérivés passifs	6 635	-	-	-	6 635
Dettes nées des opérations d'assurance	7 582	13 587	7 833	-	29 002
Dettes nées des opérations de réassurance	61 814	664	39 613	-	102 091
Dettes d'impôts exigibles	20 718	3 708	3 982	-	28 408
Autres dettes	230 910	56 764	73 661	55 334	416 669
AUTRES PASSIFS	**376 845**	**74 846**	**126 922**	**55 334**	**633 947**
PASSIFS DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ABANDONNEES	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL DU PASSIF	**11 503 307**	**23 820 532**	**1 472 897**	**134 175**	**36 930 911**
INTER-SECTORIEL	**-1 114 603**	**-1 098 475**	**-83 122**	**-91 213**	**-2 387 413**
TOTAL PASSIF RETRAITE INTER-SECTORIEL	**12 617 910**	**24 919 007**	**1 556 019**	**225 388**	**39 318 324**

COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
Primes émises	2 773 971	976 560	576 656	-	4 327 187
Variation des primes non acquises	-1 264 601	-	-194 952	-	-1 459 553
PRIMES ACQUISES	**1 509 370**	**976 560**	**381 704**	**-**	**2 867 634**
Produit net bancaire, net du coût du risque	-	-	-	-	-
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	18 031	349	2 448	6 157	26 985
Autres produits d'exploitation (nets des charges)	-56 193	-2 275	-20 758	-	-79 226
Produits des placements	*89 051*	*311 224*	*11 468*	*28 794*	*440 537*
Charges des placements	*-6 666*	*-6 663*	*-762*	-	*-14 091*
Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement	*20 547*	*58 127*	*9 787*	-	*88 461*
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	*7 007*	*23 816*	*817*	*-13*	*31 627*
Variation des dépréciations sur placements	*378*	*1 530*	*-560*	-	*1 348*
PRODUITS DES PLACEMENTS NETS DE CHARGES	**110 317**	**388 034**	**20 750**	**28 781**	**547 882**
Charges des prestations des contrats	-1 372 102	-1 290 583	-302 134	-	-2 964 819
Produits des cessions en réassurance	*-81 698*	*-442*	*-27 672*	-	*-109 812*
Charges des cessions en réassurance	*158 106*	*206*	*28 447*	-	*186 759*
CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN REASSURANCE	**76 408**	**-236**	**775**	**-**	**76 947**
Charges d'exploitation bancaire	-	-	-	-	-
Charges des autres activités	-13 290	-4 855	-1 188	-1 414	-20 747
Frais d'acquisition des contrats	-144 880	-17 849	-20 792	-	-183 521
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	-	-	-	-	-
Frais d'administration	-28 107	-15 004	-23 400	-	-66 511
Autres produits et charges opérationnels courants	69	-677	-325	-	-933
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	**99 623**	**33 464**	**37 080**	**33 524**	**203 691**
Autres produits et charges opérationnels	-2 449	778	-3 661	-757	-6 089
RESULTAT OPERATIONNEL	**97 174**	**34 242**	**33 419**	**32 767**	**197 602**
Charge de financement	-14 765	-4 586	-318	-22	-19 691
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	9 259	2 780	-	3 217	15 256
Impôts sur les résultats	-27 961	-9 302	-12 303	-1 650	-51 216
Résultat sur abandon d'activité après impôt	-	-	-	-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	**63 707**	**23 134**	**20 798**	**34 312**	**141 951**
Intérêts minoritaires	39	600	223	738	1 600
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	**63 668**	**22 534**	**20 575**	**33 574**	**140 351**

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Sous total - Part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total
RESULTAT NET	**63 668**	**22 534**	**20 575**	**33 574**	**140 351**	**1 600**	**141 951**
ELEMENTS RECYCLABLES EN RESULTAT	**136 402**	**31 615**	**13 991**	**43**	**182 050**	**-53**	**181 998**
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	207 050	612 426	17 183	65	836 724	14 291	851 015
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-	-	-	-	-	-
"Comptabilité reflet" brute d'impôts différés	-	-565 383	-	-	-565 383	-13 192	-578 575
Impôts	-70 648	-16 201	-5 812	-22	-92 684	-378	-93 062
Autres éléments	-	774	2 620	-	3 394	-774	2 620
ELEMENTS NON RECYCLABLES EN RESULTAT	**-7 297**	**-182**	**-381**	**-36**	**-7 896**	**-13**	**-7 909**
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-11 123	-283	-581	-53	-12 040	-20	-12 060
Impôts	3 826	101	200	17	4 144	7	4 151
Autres	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	**129 105**	**31 433**	**13 610**	**7**	**174 155**	**-66**	**174 089**
RESULTAT GLOBAL	**192 773**	**53 967**	**34 185**	**33 583**	**314 506**	**1 534**	**316 039**

8.2. AU 31 DECEMBRE 2013

ACTIF

(en milliers d'euros)	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
Ecarts d'acquisition	-	18 428	-	715	19 143
Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	80 132	417	9 733	-	90 282
ACTIFS INCORPORELS	**80 132**	**18 845**	**9 733**	**715**	**109 425**
Immobilier de placement	80 555	496 503	14 021	-	591 079
Immobilier de placement en Unités de Compte	-	-	-	-	-
Placements financiers	5 715 441	19 526 719	821 772	2	26 063 934
Placements financiers en Unités de Compte	-	150 134	-	-	150 134
Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	5 446	-	-	-	5 446
PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE	**5 801 442**	**20 173 356**	**835 793**	**2**	**26 810 593**
EMPLOIS DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES	**168 908**	**879**	**11 040**	**31 333**	**212 160**
INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES	**177 365**	**110 096**	**-**	**23 863**	**311 324**
PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS	**458 662**	**551**	**59 732**	**-**	**518 945**
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	376 358	830	11 765	-	388 953
Frais d'acquisitions reportés	90 837	119 731	601	-	211 169
Participation aux bénéfices différée active	-	-	-	-	-
Actifs d'impôts différés	-	-	7 251	2	7 253
Créances nées des opérations d'assurance	563 130	471	67 727	-	631 328
Créances nées des opérations de réassurance	95 634	-	2 939	-	98 573
Créances d'impôt exigible	11 340	3 128	4 447	104	19 019
Autres créances	222 353	-38 474	25 003	2 258	211 140
AUTRES ACTIFS	**1 359 652**	**85 686**	**119 733**	**2 364**	**1 567 435**
ACTIFS DESTINES A LA VENTE ET ABANDONS D'ACTIVITES	**359**	**2 125**	**-**	**-**	**2 484**
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	**465 387**	**730 707**	**100 753**	**209**	**1 297 056**
TOTAL DE L'ACTIF	**8 511 907**	**21 122 245**	**1 136 784**	**58 486**	**30 829 422**
INTER-SECTORIEL	**-1 375 634**	**-759 352**	**-63 398**	**-7 374**	**-2 205 758**
TOTAL DE L'ACTIF RETRAITE INTER-SECTORIEL	**9 887 541**	**21 881 597**	**1 200 182**	**65 860**	**33 035 180**

PASSIF

(en milliers d'euros)	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
Capital social ou fonds équivalents	229 750	-	10 507	-	240 257
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	-	-
Réserve de réévaluation	307 377	62 773	37 615	802	408 567
Autres réserves	841 035	541 577	366 288	-23 761	1 725 139
Résultats cumulés	11 033	-	-3 629	-	7 404
Résultat net consolidé	65 293	45 006	16 251	1 509	128 059
CAPITAUX PROPRES GROUPE	**1 454 488**	**649 356**	**427 032**	**-21 450**	**2 509 426**
Intérêts minoritaires	4 183	27 106	853	2 754	34 896
CAPITAUX PROPRES TOTAUX	**1 458 671**	**676 462**	**427 885**	**-18 696**	**2 544 322**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**54 043**	**84 127**	**7 283**	**360**	**145 813**
Dettes subordonnées	575 498	40 136	-	-	615 634
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	152 835	583	7 259	-	160 677
Autres dettes de financement	2 335	3 881	499	-	6 715
DETTES DE FINANCEMENT	**730 668**	**44 600**	**7 758**	**-**	**783 026**
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	6 106 227	18 182 160	523 294	-	24 811 681
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en Unités de Compte	-	150 134	-	-	150 134
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	**6 106 227**	**18 332 294**	**523 294**	**-**	**24 961 815**
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire	-	254 019	-	-	254 019
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire	-	-	-	-	-
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en Unités de Compte	-	-	-	-	-
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers	**-**	**254 019**	**-**	**-**	**254 019**
Instruments dérivés séparés sur contrats	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Participation aux bénéfices différée passive	**-**	**961 686**	**-**	**-**	**961 686**
PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS	**6 106 227**	**19 547 999**	**523 294**	**-**	**26 177 520**
RESSOURCES DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES	**175 236**	**-**	**2 311**	**-**	**177 547**
DETTES ENVERS LES PORTEURS DE PARTS D'OPCVM CONSOLIDES	**93 315**	**383 070**	**3 367**	**3 144**	**482 896**
Dettes d'exploitation représentées par des titres	-	-	-	-	-
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	41 220	165	1 133	-	42 518
Instruments dérivés passifs	4 050	-	-	-	4 050
Dettes nées des opérations d'assurance	29 108	14 733	38 460	-	82 301
Dettes nées des opérations de réassurance	31 886	668	38 437	-	70 991
Dettes d'impôts exigibles	2 889	7 338	-	1 117	11 344
Autres dettes	201 882	38 785	61 294	5 133	307 094
AUTRES PASSIFS	**311 035**	**61 689**	**139 324**	**6 250**	**518 298**
PASSIFS DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ABANDONNEES	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL DU PASSIF	**8 929 195**	**20 797 947**	**1 111 222**	**-8 942**	**30 829 422**
INTER-SECTORIEL	**-958 346**	**-1 083 650**	**-88 960**	**-74 802**	**-2 205 758**
TOTAL PASSIF RETRAITE INTER-SECTORIEL	**9 887 541**	**21 881 597**	**1 200 182**	**65 860**	**33 035 180**

8.3. AU 30 JUIN 2013 - PUBLIE

COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	Dommages	Epargne & Finance	Santé & Prévoyance	Autres	TOTAL
Primes émises	2 720 989	982 679	515 219	-	4 218 887
Variation des primes non acquises	-1 230 187	-	-195 719	-	-1 425 906
PRIMES ACQUISES	**1 490 802**	**982 679**	**319 500**	**-**	**2 792 981**
Produit net bancaire, net du coût du risque	-	-	-	-	-
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	5 304	121	1 899	13 310	20 634
Autres produits d'exploitation (nets des charges)	-58 756	-1 653	-28 216	338	-88 287
Produits des placements	84 292	296 129	11 190	1 101	392 712
Charges des placements	-8 257	-9 123	-825	-190	-18 395
Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement	29 225	113 346	5 468	4 056	152 095
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	7 494	16 208	19	-	23 721
Variation des dépréciations sur placements	623	-3 328	60	-3 166	-5 811
PRODUITS DES PLACEMENTS NETS DE CHARGES	**113 377**	**413 232**	**15 912**	**1 801**	**544 322**
Charges des prestations des contrats	-1 287 433	-1 319 161	-257 162	-	-2 863 756
Produits des cessions en réassurance	-69 992	-290	-29 200	-	-99 482
Charges des cessions en réassurance	51 008	150	31 503	-	82 661
CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN REASSURANCE	**-18 984**	**-140**	**2 303**	**-**	**-16 821**
Charges d'exploitation bancaire	-	-	-	-	-
Charges des autres activités	-1 489	-5 361	-1 529	-7 045	-15 424
Frais d'acquisition des contrats	-143 483	-18 098	-22 547	-	-184 128
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	-	-	-	-	-
Frais d'administration	-30 017	-13 990	-21 300	-	-65 307
Autres produits et charges opérationnels courants	-2 042	-697	-181	-	-2 920
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	**67 279**	**36 932**	**8 679**	**8 404**	**121 294**
Autres produits et charges opérationnels	-2 449	390	-1 403	-2 130	-5 592
RESULTAT OPERATIONNEL	**64 830**	**37 322**	**7 276**	**6 274**	**115 702**
Charge de financement	-4 095	-3 577	-338	-1 376	-9 386
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	7 274	2 973	-	-1 283	8 964
Impôts sur les résultats	-14 859	-10 879	-5 042	-2 406	-33 186
Résultat sur abandon d'activité après impôt	-	-	-	-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	**53 150**	**25 839**	**1 896**	**1 209**	**82 094**
Intérêts minoritaires	-1	1 044	196	820	2 059
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	**53 151**	**24 795**	**1 700**	**389**	**80 035**

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Dommages	Épargne & Finance	Santé & Prévoyance	Autres	Sous total - Part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total
RESULTAT NET	**53 150**	**24 794**	**1 702**	**390**	**80 035**	**2 059**	**82 094**
ELEMENTS RECYCLABLES EN RESULTAT	**-39 195**	**-18 555**	**-29 030**	**371**	**-86 409**	**-761**	**-87 171**
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-59 684	-332 227	-13 053	566	-404 398	-13 726	-418 124
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-	-	-	-	-	-
"Comptabilité reflet" brute d'impôts différés	-	303 935	-	-	303 935	12 565	316 500
Impôts	20 489	9 736	-15 977	-195	14 053	400	14 453
Autres éléments	-	-	-	-	-	-	-
ELEMENTS NON RECYCLABLES EN RESULTAT	**-7 979**	**26**	**-187**	**19**	**-8 121**	**7**	**-8 114**
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-10 140	-113	-331	-33	-10 617	-14	-10 631
Impôts	2 161	138	144	52	2 496	21	2 517
Autres	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	**-47 174**	**-18 530**	**-29 217**	**390**	**-94 530**	**-754**	**-95 284**
RESULTAT GLOBAL	**5 976**	**6 264**	**-27 515**	**781**	**-14 495**	**1 305**	**-13 189**
Résultat global - Intérêts minoritaires	-1	294	201	811	1 305		
TOTAL	**5 975**	**6 558**	**-27 314**	**1 592**	**-13 189**		

8.4. AU 30 JUIN 2013 - RETRAITE

COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
Primes émises	2 720 989	982 679	515 219	-	4 218 887
Variation des primes non acquises	-1 230 187	-	-195 719	-	-1 425 906
PRIMES ACQUISES	**1 490 802**	**982 679**	**319 500**	**-**	**2 792 981**
Produit net bancaire, net du coût du risque	-	-	-	-	-
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	13 173	121	1 899	5 441	20 634
Autres produits d'exploitation (nets des charges)	-58 449	-1 653	-28 216	31	-88 287
Produits des placements	*85 191*	*296 129*	*11 190*	*202*	*392 712*
Charges des placements	*-8 447*	*-9 123*	*-825*	*-*	*-18 395*
Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement	*33 271*	*113 346*	*5 468*	*10*	*152 095*
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par	*7 494*	*16 208*	*19*	*-*	*23 721*
Variation des dépréciations sur placements	*-1 806*	*-3 328*	*60*	*-737*	*-5 811*
PRODUITS DES PLACEMENTS NETS DE CHARGES	**115 703**	**413 232**	**15 912**	**-525**	**544 322**
Charges des prestations des contrats	-1 287 433	-1 319 161	-257 162	-	-2 863 756
Produits des cessions en réassurance	*-69 992*	*-290*	*-29 200*	*-*	*-99 482*
Charges des cessions en réassurance	*51 008*	*150*	*31 503*	*-*	*82 661*
CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN REASSURANCE	**-18 984**	**-140**	**2 303**	**-**	**-16 821**
Charges d'exploitation bancaire	-	-	-	-	-
Charges des autres activités	-8 268	-5 361	-1 529	-266	-15 424
Frais d'acquisition des contrats	-143 483	-18 098	-22 547	-	-184 128
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	-	-	-	-	-
Frais d'administration	-30 017	-13 990	-21 300	-	-65 307
Autres produits et charges opérationnels courants	-2 042	-697	-181	-	-2 920
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	**71 002**	**36 932**	**8 679**	**4 681**	**121 294**
Autres produits et charges opérationnels	-4 580	390	-1 403	1	-5 592
RESULTAT OPERATIONNEL	**66 422**	**37 322**	**7 276**	**4 682**	**115 702**
Charge de financement	-5 453	-3 577	-338	-18	-9 386
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	6 958	2 973	-	-967	8 964
Impôts sur les résultats	-14 985	-10 879	-5 042	-2 280	-33 186
Résultat sur abandon d'activité après impôt	-	-	-	-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	**52 942**	**25 839**	**1 896**	**1 417**	**82 094**
Intérêts minoritaires	-14	1 044	196	833	2 059
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	**52 956**	**24 795**	**1 700**	**584**	**80 035**

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Sous total - Part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total
RESULTAT NET	**52 956**	**24 794**	**1 702**	**583**	**80 035**	**2 059**	**82 094**
ELEMENTS RECYCLABLES EN RESULTAT	**-39 195**	**-18 555**	**-29 030**	**371**	**-86 409**	**-761**	**-87 171**
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-59 684	-332 227	-13 053	566	-404 398	-13 726	-418 124
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-	-	-	-	-	-
"Comptabilité reflet" brute d'impôts différés	-	303 935	-	-	303 935	12 565	316 500
Impôts différés	20 489	9 736	-15 977	-195	14 053	400	14 453
Autres éléments	-	-	-	-	-	-	-
ELEMENTS NON RECYCLABLES EN RESULTA	**-7 979**	**26**	**-187**	**19**	**-8 121**	**7**	**-8 114**
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-10 140	-113	-331	-33	-10 617	-14	-10 631
Impôts différés	2 161	138	144	52	2 496	21	2 517
Autres	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN	**-47 174**	**-18 530**	**-29 217**	**389**	**-94 530**	**-754**	**-95 284**
RESULTAT GLOBAL	**5 782**	**6 264**	**-27 515**	**981**	**-14 495**	**1 305**	**-13 189**
Résultat global - Intérêts minoritaires	-15	294	201	826	1 305		
TOTAL	**5 767**	**6 558**	**-27 314**	**1 806**	**-13 189**		

9. Autres informations

9.1. ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS

(en milliers d'euros)	30 juin 14	31 déc 13
ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNES	**832 977**	**434 831**
Engagements liés au périmètre	**46 631**	**32 959**
Engagements d'achats de titres	40 333	32 428
Engagement donné sur prêt	-	-
Autres engagements donnés liés au périmètre Groupe	6 298	531
Engagements liés au financement	**427 763**	**61 029**
Garanties à première demande	-	-
Garanties de liquidité	-	-
Cautions sur emprunts	381	381
Engagements d'achat d'obligations	130 825	56 850
Engagements de mise en pension de titres	292 783	-
Nantissements	-	-
Autres engagements liés au financement	3 774	3 798
Engagements liés aux activités opérationelles :	**358 583**	**340 843**
Garantie sur prix de cessions immobilières	2 166	2 163
Contre-garanties données	-	-
Engagement donné au SFG (Système Fédéral de Garantie)	3 068	3 325
Engagements sur FCPR	194 797	156 325
Engagements sur financement de travaux	40 199	63 522
Engagements sur fonds immobiliers	48 875	31 801
Autres engagements à caractère financier	39 058	50 648
Autres engagements à caractère immobilier	-	-
Autres engagements	30 420	33 059
ENGAGEMENTS HORS BILAN RECUS	**882 252**	**573 893**
Engagements liés au périmètre	**40 333**	**32 428**
Engagement de rachat d'actions	40 333	32 428
Engagements liés au financement	**326 717**	**35 817**
Clause de retour à meilleure fortune	-	-
Promesse de garantie COFACE	-	4 016
Autres garanties obtenues	33 934	31 801
Engagement de mise en pension de titres	292 783	-
Engagement de vente de parts d'Opcvm	-	-
Nantissements de titres pour garanties de prêts	-	-
Engagements liés aux activités opérationelles :	**515 202**	**505 648**
Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires	388 769	350 023
Couverture de réassurance	-	-
Cautions solidaires	13 600	17 000
Cautions bancaires	274	274
Autres cautions	72 955	75 770
Autres engagements reçus contractuels	39 604	62 581

9.2. INSTRUMENTS FINANCIERS INSCRITS AU BILAN PAR METHODE DE GESTION

AU 30 JUIN 2014

(en milliers d'euros)		Valeur au bilan	Juste valeur	Ventilation par catégorie d'instrument					
Notes				Trading	FVO	AFS	Prêts et créances	Coût amorti	TOTAL
	Immobilier de placement	597 734	689 767	-	-	-	123 053	474 681	597 734
7.2	Placements financiers	27 343 630	27 343 630	1 178	2 212 764	24 962 027	167 661	-	27 343 630
7.3	Placements financiers en UC	163 115	163 115	-	163 115	-	-	-	163 115
7.16	Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	8 202	8 202	8 202	-	-	-	-	8 202
	Placements des activités d'assurance	**28 112 681**	**28 204 714**	**9 380**	**2 375 879**	**24 962 027**	**290 714**	**474 681**	**28 112 681**
7.4	**Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités**	**297 007**	**304 940**	**78 869**	**-**	**2 814**	**65 334**	**149 990**	**297 007**
7.5	**Investissements dans les entreprises associées**	**347 052**	**347 052**	**1 407**	**-**	**12 898**	**-**	**332 747**	**347 052**
7.11	**Trésorerie et équivalents de trésorerie**	**4 433 324**	**4 433 324**	**2 777 883**	**1 427 540**	**-**	**-**	**227 901**	**4 433 324**
	ACTIFS FINANCIERS	**33 190 064**	**33 290 030**	**2 867 539**	**3 803 419**	**24 977 739**	**356 048**	**1 185 319**	**33 190 064**
	Dettes subordonnées	606 853	616 919	-	-	-	-	606 853	606 853
	Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	156 020	156 020	-	-	-	-	156 020	156 020
	Autres dettes de financement	2 484 636	2 484 636	-	-	-	-	2 484 636	2 484 636
7.13	**Dettes de financement**	**3 247 509**	**3 257 575**	**-**	**-**	**-**	**-**	**3 247 509**	**3 247 509**
	Dettes envers les porteurs d'OPCVM consolidés	**566 471**	**566 471**	**-**	**566 471**	**-**	**-**	**-**	**566 471**
	Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	**51 142**	**51 142**	**-**	**-**	**-**	**-**	**51 142**	**51 142**
7.16	**Instruments dérivés passif**	**6 635**	**6 635**	**6 635**	**-**	**-**	**-**	**-**	**6 635**
	PASSIFS FINANCIERS	**3 871 757**	**3 881 823**	**6 635**	**566 471**	**-**	**-**	**3 298 651**	**3 871 757**

La mise en juste valeur des placements détenus par les entreprises associées impacte le résultat de 1 407 K€ (*Trading*) et la réserve de réévaluation de 12 898 K€ (AFS).

Les dettes envers les porteurs de parts OPCVM consolidés correspondent à la part des minoritaires relative aux OPCVM entrant dans le périmètre de consolidation. Elles sont comptabilisées à la juste valeur par résultat (placement FVO).

AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers d'euros)		Valeur au bilan	Juste valeur	Ventilation par catégorie d'instrument					
Notes				Trading	FVO	AFS	Prêts et créances	Coût amorti	TOTAL
	Immobilier de placement	591 079	618 796	-	-	-	103 552	487 527	591 079
7.2	Placements financiers	26 063 934	26 063 934	10 117	2 070 520	23 800 409	182 888	-	26 063 934
7.3	Placements financiers en UC	150 134	150 134	-	150 134	-	-	-	150 134
7.16	Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	5 446	5 446	5 446	-	-	-	-	5 446
	Placements des activités d'assurance	**26 810 593**	**26 838 310**	**15 563**	**2 220 654**	**23 800 409**	**286 440**	**487 527**	**26 810 593**
7.4	**Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités**	**212 160**	**301 913**	**30 413**	**-**	**7 806**	**48 165**	**125 776**	**212 160**
7.5	**Investissements dans les entreprises associées**	**311 324**	**311 324**	**51**	**-**	**7 247**	**-**	**304 026**	**311 324**
7.11	**Trésorerie et équivalents de trésorerie**	**1 297 056**	**1 297 056**	**284 070**	**755 090**	**-**	**-**	**257 896**	**1 297 056**
	ACTIFS FINANCIERS	**28 631 133**	**28 748 603**	**330 097**	**2 975 744**	**23 815 462**	**334 605**	**1 175 225**	**28 631 133**
	Dettes subordonnées	615 634	590 135	-	-	-	-	615 634	615 634
	Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	160 677	160 677	-	-	-	-	160 677	160 677
	Autres dettes de financement	6 715	6 715	-	-	-	-	6 715	6 715
7.13	**Dettes de financement**	**783 026**	**757 527**	**-**	**-**	**-**	**-**	**783 026**	**783 026**
	Dettes envers les porteurs d'OPCVM consolidés	**482 896**	**482 896**	**-**	**482 896**	**-**	**-**	**-**	**482 896**
	Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	**42 518**	**42 518**	**-**	**-**	**-**	**-**	**42 518**	**42 518**
7.16	**Instruments dérivés passif**	**4 050**	**4 050**	**4 050**	**-**	**-**	**-**	**-**	**4 050**
	PASSIFS FINANCIERS	**1 312 490**	**1 286 991**	**4 050**	**482 896**	**-**	**-**	**825 544**	**1 312 490**

3. Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Macif et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité compris dans le présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris le 29 août 2014,

Le président du conseil d'administration

Alain Montarant

Cette page a été laissée volontairement blanche

4. Rapport des Commissaires aux comptes

MACIF

Société d'Assurance Mutuelle à cotisations variables

2-4 rue de Pied de Fond
79037 NIORT CEDEX 9

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2014

Comptes arrêtés au 30 juin 2014

GROUPE Y Audit
Technopole Venise Verte
Rue Euclide
79024 NIORT CEDEX 9

Membre de la Compagnie Régionale de POITIERS

MAZARS
61 rue Henri Regnault

92400 COURBEVOIE

Membre de la Compagnie Régionale de VERSAILLES

MACIF

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2014

Mesdames, Messieurs les délégués,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2. III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société d'assurance mutuelle MACIF, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 -norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Niort et à Courbevoie, le 29 août 2014

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

GROUPE Y Audit	MAZARS
Christophe MALÉCOT	**Pascal PARANT**